

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

-----  
REGION DE L'EXTREME-NORD

-----  
DEPARTEMENT DU DIAMARE

-----  
COMMUNE DE GAZAWA  
-----

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace- Work - Fatherland

-----  
FAR NORTH REGION

-----  
DIAMARE DIVISION

-----  
GAZAWA COUNCIL  
-----



## PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD) DE GAZAWA

*Réalisé par:*

**GRUPE D'INITIATIVE COMMUNE D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT (GRADEV)**

B.P. 1235 Garoua. Tél:(237) 99. 79. 49. 60 / 77. 25. 03. 68 / 99. 63 .09. 35. /97. 69. 31. 06

E-mail: gradev\_gic2002@yahoo.fr

Financement: PNDP  
Année: Décembre 2011



# Résumé

---

Le Plan Communal de Développement (PCD) de Gazawa s'inscrit dans le cadre global de la recherche de l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté des populations tel que prôné par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU), à travers les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ou encore, le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) élaboré par le gouvernement Camerounais. Le DSRP constitue le principal outil d'orientation de la politique nationale en matière de réduction de la pauvreté au Cameroun dont s'inspirent les différents départements sectoriels, à l'instar de la 'Stratégie de Développement du secteur Rural' (SDSR).

Le Cameroun, comme la plupart des pays en développement, a connu une récession économique qui a contribué à accentuer la pauvreté des populations. Les documents de stratégie de réduction de la pauvreté au Cameroun reconnaissent que le plus grand nombre des pauvres est concentré dans les zones densément peuplées de l'Extrême-Nord dont fait partie la commune de Gazawa. L'enjeu de cette initiative est d'assurer le développement durable dans la commune de Gazawa. La mise en œuvre des objectifs du PCD de Gazawa devrait garantir durablement les infrastructures de base, l'éducation, la santé et le développement économique et social dans la commune et l'atténuation de la pauvreté.

La commune qui se présente comme la plus petite unité territoriale ayant une autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts locaux et jouissants d'un statut de personne morale de droit public. En effet, la Loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 d'orientation de la décentralisation, la Loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes et la Loi n° 2004/019 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux régions attribuent aux gouvernements locaux, un rôle central et leur transfèrent des compétences importantes dans l'initiation, la promotion, la coordination des actions de développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif de leurs collectivités.

Le transfert des compétences et des ressources aux communes par l'Etat est facilité par le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Ce dernier se déploie dans un contexte caractérisé par la montée des courants participatifs. Il a pour objectif la définition et la mise en œuvre des mécanismes visant à responsabiliser les communautés à la base et les structures décentralisées de l'Etat, afin de les rendre initiatrices et actrices de leur propre développement.

Dans la région de l'Extrême-Nord et dans le département de Diamaré, la Commune de Gazawa est l'une des bénéficiaires de cette action. La commune de Gazawa a été créée en 1993 suite à l'éclatement de la commune de Maroua. Elle a une population de 33 060 âmes, une superficie d'environ 180 Km<sup>2</sup>. Elle compte 01 chefferie de 2<sup>e</sup> degré et 88 chefferies de 3<sup>e</sup> degré. La commune de Gazawa se situe dans l'arrondissement de Gazawa, Département du Diamaré, Région de l'Extrême-Nord. Elle est délimitée à l'Est par l'arrondissement de Maroua 1<sup>er</sup>, à l'Ouest par l'arrondissement de Mokolo, au Nord par l'arrondissement de Meri, au Sud par le District de Ndoukoula.

Le mécanisme d'intervention du processus de développement passe par les Diagnostic d'Espace Urbain communal (DEUC), Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) et le Plan Communal de Développement (PCD) élaborés de façon participative par les populations bénéficiaires avec une forte implication de la société civile. C'est dans cette perspective qu'intervient le GIC GRADEV pour appuyer ladite commune dans cette mission. Le GIC GRADEV est un organisme d'appui local spécialisé dans les prestations de services dans le cadre du

développement. Il est créé en 2002 par des cadres ayant une longue expérience en matière de développement participatif. Il a son siège social à Garoua, Région du Nord.

Le PCD est un document indispensable de référence dont se serviront les responsables de la commune de Gazawa pour négocier et obtenir les appuis financiers des partenaires au développement afin de leur permettre ainsi d'œuvrer pour l'amélioration durable de leurs conditions de vie. Ce Plan Communal de Développement a pour objectif global d'améliorer les conditions de vie des populations et à les amener à lutter plus efficacement contre la pauvreté en s'inspirant du document des stratégies pour la croissance et l'emploi (DSCE) et les objectifs mondiaux à travers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les problèmes prioritaires de ce plan sont issus du plan de campagne de l'exécutif communal et des cadres logiques élaborés par secteur. Les actions issues du plan de campagne sont priorisés par les acteurs politiques au niveau du plan d'investissement annuel. Le coût de ce plan s'élève à **Seize Milliards Cent Soixante Six Millions Six Cent Trente Mille (16 166 630 000) Francs CFA** par contre les ressources mobilisables sont de l'ordre de Trois Cent Quarante Un Million Trois Cent Quatre Vingt Dix Neuf Mille Trois Cents (341 399 300) francs CFA.

# SOMMAIRE

---

1.1	CONTEXTE ET JUSTIFICATION GENERALE .....	1
1.2	LE CONTEXTE D'ELABORATION DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE GAZAWA .....	1
1.3	CONTEXTE DE LA ZONE DE GAZAWA.....	3
1.4	OBJECTIF DU PCD.....	3
1.5	STRUCTURE DU DOCUMENT .....	3
<b>2</b>	<b>METHODOLOGIE.....</b>	<b>4</b>
2.1	GENERALITES .....	4
2.2	PRESENTATION DU GROUPE D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT (GRADEV).....	4
2.3	PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS. ....	5
2.3.1	<i>Préparation au niveau de l'OAL.....</i>	<i>5</i>
2.3.2	<i>Préparation au niveau communal.....</i>	<i>5</i>
2.4	COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT. ....	6
2.4.1	<i>Diagnostic participatif niveau village (DPNV). ....</i>	<i>6</i>
2.4.2	<i>Diagnostic institutionnel communal(DIC).....</i>	<i>6</i>
2.4.3	<i>Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC). ....</i>	<i>7</i>
2.5	CARTOGRAPHIE ET CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC. ....	8
2.6	ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET PROGRAMMATION.....	8
2.6.1	<i>ATELIER DE PLANIFICATION.....</i>	<i>8</i>
2.6.2	<i>Mobilisation des ressources .....</i>	<i>10</i>
2.6.3	<i>Programmation .....</i>	<i>10</i>
<b>3</b>	<b>PRESENTATION DE LA COMMUNE.....</b>	<b>11</b>
3.1	LOCALISATION DE LA COMMUNE .....	11
3.2	DESCRIPTION DU MILIEU BIOPHYSIQUE .....	12
3.2.1	<i>Climat .....</i>	<i>12</i>
3.2.2	<i>Températures.....</i>	<i>13</i>
3.2.3	<i>Humidité relative.....</i>	<i>13</i>
3.2.4	<i>Durée d'ensoleillement.....</i>	<i>13</i>
3.2.5	<i>Evaporation .....</i>	<i>13</i>
3.2.6	<i>Hydrologie et ressources en eau .....</i>	<i>13</i>
3.2.7	<i>Sols .....</i>	<i>13</i>
3.2.8	<i>Végétation et biodiversité.....</i>	<i>13</i>
3.2.9	<i>Faune.....</i>	<i>14</i>
3.3	MILIEU HUMAIN .....	14
3.3.1	<i>Organisation administrative et sociale.....</i>	<i>14</i>
3.3.2	<i>Population .....</i>	<i>14</i>
3.3.3	<i>Culture.....</i>	<i>15</i>
3.3.4	<i>Occupation des terres.....</i>	<i>15</i>
3.3.5	<i>Activités économiques.....</i>	<i>15</i>
3.3.6	<i>Acteurs du développement de la commune .....</i>	<i>15</i>
3.3.7	<i>Etat des lieux du développement de la commune de Gazawa .....</i>	<i>16</i>
3.4	DIAGNOSTIC DE LA COMMUNE EN TANT QU'INSTITUTION .....	20
3.4.1	<i>Analyse de la situation et difficultés rencontrées par la commune.....</i>	<i>20</i>
<b>4</b>	<b>SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC .....</b>	<b>26</b>
4.1	SYNTHESE DU DIC.....	26
4.1.1	<i>Gestion des ressources humaines.....</i>	<i>26</i>

4.1.2	<i>Gestion des ressources financières.....</i>	27
4.1.3	<i>Gestion du patrimoine communal.....</i>	31
4.1.4	<i>Gestion des relations.....</i>	32
4.2	PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR.....	36
4.2.1	<i>Matrice d'analyse des problèmes de la commune.....</i>	36
4.2.2	<i>Matrice d'analyse des problèmes identifiés au niveau urbain et village.....</i>	37
4.3	RECHERCHE DES SOLUTIONS.....	43
4.3.1	<i>Matrices des moyens/actions/solutions et fins/résultats de la commune.....</i>	43
4.3.2	<i>Matrices des moyens/actions/solutions et fins/résultats des Villages et espaces urbains.....</i>	45
<b>5</b>	<b>BESOINS CONSOLIDES PAR COMPOSANTE.....</b>	<b>50</b>
5.1	BESOINS ET ATTENTES DES CORPS DE METIERS.....	50
5.2	BESOINS ET ATTENTES DES COUCHES VULNERABLES.....	64
5.3	BESOINS CONSOLIDES DES DIAGNOSTICS DE L'ESPACE RURAL ET URBAIN.....	66
5.3.1	<i>Hydraulique.....</i>	66
5.3.2	<i>Sante.....</i>	70
5.3.3	<i>Couches vulnérables.....</i>	71
5.3.4	<i>Marchand.....</i>	73
5.3.5	<i>Electrification.....</i>	76
<b>6</b>	<b>PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DURABLE DES TERRES.....</b>	<b>77</b>
<b>7</b>	<b>PLANIFICATION STRATEGIQUE.....</b>	<b>79</b>
7.1	VISION ET OBJECTIFS DU PCD.....	79
7.2	ARTICULATION AVEC LES OMD ET LES OBJECTIFS DU DSCE.....	79
7.3	CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR.....	80
7.3.1	<i>Cadre logique secteur agriculture.....</i>	80
7.3.2	<i>Cadre logique secteur élevage, pêche et industries animales.....</i>	83
7.3.3	<i>Cadre logique secteur CADASTRE, Domaines et Affaires Foncières.....</i>	85
7.3.4	<i>Cadre logique secteur Habitat et Développement Urbain.....</i>	86
7.3.5	<i>Cadre logique secteur Environnement et Protection de la Nature.....</i>	88
7.3.6	<i>Cadre logique secteur Forêt et Faune.....</i>	89
7.3.7	<i>Cadre logique secteur Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre.....</i>	91
7.3.8	<i>Cadre logique secteur Education de Base.....</i>	92
7.3.9	<i>Cadre logique secteur Enseignement Secondaire.....</i>	94
7.3.10	<i>Cadre logique secteur Enseignement supérieur.....</i>	96
7.3.11	<i>Cadre logique secteur Santé Publique.....</i>	97
7.3.12	<i>Cadre logique secteur Eau et Energie sous-secteur Eau.....</i>	99
7.3.13	<i>Cadre logique secteur Eau et Energie sous-secteur Energie.....</i>	100
7.3.14	<i>Cadre logique secteur Travaux Publics.....</i>	101
7.3.15	<i>Cadre logique secteur Affaire Sociales.....</i>	102
7.3.16	<i>Cadre logique secteur Promotion de la Femme et de la Famille.....</i>	103
7.3.17	<i>Cadre logique secteur Jeunesse.....</i>	105
7.3.18	<i>Cadre logique secteur Sport et Education Physique.....</i>	107
7.3.19	<i>Cadre logique secteur Transport.....</i>	109
7.3.20	<i>Cadre logique secteur Formation professionnelle.....</i>	110
7.3.21	<i>Cadre logique secteur Petite et Moyenne Entreprise, Economie Social et Artisanat.....</i>	111
7.3.22	<i>Cadre logique secteur Recherche scientifique.....</i>	112
7.3.23	<i>Cadre logique secteur Tourisme.....</i>	113
7.3.24	<i>Cadre logique secteur Culture.....</i>	114
7.3.25	<i>Cadre logique secteur Commerce.....</i>	115
7.3.26	<i>Cadre logique secteur Poste et Télécommunication.....</i>	116

7.3.27	<i>Cadre logique secteur Communication</i> .....	118
7.3.28	<i>Cadre logique secteur travail et sécurité sociale</i> .....	119
7.4	PRESENTATION DU COUT ESTIMATIF /BUDGET DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT PAR SECTEUR. ....	120
7.5	ECONOMIE LOCALE .....	122
<b>8</b>	<b>PROGRAMMATION DES ACTIONS A MENER</b> .....	<b>123</b>
8.1	CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) : SECTEURS PRIORITAIRES .....	123
8.2	CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT .....	125
8.2.1	<i>principaux impacts environnementaux ou sociaux et mesures d'atténuation envisageables</i> .....	125
8.2.2	<i>PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL</i> .....	130
8.3	PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA).....	133
8.3.1	<i>ressources mobilisables</i> .....	133
8.3.2	<i>Programmation annuelle des projets prioritaires</i> .....	134
8.4	PLAN DE PASSATION DES MARCHES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL DE LA COMMUNE DE GAZAWA .....	136
<b>9</b>	<b>MECANISMES DE SUIVI-EVALUATION</b> .....	<b>139</b>
9.1	COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE SUIVI-EVALUATION DU PCD. ....	139
9.2	INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION. ....	140
9.3	DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DU REPORTING.....	140
9.4	MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET REVISION DU PCD. ....	140
<b>10</b>	<b>PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD</b> .....	<b>142</b>
<b>11</b>	<b>CONCLUSION ET RECOMMANDATION</b> .....	<b>143</b>

# Liste des tableaux.

---

Tableau 1: Composition de l'équipe de GRADEV .....	5
Tableau 3 : Répartition de la population en fonction de l'âge et du sexe .....	14
Tableau 4 : Cheptel de la commune de Gazawa.....	16
Tableau 5 : Répartition des écoles primaires dans la commune de Gazawa .....	18
Tableau 6 : Budget de la commune de Gazawa.....	22
Tableau 7 : Répartition des dépenses de la commune de Gazawa .....	22
Tableau 8 : Soldes de la commune de Gazawa pour les quatre dernières années. ....	23
Tableau 9 : Recettes et dépenses par habitant de la commune pour les trois dernières années. ....	23
Tableau 10 : Gestion du personnel, forces et faiblesses.....	26
Tableau 11: Gestion des ressources financières, forces et faiblesses .....	31
Tableau 12: Gestion du patrimoine, forces et faiblesses.....	32
Tableau 13 : Gestion des relations, forces et faiblesses .....	35
Tableau 14: Principaux problèmes /Causes /Effets.....	37
Tableau 15: Synthèse des problèmes prioritaires par secteurs, solutions proposées et propositions de projets.....	45
Tableau 16 : Besoins et attentes exprimés par corps de métier.....	51
Tableau 17 : Besoins et attentes des couches vulnérables.....	64
Tableau 18 : Coût estimatif du PCD par secteur d'activités .....	120
Tableau 19: Cadre des dépenses a moyen terme (CDMT).....	123
Tableau 20 : Les principaux impacts et mesures environnementales envisageables pour chaque microprojet dans l'espace communal et village.....	125
Tableau 21 : Plan sommaire de gestion environnemental.....	130
Tableau 22 : Ressources mobilisables.....	133
Tableau 23 : Plan d'Investissement Annuel (PIA) de la Commune de Gazawa .....	134
Tableau 24 : Plan de passation de marché du PIA .....	136

# Liste des photos.

---

Photo 1 : Séance de restitution à l'esplanade la commune de Gazawa.....	9
---	---



# Liste des figures.

---

Figure 1 : Typologie des intervenants dans la stratégie globale d'élaboration du PCD de Gazawa.....	4
Figure 2 : Carte de la localisation de la commune de Gazawa .....	11
Figure 3 : Carte de la commune de Gazawa.....	12

# Liste des annexes.

---

- Annexe 1: Composition des équipes d'appui (niveau village et niveau communal)
- Annexe 2: Arrêté communal portant création du comité de pilotage du PCD ;
- Annexe 3: Programme de l'atelier de planification ;
- Annexe 4: Fiches détaillées des données de base/référence de la Commune par secteur et par village
- Annexe 5: Analyse des parties prenantes de la commune ;
- Annexe 6: Arbres à problèmes consolidés par secteur ;
- Annexe 7: Points GPS des infrastructures existantes dans la commune ;
- Annexe 8: Fiches de projets du PIA ;
- Annexe 9: Termes de référence de l'atelier de planification ;
- Annexe10 : Check-list de l'ensemble du processus de planification avec outils par séquence ;
- Annexe11 : Trame d'enquête du diagnostic de l'espace urbain ;
- Annexe12 : Feuilles de présence journalière à l'atelier de planification.

# Liste des abréviations.

---

**AES-SONEL:** American Electricity Society-Société National d'Electricité

**AGR:** Activités Génératrices de revenu

**BIP:** Budget d'Investissement Public

**CAC:** Centimes Additionnel Communal

**CDMT:** Cadre de Dépense en Moyen Terme

**CDV:** Comité de Développement Villageois

**CAMTEL:** Cameroon Télécommunication

**CMPJ:** Centre Multifonctionnel des jeunes

**CPFF:** Centre de Promotion de la Femme et de le Famille

**CC:** Comités de Concertation

**CEFAM:** Centre de formation des administrateurs municipaux

**CETIC:** collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial

**COFIL:** Comité de Pilotage

**CNPS:** Centre National de Prévoyance Sociale

**CVUC:** Communes et villes unies du Cameroun

**DEUC:** Diagnostic Espace Urbain Communal

**DIC:** Diagnostic Institutionnel Communal

**DPNV:** Diagnostic Participatif Niveau Village

**DSCE:** Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

**FEICOM:** Fonds spécial d'équipement et d'intervention inter- communale

**GPS:** Global position system

**GRADEV:** Groupe d'Action Pour le Développement

**GTP:** Groupe technique provincial

**MIDIMA:** Mission de développement intégré des Monts Mandara

**MINATD:** Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation

**MINEP:** Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature

**MINFOF:** Ministère des Forêts et faune

**MTN:** Mobile Telephone Network

**OAL:** Organisme d'Appui Local

**OEV:** Orphelins et Enfants Vulnérables

**OMD:** Objectifs du Millénaire pour le Développement

**ONG:** Organisation Non Gouvernemental

**PACA:** Programme d'appui à la compétitivité agricole

**PADDL:** Programme d'appui à la décentralisation et au développement local

**PAM:** Programme Alimentaire Mondial

**PCD:** Plan Communal de Développement

**PDR-EN:** Programme de développement rural dans la région de l'Extrême- Nord

**PIA:** Plan d'investissement Annuel

**PNDP:** Programme National de Développement Participatif

**PNVRA:** Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole

**RM:** Receveur Municipal

**SDE:** Services déconcentrés de l'Etat

**SEPO:** Succès Echecs Potentialités Obstacles

**SG:** Secrétaire Général

**TPG:** Trésorier Payeur Général

# 1. INTRODUCTION

## 1.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION GENERALE

Le Cameroun, comme la plupart des pays en développement, a connu un ralentissement de l'activité économique qui a contribué à accentuer la pauvreté des populations. C'est face à cette situation que l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté en 2000, huit Objectifs du Millénaire pour la Développement durable dans le monde, à travers l'atténuation de la pauvreté. Les OMD s'énoncent ainsi qu'il suit:

1. Eliminer l'extrême pauvreté
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté en milieu rural au Cameroun, le Gouvernement camerounais a initié, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Ce programme entend donner aux communes et aux communautés locales les moyens d'une participation effective au processus de développement (DSRP). Le DSRP constitue le principal outil d'orientation de la politique nationale en matière de réduction de la pauvreté au Cameroun dont s'inspirent les différents départements sectoriels.

Le secteur rural est d'une importance capitale et sa contribution dans le PIB de la Nation aussi est très considérable et à cet effet l'Etat a jugé opportun d'élaborer une stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR). Le document de SDSR élaboré en 2002 révèle que le plus grand nombre des pauvres est concentré dans les zones densément peuplées de l'Extrême-Nord dont fait partie la commune de Gazawa. Le plan communal de développement de Gazawa tient compte des démarches et objectifs proposés par le DSRP et la SDSR.

## 1.2 LE CONTEXTE D'ELABORATION DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE GAZAWA

La commune qui est à la fois un espace géographique et institutionnel se présente comme la plus petite unité territoriale ayant une autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts locaux et jouissants d'un statut de personne morale de droit public.

La loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 d'orientation de la décentralisation, la Loi n°2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes et la Loi n°2004/019 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux régions attribuent aux gouvernements locaux, un rôle central et leur transfèrent des compétences économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif de leurs collectivités. L'action de facilitation de l'Etat a été rendue possible grâce à la mise sur pied d'un instrument transversal de lutte contre la pauvreté: le Programme National de Développement Participatif.

Le Programme National de Développement Participatif, crée en 2008 et soumis à l'autorité du MINEPAT a pour source de financement l'Etat camerounais, la Banque Mondiale et C2D. Son objectif est de promouvoir le développement Local à travers l'amélioration de l'accès aux services sociaux spécifiques de base (santé, éducation, eau et assainissement) dans les communes cibles et appuyer le processus de décentralisation en cours dans le pays.

Dans sa première phase (2008 – 2010), elle avait les composantes principales suivantes :

- L'appui financier au développement des communes rurales avec le financement de 30 microprojets (1 254 314 967) dont une contribution représentant 88% et les bénéficiaires 12%. Ces différents microprojets concernaient les secteurs Education, Hydraulique, Santé, Développement économique, Electrification, Loisirs et Transport ;
- L'appui aux communes dans le processus progressif de décentralisation ;
- Le renforcement des capacités des acteurs notamment par l'élaboration des Plans de Développement.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa 2<sup>ème</sup> phase (2010 à nos jours), le PNDP est marqué entre autres par :

- Le recentrage de la responsabilité de la mise en œuvre du Programme sur la Commune pour une vision territoriale de l'espace communal;
- L'instauration d'un système d'allocation pour le financement des actions de développement des communes.

Les principales caractéristiques sont :

- L'extension à l'ensemble des 10 régions du pays afin de couvrir 329 communes (contre 155 communes seulement en première phase) ;
- Le recentrage des interventions du PNDP sur la commune à travers entre autres la suppression du processus d'élaboration des plans de développement Locaux et la mise en place d'un système d'allocations budgétaires au profit des communes pour le financement des activités du Programme ;
- La révision du guide méthodologique d'élaboration des Plans Communaux de Développement (PCD) et l'arrimage de ces PCD au Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE);
- L'amélioration de la gouvernance et la transparence (élaboration d'un code éthique à l'intention des différents acteurs du Programme, la mise en place d'un audit interne au sein du PNDP, l'organisation des formations, voyages d'échanges, d'émulation, etc.)

Elle compte trois composantes à savoir :

- L'appui au développement Local ;
- L'appui aux communes dans le cadre de la décentralisation ;
- La coordination, Gestion, Communication, Suivi et Evaluation.

Le PNDP a au centre de son action les collectivités territoriales décentralisées avec une forte participation des communautés à la base, de la société civile et des administrations publiques. Le mode d'intervention du PNDP passe essentiellement par le plan de développement élaboré de façon participative. C'est dans ce

cadre que le PNDP a choisi de travailler avec certains organismes d'appui local (OAL) notamment le Groupe d'Initiative Commune d'Action pour le Développement (GRADEV) dans la commune de Gazawa pour le transfert de la responsabilité à la base. Ce mode d'approche permettra aux populations des collectivités décentralisées de se doter des moyens d'une participation effective au processus du développement afin d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

### **1.3 CONTEXTE DE LA ZONE DE GAZAWA**

La commune de Gazawa fait partie de la région de l'Extrême-Nord considérée comme la plus défavorisée du Cameroun. Si la pauvreté est présente dans toutes les régions du pays, elle est concentrée pour 45% dans la zone soudano-sahélienne. L'indice de pauvreté calculé sur la base des indicateurs sociaux disponible montre que la prévalence de la pauvreté s'accroît au fur et à mesure que l'on s'éloigne des régions côtières pour aller vers le Nord du Pays. Il est inférieur à 25% dans les centres urbains du Sud-ouest ; mais atteint près de 50% dans les zones rurales de l'Extrême-Nord. Il y a donc lieu d'entreprendre des actions efficaces pour combattre la pauvreté dans la commune de Gazawa.

### **1.4 OBJECTIF DU PCD.**

Ce Plan Communal de Développement a pour objectif global d'améliorer les conditions de vie des populations et à les amener à lutter plus efficacement contre la pauvreté en s'inspirant du document des stratégies pour la croissance et l'emploi (DSCE) et les objectifs mondiaux à travers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le PCD de la commune de Gazawa vise de manière spécifique à :

- Faciliter l'accès des populations aux infrastructures de bases
- Soutenir les activités de production et de conservation des populations
- Favoriser le développement de la personne
- Adapter le développement communal à ses potentialités.

### **1.5 STRUCTURE DU DOCUMENT**

Le présent document est le récapitulatif des travaux de l'ensemble des diagnostics et de la planification stratégique des différentes actions. Il est développé autour des parties ci-dessous :

- Les résultats des différents diagnostics;
- La planification stratégique;
- Le mécanisme de suivi évaluation;
- Et le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.

## 2 METHODOLOGIE

### 2.1 GENERALITES

Le Plan Communal de Développement (PCD) de Gazawa est la feuille de route du développement de ladite Commune pour les trois (03) prochaines années. Il est le résultat de la vision partagée des populations de cet espace à travers la prise en compte des contraintes et potentialités de développement. Les actions retenues pour améliorer les conditions de vies des populations doivent être évaluées par tous les intervenants et particulièrement les membres du Comité de Pilotage, qui sont désignés pour servir d'interface entre les populations et la Commune. Ils doivent s'efforcer à interpeller les citoyens sur leurs devoirs civiques, afin de permettre à la Commune de réaliser le Plan. L'approche a englobé cinq types d'intervenants clés tel qu'illustrée par la **Erreur ! Source du renvoi introuvable.1**.

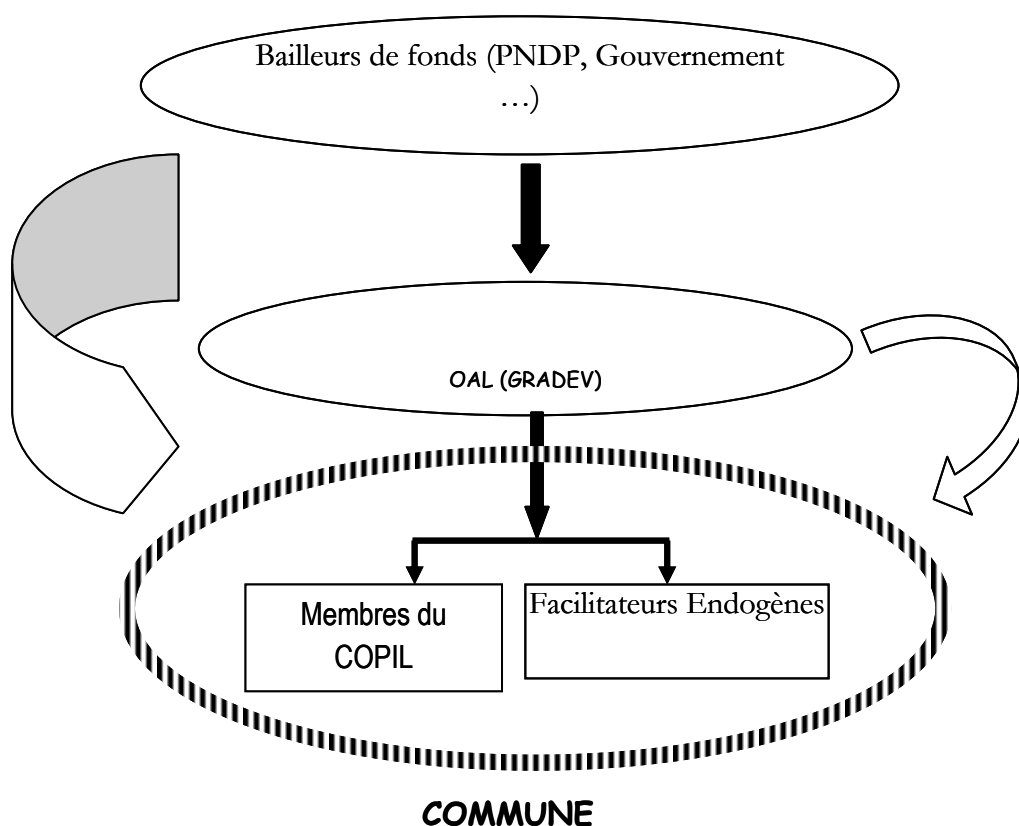


Figure 1 : Typologie des intervenants dans la stratégie globale d'élaboration du PCD de Gazawa

### 2.2 PRESENTATION DU GROUPE D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT (GRADEV)

La structure chargée d'accompagner la commune de Gazawa dans l'élaboration du PCD est le GRADEV. C'est un organisme d'appui local spécialisé dans les prestations de services dans le cadre du développement. Il est créé en 2002 par des cadres ayant une longue expérience en matière de développement participatif. Il a son siège social à Garoua, Région du Nord.



Sur le plan de l'accompagnement de la commune de Gazawa, GRADEV a mis en place une équipe de terrain composée de la manière suivante:

**Tableau 1: Composition de l'équipe de GRADEV**

N°	Noms et Prénoms	Qualification	Fonction
1	Souore Bernard	Technicien d'agriculture	Chef d'antenne GRADEV
2	Tapele Ousmanou Bah	Agent de développement	Chef d'équipe
3	Kada Kiang Aimée	Spécialiste du Développement Communautaire	Animateur
4	Baba Yaouba	Technicien vétérinaire	Animateur
5	Massah Dama	Technicienne vétérinaire	Animatrice

SOUHORE Paul, Ingénieur Agronome et Nyore enseignant à l'institut Supérieur du Sahel ont été sollicités pour renforcer la capacité de l'équipe GRADEV ci-dessus dès le début des diagnostics au niveau des villages de Gazawa.

## 2.3 PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS.

Le processus de l'élaboration du PCD de la commune de Gazawa a commencé par la sélection du GRADEV et la formation de ses membres du 20 septembre au 05 octobre 2010 à Yagoua. Cette étape était le point de départ de préparation pour les membres du GRADEV afin d'accompagner la commune de Gazawa dans le processus d'élaboration de son PCD. La préparation de ce processus s'est faite en deux phases: Une première au niveau de l'OAL et une seconde au niveau de l'espace communal.

### 2.3.1 PREPARATION AU NIVEAU DE L'OAL

Elle a commencé par la restitution de l'atelier régional de Yagoua au profit des agents de terrain devant conduire le processus qui a terme aboutira à la rédaction du plan de développement de la commune de GAZAWA. Cette restitution s'est du 25 au 28 novembre 2010 au Comité Diocésain de Développement de Maroua. L'objectif principal de cette restitution était de former les participants sur la méthodologie proposée par le PNDP et s'accorder sur les démarches à suivre et à mettre en œuvre une fois sur le terrain.

il y'a eu la préparation matérielle et logistique. Il faut noter que les matériels didactiques composés de papier Kraft, markers, les fiches de collectes de données socioéconomiques de base, etc. ont été mis à la disposition de l'équipe des planificateurs pour assurer le déroulement de différents outils du diagnostic.

En ce qui concerne la logistique. Une moto a été mise à la disposition de l'équipe pour faciliter la mobilité dans l'espace communale. Il faut signaler que l'équipe de terrain était dotée d'une boîte à pharmacie pour les soins de santé de première nécessité en cas d'éventuelle maladie qui interviendrait pendant leur mission.

### 2.3.2 PREPARATION AU NIVEAU COMMUNAL

Elle comportait plusieurs parties à savoir:

- Prise de contact avec l'exécutif municipal;
- Mise en place et opérationnalisation du comité de pilotage;

- Atelier de lancement.

## **2.4 COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT.**

Cette phase est composée de trois niveaux: diagnostic participatif niveau village, diagnostic institutionnel communal et le diagnostic de l'espace urbain communal.

### **2.4.1 DIAGNOSTIC PARTICIPATIF NIVEAU VILLAGE (DPNV).**

Le diagnostic participatif s'est déroulé en presque un mois (10 villages focaux), dont quatre jours par village focal : un jour pour le remplissage des fiches de collecte des données et trois jours de diagnostic participatif. Les acteurs de ce diagnostic sont les populations. Dans chaque village, les activités suivantes ont été effectuées :

- Le remplissage des fiches socio économiques avec le concours des chefs des villages et les facilitateurs endogènes.
- Le diagnostic participatif en utilisant les outils de la MARP. Il a consisté effectivement à :
  - L'élaboration de la carte du village concerné par groupes socio professionnels (hommes, femmes et jeunes) puis restitution en plénière ;
  - L'Interview Semi Structurée autour de la carte par unité de paysage et élaboration de la matrice des potentialités, problèmes/contraintes par groupes socio professionnels (hommes, femmes et jeunes) puis restitution en plénière ;
  - Le diagramme de venn par groupes socio professionnels (hommes, femmes et jeunes) puis restitution en plénière ;
  - La carte de mobilité par groupes socio professionnels (hommes, femmes et jeunes) puis restitution en plénière ;
  - Le transect selon 2 axes avec restitution en plénière ;
  - Le profil historique.
  - L'établissement de la liste des problèmes par secteur (problèmes et potentialités) ;
  - L'analyse des problèmes par secteur à partir des arbres à problèmes et arbres à objectifs ;
  - Le tableau des solutions endogènes ;
  - Le tableau de programmation des solutions endogènes.

A la fin du processus du diagnostic participatif, un comité de concertation est mis en place. Une restitution des différents résultats obtenus à partir des outils déroulés est faite dans chaque village et une autre de tous les villages est faite au comité de pilotage pour validation.

### **2.4.2 DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL(DIC)**

#### **2.4.2.1 La phase de la préparation :**

Elle a commencé par la prise de contact avec la commune pour discuter avec le maire les objectifs du DIC, choisir et identifier les participants (au niveau communal et les personnes ressources) La collecte et l'analyse des données secondaires ont été faites sur la base des documents obtenus à la commune et les personnes ressources rencontrées.

#### **2.4.2.2 La phase du diagnostic participatif :**

Il s'agit dans cas de présenter clairement les objectifs du DIC afin de ne pas biaiser les résultats attendus, d'identifier les forces et des faiblesses de la Commune. La présentation des objectifs du DIC s'est fait par un exposé et débats avec des discussions et la validation des axes d'analyse. Pour ce qui est de l'identification des forces et faiblesses de la commune, les travaux en groupes ont été conduits. Trois groupes ont été constitués : l'exécutif communal, les conseillers, et le personnel de la commune.

#### **2.4.2.3 La phase de la réalisation du DIC :**

Les données de base collectées sont dépouillées, traitées. L'intérêt de cette phase est de vérifier l'existence de toutes les données recherchées, vérifier les éventuelles contradictions entre les différentes sources d'informations, l'analyse de la situation de la commune par rapport à son rôle et à ses compétences et la synthèse des résultats. La vérification de l'existence de toutes les données recherchées s'est faite à partir de la revue des données collectées, de la revue des résultats des travaux de groupe et la revue des notes prises lors de différentes rencontres. Pour vérifier les éventuelles contradictions entre les différentes sources d'informations, il fallait passer par la triangulation des informations recueillies auprès de différentes sources. Pour l'analyse de la situation de la commune par rapport à son rôle et à ses compétences, il fallait mettre en évidence les écarts entre quantité et typologie de ressources communales présentes et leur gestion et quantité et typologie de ressources nécessaires et leur gestion pour accomplir aux tâches que la loi confie aux CTD. Pour la synthèse des résultats, la présentation des résultats de la collecte et analyse de données sous forme de rapport descriptif, de fiches synthétiques, de graphes sont effectuées.

#### **2.4.2.4 La dernière phase du DIC :**

C'est l'étape de la présentation du diagnostic réalisé en vue de la validation des résultats et l'identification des axes de renforcement. Cette étape s'achemine par l'organisation d'un atelier de restitution, d'autoanalyse et de planification, enfin l'élaboration du rapport du processus

### **2.4.3 DIAGNOSTIC DE L'ESPACE URBAIN COMMUNAL (DEUC).**

Avant la collecte des données, une séance de travail avait eu lieu entre l'équipe du GRADEV et les membres du COPIL. Il était décidé de faire 02 jours de sensibilisation des différentes couches vulnérables et corps de métiers, 10 jours de travail avec ces derniers, 01 jour de restitution des données collectées et les analyses primaires.

La collecte des données de base s'est faite au niveau de la Commune, SDE, et sur le terrain en ce qui concerne les différentes infrastructures (écoles, forages, puits, magasins, hangars, etc.). Les outils et fiches utilisées ont été ceux fournis par le Comité Régional de Coordination du PNDP.

- La phase des enquêtes à commencer par le remplissage des fiches socio économiques effectuée auprès de la commune avec le 1<sup>re</sup> adjoint au maire et le Secrétaire Général. Ensuite, a suivi les rencontres avec les différents corps de métier et les couches vulnérables et l'administration des questionnaires. Cette étape a permis d'identifier les parties prenantes au diagnostic.
- Le diagnostic participatif de l'espace urbain a été réalisé comme le diagnostic participatif niveau village. Il a consisté effectivement à :
  - L'élaboration de la carte de l'espace urbain par groupes socio professionnels (hommes, femmes et jeunes) puis restitution en plénière ;
  - L'Interview Semi Structurée autour de la carte par unité de paysage et élaboration de la matrice des potentialités, problèmes/contraintes par groupes socio professionnels (hommes, femmes et jeunes) puis restitution en plénière ;
  - Le diagramme de venn par groupes socio professionnels (hommes, femmes et jeunes) puis restitution en plénière ;
  - La carte de mobilité par groupes socio professionnels (hommes, femmes et jeunes) puis restitution en plénière ;
  - Le transect selon 2 axes avec restitution en plénière ;
  - Le profil historique.
  - L'établissement de la liste des problèmes par secteur (problèmes et potentialités) ;
  - L'analyse des problèmes par secteur à partir des arbres à problèmes et arbres à objectifs ;
  - Le tableau des solutions endogènes ;
  - Le tableau de programmation des solutions endogènes.

A la fin du processus du diagnostic participatif, un comité de concertation a été mis en place. Des restitutions des différents résultats obtenus ont été faites à la population de l'espace urbain ainsi qu'au comité de pilotage pour validation.

## **2.5 CARTOGRAPHIE ET CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC.**

La cartographie consistait à faire les relevés du Way points du GPS de tous les infrastructures existantes dans l'espace communal avec l'appui d'un guide dans chaque village.

Dans l'espace urbain, elle était réalisée avec deux groupes restreints des participants au diagnostic et une synthèse a été faite sous la base des compléments apportés par les uns et les autres parties prenantes.

Après analyse et consolidation du diagnostic participatif effectué dans les différents villages, le résultat était présenté au Comité de Pilotage (COFIL) avec pour finalité la validation des données consolidées des diagnostics.

## **2.6 ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET PROGRAMMATION**

### **2.6.1 ATELIER DE PLANIFICATION**

La planification s'est effectuée dans le cadre d'un atelier qui s'est déroulé à Gazawa du 14 au 16 juillet 2011. Elle s'est déroulée à trois niveaux:

Cette planification avait commencé premièrement au niveau de l'OAL GRADEV avec la formation de l'équipe des facilitateurs composés d'un chef d'équipe et deux animateurs qui ont élaboré les termes de référence de l'atelier et se sont assurés de la disponibilité du matériel didactique et logistique de la planification. Ainsi, le projet d'atelier a été mis à la disposition du PNDP pour sa validation.

Elle avait continuée au niveau communal où l'équipe des facilitateurs a harmonisé avec l'exécutif les termes de référence et préparé les lettres d'invitation des différentes parties prenantes (sectoriels, personnes ressources, partenaires du développement...) à l'atelier de planification. Ensuite elle s'était poursuivie au niveau préfectoral et elle avait consisté à une rencontre tripartite (Préfet du Diamaré, Maire de Gazawa et le Chef d'Antenne GRADEV) pour arrêter la date de planification. Le préfet avait signé les invitations des sectoriels à l'atelier. Lors de la planification, il était globalement question de :

- Restituer les rapports de diagnostic par secteur et par village;
- Valider les diagnostics par secteur;
- Elaborer le tableau de planification stratégique (cadre logique) par secteur;
- Planifier les investissements prioritaires pour la première année (PIA);
- Procéder à l'évaluation environnementale stratégique c'est-à-dire l'impact des projets prioritaires retenus dans le cadre du PIA;
- Elaborer un plan de passation des marchés pour la première année.

La photo 1 présente la séance de restitution dans la cours de la commune de Gazawa.



Photo 1 : Séance de restitution à l'esplanade la commune de Gazawa

## **2.6.2 MOBILISATION DES RESSOURCES**

Il s'agit pour le Maire d'identifier et d'évaluer les différentes sources de financement dont la commune dispose; et aussi d'amener les autorités et les populations à mobiliser des ressources pour la réalisation des projets afin de mettre en œuvre et de gérer le Plan Communal de Développement. Au cours son exposé, le maire a fait identifier toutes les ressources mobilisables qu'il pourrait avoir afin d'élaborer le CDMT et le PIA.

## **2.6.3 PROGRAMMATION**

La programmation a fait appel à la préparation technique de l'équipe de modération sur la base des projets ressortis par secteur et les coûts des projets estimés et l'organisation des travaux en salle.

Au début de la séance de travail, les facilitateurs ont d'abord rappelé les résultats de l'atelier et les critères de classement des projets qui ont été retenus pendant la planification par les participants constitués des sectoriels, des acteurs locaux des villages du diagnostic et du conseil municipal. Une séance de restitution et de validation de la programmation a été organisée en plénière.

Les principaux outils utilisés dans la programmation sont le cadre logique, la grille multicritère, les données de base consolidées par village et par secteur, la carte existante et des besoins qui ont permis de faire le choix des prioritaires contenus dans le PIA



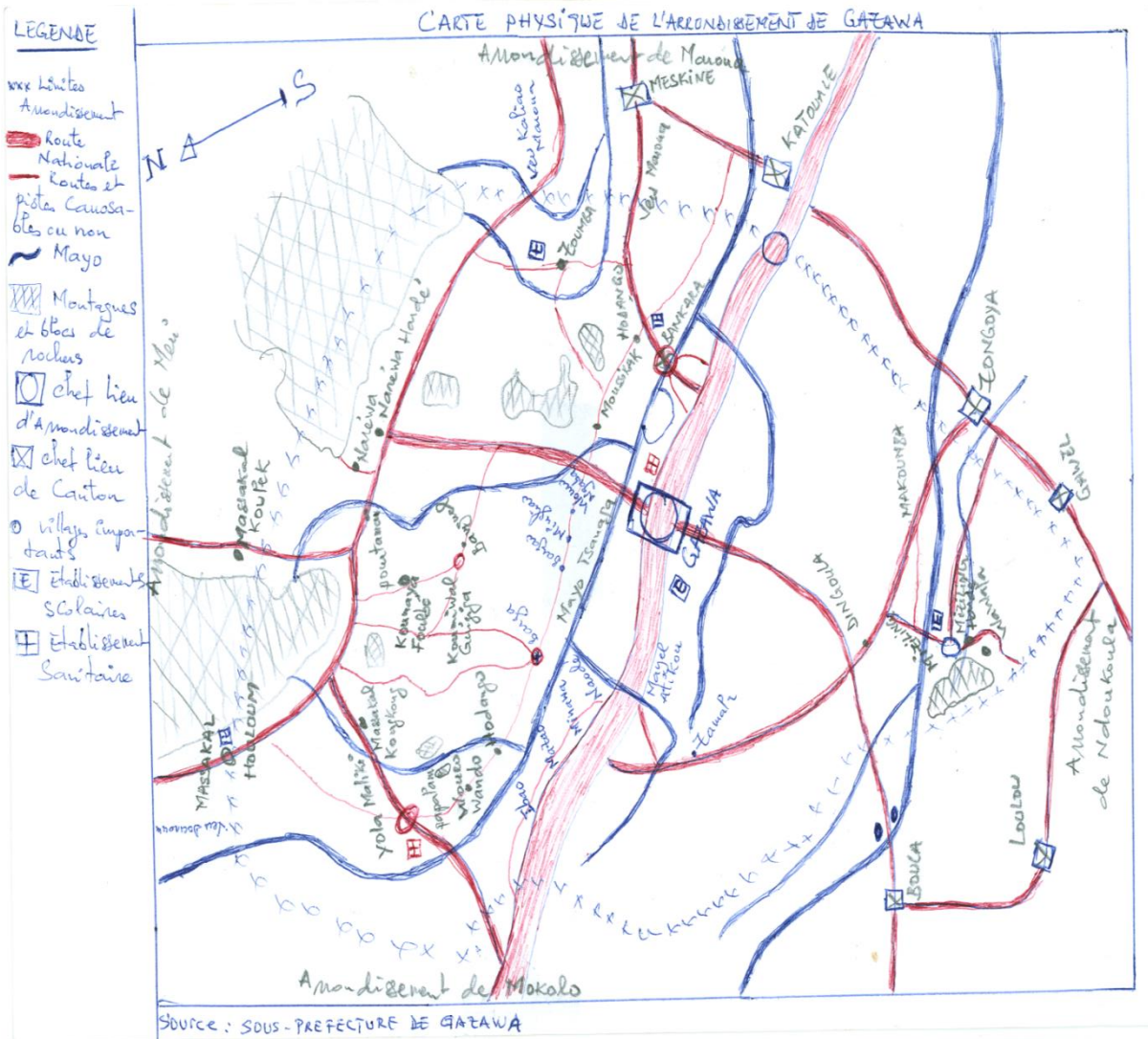


Figure 3 : Carte de la commune de Gazawa

## 3.2 DESCRIPTION DU MILIEU BIOPHYSIQUE

### 3.2.1 CLIMAT

La commune de Gazawa s'étend sur une superficie de 180 Km<sup>2</sup>. Le climat de Gazawa est une entité de celui de la région de l'Extrême-Nord qui forme grossièrement une bande orientée Nord –Sud permet un échantillonnage climatique complet d'une bordure sud du Sahel. Il s'agit en effet d'une zone de transition entre les régions désertiques au Nord et celui où règne un climat soudanien de plus en plus humide vers le SUD. Le climat soudano sahélierne de plaine qui règne à Gazawa se caractérise par une longue saison sèche (7 mois) et des précipitations faibles (en moyenne 800 mm d'eau par an) distribuées sur près de 60 jours.



### **3.2.2 TEMPERATURES**

La température moyenne annuelle à Gazawa est presque la même sur la région de l'Extrême-Nord. Elle se situe entre 27°C et 29°C du Sud au Nord, et n'accuse aucune variation significative d'une année à l'autre. Les températures extrêmes sont enregistrées en début et fin de la saison pluvieuse. Le maximum est atteint entre le mois de mars et avril.

### **3.2.3 HUMIDITE RELATIVE**

L'humidité relative est assez basse à Gazawa avec une moyenne de 35% comme dans l'ensemble de la plaine de Diamaré. L'humidité maximale se manifeste en août-septembre vers la fin de la saison pluviale ; et l'humidité la plus faible en février vers la fin de la saison sèche.

### **3.2.4 DUREE D'ENSOLEILLEMENT**

Le nombre d'heures d'ensoleillement possible à Gazawa, tout comme dans la plaine de l'Extrême-Nord varie de 12,7 heures par jour en décembre à 11,5 heure/jour en juin, alors que les maxima de 350 heures/mois ont été enregistrés en novembre -janvier et des minima de 170 heures/mois pendant la période des pluies.

### **3.2.5 EVAPORATION**

L'évaporation potentielle atteint un maximum en mars et un minimum en août-septembre avec une moyenne annuelle de 3500 à 3600 mm d'eau dans les plaines de Diamaré.

### **3.2.6 HYDROLOGIE ET RESSOURCES EN EAU**

L'ensemble des cours d'eau de Gazawa est caractérisé par des écoulements non permanents. Leur régime est d'avantage lié à l'importance de la durée de la saison sèche qu'à la modestie des précipitations annuelles. Les cours d'eau les plus marqués sont ceux de Mayo Tsanaga qui traverse l'arrondissement de Gazawa par le Nord géographique et le Mayo-Boula qui retransche au sud, le village Miziling des autres villages de Gazawa en saison pluvieuse. Ces cours d'eau permettent à la population riveraine de s'alimenter en non bien que non potable en saison sèche par des petits puits dans le lit du mayo.

### **3.2.7 SOLS**

Le sol a une texture sablo- argileux et laisse apparaître par endroit des espaces dégradées dites hardés. Deux grands types de sols sont rencontrés:

Les sols ferrugineux sont des sols de couleur rouge. Ils ont une faible teneur en argile et en matière organique, un lessivage important et une structure peu développée en surface et les vertisols qui sont caractérisé par une teinte grise foncée et par une teneur en argile constante dans tout le profil. Ils présentent des taux de matière organique et de capacité d'échange cationique élevés. Ils ont un état physique qui varie avec les saisons, larges fentes de retrait dispersée en réseau polygonal en saison sèche, gilgaï (microrelief bosselé) et gonflement de l'argile en saison des pluies. Ces sols conviennent à la culture du sorgho de contre saison (Muskwa'ari).

### **3.2.8 VEGETATION ET BIODIVERSITE**

La végétation correspondante est constituée des espèces de la savane souda-sahélienne avec une dominance des arbustes à épines telles que les *Acacia albida*, *Acacia senegal*, *Balanites Aegyptiaca*, *Ziziphus*

*mauritania*. A ces espèces, s'ajoutent les *Ficus*, *Andosonia digitata*, *Tamarindus indica*. Aussi les espèces exogènes sont fortement représentées au tour des habitations notamment l'*Eucalyptus camaldulensis*, *Azadirachta indica* et d'autres arbustes dispersés. Le pâturage excessif et les brûlages annuels ont ainsi considérablement modifiés la communauté des plantes.

### 3.2.9 FAUNE

La faune est très peu abondante à Gazawa. Elle se limite à quelques rongeurs (rats, écureuil, etc.), aux singes, à des multiples espèces d'oiseaux (perdrix, hibou, hirondelles, etc.) et des reptiles.

## 3.3 MILIEU HUMAIN

### 3.3.1 ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET SOCIALE

Gazawa fut érigé en Arrondissement en 1993. Dès lors, la ville de Gazawa était dotée d'une sous préfecture, d'une commune rurale, d'une gendarmerie et de plusieurs délégations d'arrondissement. Le centre de santé de santé intégré deviendra CMA. Le CES deviendra également Lycée de Gazawa.

Administrativement, la commune de Gazawa est placée l'autorité d'un sous préfet. Le territoire de la commune se confondant avec celui du canton du même nom, est sous l'autorité d'un Lamido. La commune de Gazawa comprend plus de dix villages. Certains villages ont été regroupés dans le cadre du Diagnostic participatif Niveau Espace Village.

### 3.3.2 POPULATION

Plusieurs ethnies vivent ensemble à Gazawa. Les ethnies majoritaires sont: Foulbé, Mofou, Guiziga, Mafa et Kanouri. L'arrondissement de Gazawa possède une chefferie de deuxième degré et quatre vingt neuf chefferies de troisième degré. Le tableau ci après représente la répartition de la population de Gazawa en fonction d'âge et du sexe.

Tableau 2 : Répartition de la population en fonction de l'âge et du sexe

Village	Population				
	Homme	Femme	Jeunes (- 16 de ans)	Enfants (- de 5 ans)	Total
ZOUMBA	249	350	542	657	1 798
POURTAMAI	853	920	960	1071	3 804
MASSAKAL	630	1025	1200	1172	4 027
YOLA MALIKI	398	635	751	815	2 599
WOURO WANDOU	312	604	343	510	1 769
IBBAO	409	652	920	839	2 820
BARZA	465	639	887	790	2 781

Village	Population				
	Homme	Femme	Jeunes (- 16 de ans)	Enfants (- de 5 ans)	Total
MAYEL NAOUDE	541	749	960	561	2 811
MIZILING	398	579	818	915	2 710
BANKARA	419	647	411	533	2 010
GAZAWA	1 501	1 999	1 055	1 376	5 931
<b>TOTAL</b>	<b>6 175</b>	<b>8 799</b>	<b>8 847</b>	<b>9 239</b>	<b>33 060</b>

Il ressort de ce tableau que les enfants, moins de 5 ans ont un pourcentage de 27,95%, les jeunes moins de 16 ans ont 26,76%, les femmes ont comme pourcentage 26,61% et les hommes ont le plus petit pourcentage qui est de 18,68%. Les hommes sont les moins nombreux et par contre les enfants, les jeunes et les femmes n'ont pas vraiment de différence significative entre eux.

### 3.3.3 CULTURE

La culture du peuple de Gazawa est très variée. Les événements marquants de cette culture sont: la naissance, l'initiation, le mariage, le deuil, la fête des récoltes, les fêtes de ramadan et de tabaski, les contes et les mythes.

### 3.3.4 OCCUPATION DES TERRES

A l'origine, l'occupation des terres dans la plaine de Gazawa était régie par le principe selon lequel tout espace non encore mis en valeur était libre et susceptible d'appropriation. L'espace ainsi mis en valeur devenait la propriété du responsable de sa mise en valeur. Le propriétaire pouvait par la suite le louer, le prêter ou le vendre à sa volonté. Mais avec la forte pression démographique actuelle, on assiste à une saturation de l'espace; presque toutes les terres sont occupées. Cette situation crée des tensions foncières qui sont portées au quotidien à l'arbitrage des chefs traditionnels ou des autorités administratives. Les terres sont occupées par des champs, des parcs à bois, des pâturages et des habitations. Les habitations sont pour la grande partie faite des cases en terre et dont les toitures sont en paille. Les plus nantis ont bâtis des maisons modernes avec des toits ondulés.

### 3.3.5 ACTIVITES ECONOMIQUES

Les principales activités économiques des populations de Gazawa sont par ordre d'importance l'agriculture, le commerce, l'élevage et l'artisanat. En général, les populations de Gazawa sont considérées comme dynamiques et travailleuses.

### 3.3.6 ACTEURS DU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

Plusieurs acteurs animent le développement de Gazawa. Les types d'intervention recensés incluent: l'électrification rurale, le renforcement des capacités dans divers domaines, la construction des ouvrages et l'évaluation des ressources naturelles. Les structures ayant principalement participé à l'organisation des activités de développement dans la commune de Gazawa sont: MIDIMA, PARFAR, PADDL, PNDP, PLAN Cameroon, FEICOM, PACA, PRD-EN et GIC-GRADEV.

## 3.3.7 ETAT DES LIEUX DU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE GAZAWA

### 3.3.7.1 Secteurs productifs

#### 3.3.7.1.1 Agriculture

Gazawa est une zone essentiellement agricole ; près de 80% de la population tire ses revenus de l'agriculture. Les principales cultures se font principalement en saison pluvieuse le maïs (*Zea mays*), le sorgho pluvial (*Sorghum bicolor*), l'arachide (*Arachis hypogaea*), le niébé (*Vigna unguiculata*), le coton (*Gossypium hirsutum*), et en saison sèche le sorgho de contre saison (muskwa'ari) est cultivé sur des vastes étendues des vertisols.

Les céréales constituent la base de l'alimentation dans la plaine de diamaré comme c'est le cas dans l'ensemble de la zone soudano-sahélienne. Les résidus de récoltes (fanés d'arachide, chaumes de céréales, etc.) sont généralement exportés des champs. Ils servent à l'alimentation du bétail et la construction des habitations (toitures des cases et les haies mortes des clôtures des cours des maisons). Cette pratique peut véritablement contribuer à l'appauvrissement des sols en matières organiques et divers éléments nutritifs indispensables aux plantes, si des restitutions sous forme de fumiers ou composts ne sont pas effectuées régulièrement.

#### 3.3.7.1.2 Commerce

Le commerce des produits manufacturés est une activité économique dans la commune de Gazawa. Cette dernière afin de promouvoir le développement économique a construit un marché et une gare routière dans la ville. Le marché est hebdomadaire. Il dispose de 10 boutiques construites en matériel définitif. Plusieurs hangars en paille y existent également et sont construits par les utilisateurs. La gestion du marché est sous la responsabilité de la commune. Le marché à bétail qui a lieu le vendredi à Gazawa est très florissant dans la commune.

#### 3.3.7.1.3 Elevage

L'élevage est l'une des activités économiques de base. Les bovins sont des espèces *Bos indicus* de race zébus *Gudali* et zébus *Mbororo* et *namshi*. Aux bovins viennent s'ajouter les élevages des ovins, des équins et de la volaille.

Bien que la plupart des familles à Gazawa pratique à la fois l'élevage et l'agriculture, il existe toujours un conflit agropastoral dans les villages. Le tableau 2 donne la composition du cheptel de la commune de Gazawa.

Tableau 3 : Cheptel de la commune de Gazawa

Espèces animales	Caprins	volailles	Bovins	Ovins	Asines	canins	Félins	Porcins	Equins
Nombre	5 610	4 480	3 669	3 250	510	112	67	13	11

Source : Rapport de prestation de service. Diagnostic Institutionnel de la Commune de Gazawa. GTZ / PADDL, avril 2010.

#### **3.3.7.1.4 Artisanat**

L'artisanat est représenté dans la commune de Gazawa. Les artisans travaillent le bois et produisent des objets d'art divers : pilons, mortiers, manches des houes, etc. Des forgerons travaillent le fer à partir des quels divers objets d'art sont fabriqués. Les femmes font beaucoup plus dans le faulilage des bonnets.

#### **3.3.7.1.5 Tourisme**

La commune de Gazawa ne dispose pas des paysages ou des sites attractifs aux touristes. Il faut signaler la commune a dans les multiples programmes une création d'un site touristique.

#### **3.3.7.1.6 Exploitation du bois**

Le bois est la principale source d'énergie des ménages. Il constitue aussi des principaux matériaux de construction. Son exploitation est faite de manière anarchique, ce qui fait craindre pour son renouvellement. Il faut dire que les zones de collecte du bois de chauffe par exemple sont de plus en plus éloignées des habitations et les initiatives de reboisement sont de plus en plus rares.

#### **3.3.7.1.7 Chasse**

La chasse traditionnelle à battue et à courre est souvent pratiquée. On réalise environ deux battues par an. La population armée de gourdins, flèches et accompagnée de chiens investit les espaces pour débusquer les animaux. Il faut noter que par endroit certain incendie la broussaille pour la recherche du gibier caché.

#### **3.3.7.1.8 Transformation**

Quelques rares produits sont transformés localement. Les produits issus de l'agriculture ou de l'élevage sont consommés directement par les ménages ou sont vendus sur les marchés. Le mil et le maïs représentent une exception car une grande partie des récoltes est utilisée pour la fermentation de la bière locale (Bill Bill ou l'Arki).

### **3.3.7.2 Secteurs sociaux**

#### **3.3.7.2.1 Organisation sociale**

L'organisation sociale à Gazawa a évolué avec l'organisation administrative et la domination peuhl. En effet, les villages sont sous l'autorité d'un chef du quartier 'Djaoro', celui-ci rend compte au 'Lawane' du village et ce dernier compte à son tour au Lamido qui est un auxiliaire de l'administration.

Les familles sont regroupées par villages et clans. Dans chaque village, il existe deux à trois clans. A cet effet, on peut rencontrer plusieurs quartiers par clan ou ethnie. On peut noter par exemple, Pourtamai Mofou, Pourtamai Fulbé et Pourtamai Guiziga.

#### **3.3.7.2.2 Education**

##### **3.3.7.2.2.1 Enseignement maternel**

La commune de Gazawa enregistre une seule école maternelle qui se situe dans l'espace urbain de la commune. Créée en 1991, l'école maternelle de Gazawa a une effective de 73 élèves donc 30 filles et 40 garçons. Elle a 04 enseignants qui sont tous non fonctionnaires. La salle de classe de son état passable compte 60 tables bancs.

### 3.3.7.2.2 Enseignement Primaire

L'enseignement primaire va de la SIL au Cours moyen deux via les cours préparatoire et élémentaire. Gazawa a 14 écoles primaires publiques et une école privée islamique toutes réparties dans les espaces urbains et rurales de la commune de Gazawa. Le tableau 2 donne le nombre et la répartition des écoles primaires dans la commune de Gazawa.

Tableau 4 : Répartition des écoles primaires dans la commune de Gazawa

Ecoles	Effectifs totaux	Nombre des enseignants	Nombre des tables bancs	Nombre des bâtiments
EP ZOUMBA	290	3	20	2
EP POURTAMAI	452	4	32	3
EP MASSAKAL	316	5	15	4
EP YOLA MALIKI	543	6	56	4
EP WOURO WAND (HODANGO)	404	5	22	4
EP IBBAO	273	4	62	2
EP BARZA	264	2	32	2
EP1 MAYEL NAOUDE	300	2	34	4
EP2 MAYEL NAOUDE	258	2	38	4
EP MIZILING	288	4	28	2
EP1 BANKARA	365	4	78	5
EP2 BANKARA	213	2	30	4
EP ILE DE GOYANG GAZAWA	404	4	53	3
Ecole Islamique Gazawa	224	6	23	3
EP GAZAWA	2289	29	89	11
<b>Total</b>	<b>6 673</b>	<b>99</b>	<b>858</b>	<b>53</b>

Ces écoles ont au total un effectif de 6 673 élèves, assis sur 858 table-bancs logés dans 53 bâtiments des salles des classes en dur et 08 salles de classes sont en séko. Le nombre d'enseignant total pour l'encadrement des ces jeunes élèves est répartis comme suit : 19 fonctionnaires, 24 maîtres des parents et 56 enseignants contractuels. La commune de Gazawa contribue énormément dans l'éducation de base des élèves. C'est par exemple les constructions en 2006, d'une salle de classe à l'école publique île de Ngoyang, une salle de classe maternelle à l'école publique de Gazawa en 2008 et un bloc de salles de classe de 176, 70 m<sup>2</sup> construit en 2010 à Ibbao Guiziga, avec 2 pièces.

### **3.3.7.2.2.3 Enseignement secondaire**

Gazawa a un seul établissement secondaire qui est le Lycée de Gazawa. Ce Lycée qui était au départ un Collège de l'Enseignement Secondaire (CES) est devenu Lycée en 1992 donc une année avant la création de la commune de Gazawa. Le Lycée de Gazawa a un effectif de 752 élèves dominé par le nombre des garçons au nombre de 597 soit trois fois plus que le nombre des filles. Il ressort de ce constat lors des diagnostics que les filles ne sont pas inscrites régulièrement à l'école car une fois qu'une fille a obtenu le Certificat d'Etude Primaire (CEP), elle est envoyée en mariage par ses parents et généralement ces filles ne restent pas longtemps chez leur mari et par conséquent le nombre du divorce s'augmente arithmétiquement dans la commune de Gazawa. Les enseignants pour l'encadrement de ces élèves sont au nombre de 20 donc 13 sont des fonctionnaires et 07 sont des maîtres de parents. Le Lycée abrite 11 bâtiments comprenant 320 table-bancs. Un point d'eau est effectif dans le Lycée mais cependant la latrine est inexistante. La commune a construit au Lycée de Gazawa une salle de classe de 81 m<sup>2</sup> de superficie.

### **3.3.7.2.3 Santé**

La commune de Gazawa possède deux structures de santé. Un centre de santé intégré à Massakal et un CMA à Gazawa d'une superficie de 53,53 m<sup>2</sup> à six(6) pièces et une Pro-pharmacie avec deux (2) pièces. Ces deux centres de santé doivent prendre soigne de 33 060 habitants de la commune de Gazawa. Un seul médecin travail pour maintenir la santé de toute la population de Gazawa. Les populations dans diverses localités et villages de gazawa ont sollicité la création d'autre centre de santé. Bien qu'il existe que deux centres de santé seulement, les rapports des responsables ont montré que le taux de couverture sanitaire est de 91,60% et le taux de couverture vaccinal est de 83,55%.

### **3.3.7.2.4 Principales infrastructures sociales de la commune de Gazawa**

#### **3.3.7.2.4.1 Patrimoine communal:**

##### **3.3.7.2.4.1.1 Infrastructures /équipements :**

- Dispensaire d'une superficie de 53,53 m<sup>2</sup> à six(6) pièces
- 1 hangar de marché à 15 pièces (remplacement avec les boutiques)
- Une Pro-pharmacie avec deux (2) pièces
- Un hôtel de ville (ancienne gare routière) d'une superficie de 96m<sup>2</sup>, à cinq (5) pièces
- Une salle de classe au lycée de 81m<sup>2</sup> de superficie
- Une guérite au marché de 4m<sup>2</sup>
- Un magasin gare routier de 50 m<sup>2</sup>
- Une salle de classe ldingoyang construit en 2006.
- Une salle de classe maternelle à EP Gazawa construit en 2008
- Un point de vente de produits agricoles de deux (2) pièces
- Un marché à bétail
- Un magasin de stockage

-Un bloc de salles de classe de 176, 70m<sup>2</sup> construit en 2010 à Ibbawo-Guiziga, avec 2 pièces.

-Un abattoir

#### **3.3.7.2.4.1.2 Matériels roulants**

-1 Camion –benne, immatriculé EN-1571-A, en bon état

-1 Nissan Patrol, Immatriculé CE-7932-P, hors d'usage.

-1 camion benne et Une Moto Yamaha AG 100, en bon état.

Source d'information, secrétariat particulier, courrier arrivé le 20 janvier 2011, registre S/N 103. Fait à Gazawa, le 18 décembre 2010 par le Maire Hamidou Amadou, Greffier Principal.

## **3.4 DIAGNOSTIC DE LA COMMUNE EN TANT QU'INSTITUTION**

### **3.4.1 ANALYSE DE LA SITUATION ET DIFFICULTES RENCONTREES PAR LA COMMUNE**

#### **3.4.1.1 Analyse de la situation**

##### **3.4.1.1.1 Sur le plan général**

Suivant l'information obtenue pendant le diagnostic institutionnel, la mentalité de la population de la commune de Gazawa est suggestible. Certaines personnes semblent facilement influençables. Les hommes et les femmes politiques profitent de cette situation pour conforter leur position sur la base des discours allégoriques, qui entre autres, arrivent à créer des divisions entre la population.

Certains responsables politiques pensent qu'ils sont à la marge des affaires dans la commune, qu'ils ne devraient participer au développement que lorsqu'ils seront eux-mêmes à la tête de la gestion communale. Il y a lieu de sensibiliser tous ceux-là qui ont encore des arrières pensées que le développement participatif de la commune est une affaire de tous.

##### **3.4.1.1.2 Sur le plan organisationnel**

Sur le plan organisationnel et comme prévu par les textes en vigueur au Cameroun,

##### **3.4.1.1.2.1 L'exécutif communal de Gazawa**

Il est composé de trois personnes à savoir le Maire et ses deux adjoints, tous sont de sexe masculin. Les membres de l'exécutif résident dans la localité bien que le Maire soit par moment absent en raison des sollicitations diverses. Cependant, des dispositions sont prises pour une meilleure continuité et un fonctionnement normal des activités au travers de la répartition des tâches entre les adjoints. Cette répartition des tâches est effectivement mise en œuvre dans la commune. A l'actif de la commune, il convient de relever que le Maire et son 1<sup>er</sup> adjoint ont un bon niveau d'éducation et sont en plus des professionnels avisés, ayant une grande expérience dans la gestion communale pour y avoir déjà servi comme adjoint au maire ou comme conseiller municipal. Ils ne sont donc pas à leur premier mandat comme élus locaux. En conséquence, ils mettent au quotient leurs expériences au service de l'institution communale.



#### **3.4.1.1.2.2 Conseil municipal**

Il est constitué de vingt cinq (25) conseillers municipaux dont deux femmes, avec la répartition tribale suivante: 68% des peuls, 16% de Guiziga, 12% des Mofou et 4% des Massa. Le conseil est composé des personnes dont l'âge est compris entre 27 ans et 61 ans. Diverses catégories socioprofessionnelles (agriculteur, commerçant, chauffeur, chef traditionnel, enseignant, instituteur, infirmier etc.) y sont également représentées. Tous les conseillers appartiennent à une même formation politique, le RDPC. Les conseillers n'ont jamais reçu de formations leur permettant de jouer efficacement leur rôle.

#### **3.4.1.1.2.3 Sur le plan fonctionnel**

Sur le plan fonctionnel, une meilleure organisation des activités est répartie entre quatre services mis en place et qui fonctionnent au sein de la commune. Il s'agit du service de secrétariat général, du service d'état civil, du service financier et du service d'hygiène et salubrité. Chacun de ces services a des missions précises qui lui sont assignées.

Le service de secrétariat général a pour mission de la préparation du budget et du compte administratif, le suivi des crédits budgets, la préparation des ordres de recettes et des mandats et la gestion du personnel.

Le service d'Etat civil traite essentiellement les dossiers relatifs aux demandes et à l'établissement des différents actes (naissance, mariage, décès), les reconnaissances d'enfants etc.

Le service financier s'occupe du fichier des contribuables et procède également au recouvrement et à la sécurisation des impôts chez les contribuables.

Le service d'hygiène et salubrité assure la propreté de la ville et participe également à la sensibilisation des populations sur l'hygiène et sur la santé des vendeurs des produits alimentaires.

De manière globale, les forces à relever au niveau de ces services sont l'engagement, la disponibilité, et le respect des échéances. Nombreux sont des agents de la commune qui n'ont pas la formation de base nécessaire pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Il s'agit d'un problème très sérieux qu'on devrait résoudre sans complaisance. Les efforts réalisés pour une meilleure maîtrise du personnel semblent donner des bons résultats. Une collaboration positive inter service reste tout de même un élément à relever.

#### **3.4.1.1.2.4 Sur le plan économique**

L'insuffisance des ressources financières est l'un des problèmes majeurs qui freinent la réalisation des objectifs de développement de la commune de Gazawa. Les ressources financières de la commune sont globalement composées des CAC et des ressources propres (recettes communales locales). L'examen des différents comptes de la commune a permis de constater que, comme dans bon nombre de collectivités décentralisées, ses principales recettes proviennent en majorité des centimes additionnels communaux (CAC), octroyés par le FEICOM, au détriment des ressources locales. Ces deux sources de financement sont à la base de l'élaboration du budget communal.

### **3.4.1.2 Analyse des difficultés rencontrées**

#### **3.4.1.2.1 Sur le plan général**

On perçoit d'une manière implicite un problème d'acceptation d'un nouvel exécutif en plus de la contribution marginale déjà signalée de certains acteurs de la commune. Le nouvel exécutif sera probablement mieux

apprécié s'il choisit la voie de la bonne gouvernance et celle de la grande réalisation des activités en faveur des plus nécessiteux et dans le sens de l'intérêt global.

#### **3.4.1.2.2 Sur le plan fonctionnel**

La commune n'est vivante que lorsque le maire est présent. Une fois en déplacement, tout semble s'arrêter. Tout se passe comme si les agents sont au service du maire plutôt qu'à la mairie. Avec la mise en place et l'exécution du PCD où les contacts avec l'extérieur sont déterminants, il n'est pas envisageable que le maire reste sur place. Une définition des tâches de chacun est essentielle, ainsi que le suivi de leur réalisation.

#### **3.4.1.2.3 Sur le plan économique**

La proportion des recettes propres de la commune devrait s'accroître, afin que la commune soit moins dépendante des centimes additionnels communaux. Des stratégies pour accroître les recettes communales doivent être mises en place d'urgence.

##### **3.4.1.2.3.1 Budget**

Des extraits du budget de la commune de Gazawa pour les années 2007 à 2009 sont présents dans le tableau ci après.

Tableau 5 : Budget de la commune de Gazawa

Situation Générale	Exercices		
	2007	2008	2009
Total des recettes	64 218 033 F CFA	67 940 270 F CFA	78 759 323 F CFA
Recettes propres	34 218 033 F CFA	31 940 270 F CFA	38 759 323 F CFA
Recettes externes (CAC)	30 000 000 F CFA	36 000 000 F CFA	40 000 000 F CFA
Total des dépenses	64 328 033 F CFA	67 940 270 F CFA	88 215 000 F CFA

La répartition des dépenses entre le fonctionnement et les investissements est présentée dans le Tableau ci après.

Tableau 6 : Répartition des dépenses de la commune de Gazawa

Situation Générale	Exercices		
	2007	2008	2009
Fonctionnement	39 018 033 F CFA	42 841 819 F CFA	59 053 458 F CFA
Investissement et équipements	25 310 000 F CFA	25 098 451 F CFA	19 705 865 F CFA

A la lumière des tableaux 5, on constate une augmentation du taux de réalisation des recettes de 2007 à 2008. Ceci est simplement dû à une augmentation des CAC. Mais cette augmentation des recettes en 2008 n'est pas réalisée à une augmentation des recettes propres de la commune; au contraire les recettes propres sont en baisse. La diminution des recettes propres s'explique par des raisons ci-haut évoquées couplées à la faible valorisation du camion benne tombé en panne, et du manque de rigueur dans la collecte des autres impôts et taxes disponibles au niveau de la commune.

Le tableau ci après présente la situation des soldes de la commune de Gazawa pour les trois dernières années.

Tableau 7 : Soldes de la commune de Gazawa pour les quatre dernières années.

Situation Générale	Exercices		
	2007	2008	2009
Total recettes	30 011 564 F CFA	34 065 190 F CFA	42 222 148 F CFA
Total dépense	29 922 287 F CFA	33 983 468 F CFA	42 018 484 F CFA
Soldes	89 277 F CFA	81 722 F CFA	203 664 F CFA

Du tableau ci dessus, il se dégage que la commune au cours de cette période n'a pas connu de solde déficitaire. Ces soldes permettent à la commune de couvrir quelques charges et de soutenir le budget en recettes. Ce résultat peut être un indicateur de la qualité de suivi budgétaire au sein de la commune.

Le tableau ci après présente les recettes et dépenses par habitant de la commune de Gazawa pour les quatre dernières années.

Tableau 8 : Recettes et dépenses par habitant de la commune pour les trois dernières années.

Situation Générale	Exercices		
	2007	2008	2009
Recette par habitant (FCFA)	1200,46	1362,61	1688,88
Dépense par habitant (FCFA)	1196,89	1359,34	1680,73

#### 3.4.1.2.3.2 Contraintes liées à l'élaboration du budget

La principale contrainte liée à l'élaboration du budget est le manque d'expertise et l'absence de vision. L'information obtenue révèle que le budget est élaboré sur la base des anciens budgets, sans tenir compte des recettes ou des besoins réels.

### **3.4.1.2.4 Mécanisme de gestion financière**

#### **3.4.1.2.4.1 Procédure d'encaissement et de décaissement**

Le Maire de part sa position de chef l'exécutif, est l'ordonnateur principal de toutes les entrées et de toutes les sorties. Il est parfois assisté par son Adjoint (sur instruction) en cas d'absence ou par son secrétaire général/receveur. Le RM est chargée de l'exécution de toutes les opérations de décaissement et d'encaissement. L'encaissement est fait par le receveur municipal sur présentation d'un ordre de recette signé par le Maire. Les entrées sont enregistrées dans un quittancier et un registre de détail des recettes. Une quittance est remise à la partie versante après son opération.

Le receveur municipal est également chargé des décaissements. Ces décaissements sont faits uniquement sur l'ordre de Monsieur le Maire. A ce mandat sont jointes les pièces justificatives telles que la facture, le bordereau de livraison, le PV de livraison, l'état de salaire, le bon de commande administratif en fonction du type de dépenses. Il faut noter que le mandat est transmis à la recette municipale par la commune contrairement à l'ordre de paiement (recette) qui est amené par la personne qui effectue le versement. Lorsqu'un mandat est reçu à la recette municipale, il est enregistré dans le registre « entrée » de mandat. Une vérification systématique du mandat et pièces justificatives est faite par le receveur municipal suivie d'un enregistrement dans la rubrique sortie. Ceci permet au bénéficiaire de décharger le mandat et d'entrer en possession de son argent. Toute dépense effectuée est aussi enregistrée dans le registre prévu à cet effet.

Il est important de signaler que pour des raisons de traçabilité, les ordres de recette et mandat sont établis avec des souches. Ceci permet aux d'archiver les copies des opérations aussi bien au niveau de la recette municipale, la commune que le trésor de Maroua.

#### **3.4.1.2.4.2 De la nomenclature des impôts et taxes**

En qualité de président du comité de recouvrement, le Sous Préfet coordonne les opérations de collecte des impôts locaux. Il est assisté dans cette tâche par ses proches collaborateurs qui sont le Maire, le Receveur municipal, et parfois des éléments de maintien de l'ordre pour les cas de résistance. Il s'agit ici plus particulièrement des impôts sur le revenu agricole, et des impôts sur les revenus commerciaux ou ceux liés aux droits de place sur le marché. Dans ce processus, le Receveur est le plus habilité à fixer les impôts des contribuables menant une activité commerciale (boutiques) en fonction de la taille. Les percepteurs d'impôts s'occupent des collectes des droits de place sur le marché, et des autres revenus (taxes d'abattage). Mais le recouvrement des impôts agricoles nécessite une grande organisation. En effet, sous la houlette du sous Préfet, une rencontre de concertation est organisée en présence du maire et du Receveur municipal pour fixer les bases de lancement des opérations de recouvrement des impôts locaux. Il est ainsi question de faire le point sur le nombre de tickets disponibles et les contribuables à toucher. C'est à la suite de cette phase initiale, qu'une autre rencontre est également organisée sous la présidence du sous préfet et regroupant les différents chefs traditionnels ; rencontre au cours de laquelle il donne des directives et des instructions aux auxiliaires d'administration sur le déroulement des opérations. Cette rencontre qui se fait également avec la participation du maire et du receveur est immédiatement suivie par une autre au cours de laquelle les tickets sont distribués aux chefs de village en fonction du nombre des contribuables identifiés sur son territoire de compétence. Les chefs à leur tour procèdent à la sensibilisation de leurs administrés sur la disponibilité des sous préfet. Cette sensibilisation est parfois appuyée par les conseillers municipaux.

C'est au vu de cette activité d'information que les différents contribuables viennent auprès de leurs chefs pour s'acquitter de leurs devoirs civiques (impôts) contre tickets. Une fois cette collecte effectuée, ils se dirigent vers la mairie pour le retrait de l'ordre de recettes et procèdent au versement auprès du receveur municipal,

qui leur délivre les quittances. Seuls les cas d'incivisme font l'objet des descentes particulières de recouvrement forcé par une commission composée du: Sous préfet ou son représentant, Maire ou son représentant, Receveur municipal ou son représentant, Chef de poste de sécurité ou son représentant et du Commandant de brigade ou son représentant

Pour ce qui est de la collecte des droits de place sur le marché, la mairie a désigné affecté des personnes appelées AIR (Agents de Intermédiaires de Recettes) dans le jargon de la commune de Gazawa. Leur zone d'action se limite aux marchés, tandis que les chefs traditionnels opèrent leur recouvrement dans leurs villages respectifs. Il n'ya donc pas de confusion de rôle possible. A toutes fins utiles, il convient de rappeler que les collecteurs d'impôts que ce soit les chefs traditionnels ou les AIR perçoivent de la commune une indemnité de 6% du montant global obtenu auprès des contribuables.

#### **3.4.1.2.4.3 Suivi et maitrise des recettes dans l'exécution du budget**

Diverses pièces comptables et documents comptables sont utilisés à la commune de Gazawa. Les pièces comptables sont le mandat, le bordereau de livraison, les factures, la quittance etc. les documents comptables sont le quittancier, le registre de détail des recettes et le registre de détail des dépenses.

Le suivi comptable est assuré par le receveur municipal, le Maire et le secrétaire général de la commune. Il est aussi effectué par la tutelle (service régional des communes), ou les services du trésor public lors des visites de terrain ou par exploitation des documents qui leur parviennent. Ainsi toute opération effectuée a des traces tant au niveau du receveur, de la mairie qu'au niveau de la tutelle. Le suivi est facilité par les souches ou les duplicata des différentes opérations effectuées et sécurisées au niveau de la commune et de la perception.

# 4 SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

## 4.1 SYNTHÈSE DU DIC.

### 4.1.1 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.

Les ressources humaines de la commune sont constituées du personnel communal, de l'exécutif communal et du conseil municipal.

#### 4.1.1.1 *Le personnel communal:*

La commune de Gazawa a un personnel composé de 10 hommes dont 04 personnes ont été détachées dans d'autres services.

Bien que les éléments de motivation du personnel existent (régularité de salaire, contrat permanent, affiliation de certains à la CNPS), il n'existe pas de profil de carrière pour le personnel. De même, la présence d'un manuel de règles et procédures décrivant la gestion du personnel et des ressources fait également défaut dans cette institution. Il en est de même d'une politique formelle de recrutement. L'évaluation du personnel se fait à la fin de chaque année.

#### 4.1.1.2 *L'exécutif communal*

Seul le SG a reçu des formations lui permettant de répondre aux nouvelles exigences de la décentralisation. En dehors des formations à travers les séminaires et ateliers de recyclage, ce dernier a eu une formation spécialisée au CEFAM.

Les réunions du personnel sont tenues au niveau de la commune, mais leurs fréquences sont très réduites (début d'année ou en cas d'un problème spécifique). Au cours de ces rencontres, il est généralement question de dresser un bilan annuel des activités de la commune en dégagant les points positifs et négatifs, et de redéfinir de nouvelles bases pour le futur.

#### 4.1.1.3 *Le conseil municipal*

Tableau 9 : Gestion du personnel, forces et faiblesses

Forces	Faiblesses
-Bonne collaboration entre l'exécutif et le personnel	1. Insuffisance de formation professionnelle pour l'exécutif
Présence d'un secrétaire général qualifié et disponible	2. Faible collaboration entre l'exécutif et les conseillers à causes des intérêts divergent
- Aptitudes de l'exécutif au travail	3. Niveau d'éducation assez faible des conseillers
- Capacité de lire et d'écrire le français/anglais	4. Insuffisance de formation dans la gestion

par une bonne franche des conseillers	communale
- Régularité et disponibilité des membres de l'exécutif	4. Insuffisance de formation professionnelle pour le personnel
- Niveau d'éducation élevé de l'exécutif	5. Absence de profil de carrière pour le personnel
- Solidarité et esprit d'ouverture de l'exécutif	6. Insuffisance de motivation du personnel
- Disponibilité et esprit d'ouverture de l'exécutif	7. Irrégularité de certains agents au travail
- Bonne répartition des tâches entre les membres de l'exécutif	8. Fréquence réduite des réunions du personnel
- Bonne collaboration entre l'exécutif et le personnel communal	9. Retards dans les avancements du personnel
- Distribution avant le conseil des documents (projet de budget et de compte) aux différents conseillers pour avis	10. Faible complémentarité du personnel dans les activités de la commune
- Existence dans le conseil des personnes avec des profils professionnels variés	11. Niveau scolaire d'éducation assez bas
- Souci de transparence dans la collecte des impôts locaux	12. Quarante pourcent 40% du personnel non affilié à la CNPS

#### **4.1.2 GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES.**

Les ressources financières de la commune sont globalement composées des CAC et des ressources propres (recettes communales locales). L'examen des différents comptes de la commune a permis de constater que, comme dans bon nombre de collectivités décentralisées, ses principales recettes proviennent en majorité des centimes additionnels communaux (CAC), octroyés par le FEICOM, au détriment des ressources locales. Ces deux sources de financement sont à la base de l'élaboration du budget communal.

##### **4.1.2.1 Ressources financières**

Les ressources propres de la commune de Gazawa telles que l'indique le compte administratif proviennent essentiellement des postes ci après:

- Impôts libératoires;
- Taxes d'abattage;
- Droits de place sur le marché;
- Taxes sur le bétail;
- Droits de parcs;

- Droits de patente;
- Droits d'occupation des taxes se stationnement;
- Produits de taxes de stationnement;
- Location des immeubles communaux;
- Location des meubles, camions, salles de fête;
- Autres produits d'exploitation du domaine;
- Ressources externes

Les centimes additionnels communaux (CAC) constituent les seules ressources externes de la commune de Gazawa.

#### **4.1.2.2 Evaluation des recettes de la commune :**

Au cours des trois dernières années, les recettes propres de la commune de Gazawa ont été générées principalement par les impôts libératoires, les taxes d'abattage, les droits de place sur le marché et les taxes sur le bétail. Le tableau suivant présente l'évolution des ressources financières propres de la commune de Gazawa au cours des années 2007, 2008 et 2009.

#### **4.1.2.3 Le processus d'élaboration du budget**

Dans la commune de Gazawa, l'élaboration et le vote du budget de l'année se font au mois de novembre ou décembre de l'année précédente alors que l'élaboration et l'approbation du compte administratif de l'année «A» se font en mars ou avril de l'année suivante.

Le processus d'élaboration du budget implique plusieurs acteurs: l'exécutif, le secrétaire général, les conseillers municipaux, les SDE et la tutelle (Sous préfet, Préfet, chef de service régional des communes, et Gouverneur de région).

Le Maire en collaboration avec le SG élabore un projet manuscrit du budget. Ce projet est soumis préalablement aux conseillers de manière individuelle pour une première appréciation, puis soumis aux membres des différentes commissions pour analyse lors d'un pré conseil. C'est à ce niveau que chaque commission en fait une analyse participative selon son domaine. Lors du conseil municipal proprement dit, le projet du budget est apprécié et analysé en plénière. Le budget retenu est voté par les conseillers. Il est à noter que le préfet ou le sous préfet et les responsables des SDE assistent au conseil municipal. Lors du vote, la décision est retenue si 50%+1 des votants sont d'accord (majorité simple).

Après le vote du budget, les corrections sont apportées sur le draft puis le document est saisi et mis en forme au niveau de la Mairie. Le budget final est soumis au Préfet du Département du Diamaré pour visa, puis au Service Régional des Communes (désormais connu comme la Division de Développement Local) pour vérification et validation. Cette étape est sanctionnée par une note d'approbation. Le budget est en fin de compte transmis au niveau du Gouverneur de Région de l'Extrême-Nord pour approbation. Toutes les copies du budget sont envoyées au SRC pour ventilation à la Mairie, la recette municipale, MINATD, FEICOM, Préfecture etc. a cette étape, le budget rentre immédiatement dans sa phase exécutoire.



Dans cette démarche, le suivi du budget est assuré par le Maire, le secrétaire général ou le receveur municipal. Le suivi de l'exécution est de la responsabilité première du Maire et le SG. Mais le suivi de la réalisation de certains travaux peut être effectué par l'exécutif, les membres des différentes commissions ou par tout conseiller. La publication du budget pour large diffusion n'est pas une réalité au niveau de la commune. En revanche, les copies des budgets disponibles à la commune peuvent être consultées par toute personne intéressée par les activités de l'institution.

#### **4.1.2.4 Processus d'élaboration du compte administratif**

Le processus d'élaboration et de validation des comptes administratifs suit à peu près le même cheminement que celui de l'élaboration du budget. En effet, le brouillon de compte est élaboré de concert entre le Maire, le SG et le receveur municipal. Le travail préalable est la confrontation des données du compte administratif du Maire et le compte de gestion du receveur. Lorsque cette harmonisation est établie, le draft de compte est soumis aux conseillers pour appréciation, suivi d'un pré conseil pour analyse participative. Il est à noter que pendant cette phase, il n'est pas question que les membres des commissions apportent des modifications sur les données des différentes rubriques, puisqu'il s'agit en réalité d'une justification de la réalité. Ils peuvent juste faire des remarques ou des éclairages par rapport à l'exécution du budget de la commune. C'est à la suite de ce travail, que le conseil se tient aux fins d'approbation du compte administratif par les conseillers municipaux. Contrairement au budget, lors de l'approbation du compte administratif, le Maire n'est pas président de séance. Prennent part à ce conseil conseillers municipaux, tutelle et responsables des SDE. Après cette étape, le compte administratif est mis en forme par la commune et suit le même chemin et traitement que le budget de la commune.

Dans le processus, il y a également un suivi au niveau de la tutelle, au point que lorsqu'il y a de petites erreurs de chiffres, les corrections se font immédiatement.

#### **4.1.2.5 Mécanisme de gestion financière:**

##### **4.1.2.5.1 Procédure d'encaissement et de décaissement**

Le Maire de par sa position de chef l'exécutif, est l'ordonnateur principal de toutes les entrées et de toutes les sorties. Il est parfois assisté par son Adjoint (sur instruction) en cas d'absence ou par son secrétaire général/receveur. Le RM est chargée de l'exécution de toutes les opérations de décaissement et d'encaissement. L'encaissement est fait par le receveur municipal sur présentation d'un ordre de recette signé par le Maire. Les entrées sont enregistrées dans un quittancier et un registre de détail des recettes. Une quittance est remise à la partie versante après son opération.

Le receveur municipal est également chargé des décaissements. Ces décaissements sont faits uniquement sur l'ordre de Monsieur le Maire. A ce mandat sont jointes les pièces justificatives telles que la facture, le bordereau de livraison, le PV de livraison, l'état de salaire, le bon de commande administratif en fonction du type de dépenses. Il faut noter que le mandat est transmis à la recette municipale par la commune contrairement à l'ordre de paiement (recette) qui est amené par la personne qui effectue le versement. Lorsqu'un mandat est reçu à la recette municipale, il est enregistré dans le registre «entrée» de mandat. Une

vérification systématique du mandat et pièces justificatives est faite par le receveur municipal suivie d'un enregistrement dans la rubrique sortie. Ceci permet au bénéficiaire de décharger le mandat et d'entrer en possession de son argent. Toute dépense effectuée est aussi enregistrée dans le registre prévu à cet effet.

Il est important de signaler que pour des raisons de traçabilité, les ordres de recette et mandat sont établis avec des souches. Ceci permet aux d'archiver les copies des opérations aussi bien au niveau de la recette municipale, la commune que le trésor de Maroua.

#### **4.1.2.5.2      *Le contrôle de finance***

Il s'agit de passer en revue les pièces justificatives et les documents comptables pour une période donnée afin de vérifier la conformité des écritures. Ces contrôles sont ordonnés par le Maire pour les contrôles internes et par la tutelle ou Ministère des Finances (TPG) pour les contrôles externes. Cependant le contrôle est une activité quotidienne du receveur municipal. Les pièces justificatives des entrées et sorties envoyées au trésor à Maroua permettent d'avoir la situation financière de la commune et d'effectuer des contrôles à leur niveau. Mais il peut également arriver que les agents d'impôts viennent sur place pour effectuer le contrôle. Les budgets et les comptes administratifs acheminés au niveau de la chambre de compte permettent également un autre niveau de contrôle. Par ailleurs, il faut également préciser que les certificats de recettes et dépenses produites trimestriellement par le receveur permettent au maire de vérifier la conformité des opérations effectuées et des documents effectivement signés.

#### **4.1.2.5.3      *Comptabilité et suivi***

Diverses pièces comptables et documents comptables sont utilisés à la commune de Gazawa. Les pièces comptables sont le mandat, le bordereau de livraison, les factures, la quittance etc. les documents comptables sont le quittancier, le registre de détail des recettes et le registre de détail des dépenses.

Le suivi comptable est assuré par le receveur municipal, le Maire et le secrétaire général de la commune. Il est aussi effectué par la tutelle (service régional des communes), ou les services du trésor public lors des visites de terrain ou par exploitation des documents qui leur parviennent. Ainsi toute opération effectuée a des traces tant au niveau du receveur, de la mairie qu'au niveau de la tutelle. Le suivi est facilité par les souches ou les duplicata des différentes opérations effectuées et sécurisées au niveau de la commune et de la perception.

#### **4.1.2.5.4      *Le rapport financier***

Un rapport financier au sens strict du terme n'est pas fait par la commune. Seul le compte administratif peut nous renseigner sur les recettes et dépenses de la commune. Mais dans ce document, il manque les analyses financières. Le compte administratif est fait par le Maire assisté du SG de la commune au début de chaque année (mars, avril) pour l'exercice comptable de l'année précédente. Comme signalé ci-haut, toutes les souches des pièces justificatives sont archivées au niveau de la commune. Ces souches permettent aux responsables d'élaborer le compte administratif avec aisance. Le compte administratif est soumis pour validation par le conseil municipal puis approbation par la tutelle.

Il y a également un compte de gestion qui est élaboré par le receveur municipal au même moment que le compte administratif. Toutes les données qui se trouvent dans le compte administratif sont aussi inscrites dans le compte de gestion. Le compte de gestion est aussi présenté au conseil et signé par les différents responsables des services dans l'ordre suivant ; le Percepteur de Gazawa, le Maire, le TPG et le Préfet est aussi envoyée à la chambre des comptes de la cour suprême à Yaoundé. Ce document peut être consulté par tout citoyen camerounais.

Tableau 10: Gestion des ressources financières, forces et faiblesses

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'un fichier de contribuables actualisé</li> <li>• Disponibilité des agents intermédiaires de recettes</li> <li>• Motivation des collecteurs des recettes municipales au pro rata de leur versement</li> <li>• Existence de biens meubles et immeubles</li> <li>• -existence d'une gare routière</li> <li>• Bonne gestion des ressources financières</li> <li>• Existence des magasins municipaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance de suivi dans le recouvrement des impôts locaux</li> <li>• Inexistence d'un plan de développement</li> <li>• Incivisme fiscal observée chez les contribuables</li> <li>• Insuffisance de clients pour la location du camion benne</li> <li>• Existence d'un seul marché hebdomadaire dans la commune</li> <li>• Insuffisance d'engagement des conseillers dans la sensibilisation et la collecte des impôts locaux</li> <li>• Faible exploitation des autres sources de recettes locales</li> </ul>

### 4.1.3 GESTION DU PATRIMOINE COMMUNAL

Le patrimoine de la commune de Gazawa est assez diversifié et globalement composé des bâtiments, des infrastructures, matériels roulants, ressources naturelles et du matériel informatique. Ce patrimoine comprend :

Bâtiments: un hôtel de ville restreint abritant les services de la commune, (05) bâtiments abritant le centre de santé, la Pro pharmacie, les salles de classe, et le service d'hygiène;

Infrastructures: Lotissements au marché, 01 magasin à la gare routière, 01 magasin de stockage, 01 Guérite du marché, 01 magasin de stockage, 01 point de vente de produits agricoles, 01 marché à bétail, 01 abattoir, Matériels roulants/ 01 Nissan patrol hors d'usage, 01 camion-benne et 01 moto yamaha AG 100,

Ressources naturelles et touristiques: Disponibilité des terres reboisables, sable, gravier, 01 terrain d'environ 4 ha.

01 parc informatique (ordinateur complet, imprimante)

La gestion de certaines composantes du patrimoine rapporte des recettes à la commune notamment, les abattoirs et hangars de marchés, magasin de stockage, marché à bétail etc. d'autres par contre, à l'instar des salles de classe, la pro pharmacie ne peut pas être considérée comme une source de revenus mais comme

des structures que la commune a rétrocédées aux services déconcentrés de l'Etat. Pour ces structures, la commune contribue également à son entretien.

Les informations sur certains éléments du patrimoine existent au sein de la commune, notamment les dates et valeurs d'acquisition, les superficies etc. Mais il y existe également beaucoup d'informations manquantes sur le patrimoine. Ceci pose le problème d'archive au niveau des communes. Qu'à cela ne tienne, pour le patrimoine dont les informations sont disponibles, il ressort que les bâtiments identifiés ont une superficie moyenne de 50m<sup>2</sup> pour les magasins de marché et le centre de santé, 85 m<sup>2</sup> pour les salles de classe et l'hôtel de ville. Les dates d'acquisition de ces bâtiments se situent entre 1990 et 2008.

Pour ce qui est du matériel roulant, la Nissan est totalement en épave et est prête à être mise aux enchères. Le camion est en bon état de fonctionnement malgré des pannes régulières qui surviennent.

La commune de Gazawa est engagée dans un processus d'informatisation de son système. C'est ce qui justifie l'acquisition d'un matériel informatique complet. L'utilisation efficace nécessite cependant un renforcement des capacités techniques du personnel.

La commune n'a pas de réelle politique de gestion de ressources naturelles et touristiques existantes dans le milieu.

Tableau 11: Gestion du patrimoine, forces et faiblesses

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'une gare routière</li> <li>• Existence d'un magasin de stockage communal</li> <li>• Existence d'un camion benne</li> <li>• Existence d'un grand marché à bétail</li> <li>• Existence d'un camion benne</li> <li>• Existence d'un abattoir</li> <li>• Existence d'une moto</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous exploitation de la gare routière</li> <li>• Faible valorisation du magasin</li> <li>• Faible exploitation du camion benne</li> <li>• Mauvais état de l'abattoir municipal</li> <li>• Nissan en épave</li> <li>• Insuffisance de moyens de locomotion du chef Exécutif</li> <li>• Insuffisance du logement du Maire</li> <li>• Hôtel de ville peu approprié</li> </ul>

#### **4.1.4 GESTION DES RELATIONS.**

La commune de Gazawa comme toute collectivité décentralisée n'évolue pas en vase clos. Afin de pouvoir mieux remplir ses missions et à assurer la maîtrise du développement communal, la commune de Gazawa est ouverte au monde extérieur. C'est ainsi qu'elle collabore aussi bien avec la tutelle qu'avec les services déconcentrés de l'Etat, les partenaires au développement et les structures locales de développement.

##### **4.1.4.1 Relation avec la tutelle**

La commune de Gazawa est sous le contrôle de la tutelle qui veille au respect de la réglementation en vigueur et apporte son soutien aux activités de la commune. A ce titre, de par son rôle de coordination des activités de recouvrement des impôts locaux, elle participe aux descentes de terrain en vue de la sensibilisation des populations sur les aspects divers tels que le paiement des impôts locaux, le recouvrement et en assure le suivi. De même, elle organise des rencontres avec les autorités traditionnelles aux fins de donner des

directives pour une meilleure organisation des opérations de recouvrement dans les différentes localités. Outre le fait qu'elle participe aussi à l'analyse du projet de budget soumis à son appréciation, elle prend part active aux différents conseils conduisant au vote au budget et à l'adoption des comptes administratifs. Enfin, elle approuve les différents actes municipaux en vue de leur mise en application au niveau de la commune.

#### **4.1.4.2 Relation avec les services déconcentrés de l'Etat**

Dans son environnement proche, la commune entretient des relations avec les services déconcentrés de l'Etat notamment les services du ministère de la santé, de l'éducation de base / enseignement secondaire, de l'élevage, des pêches et des industries animales et du ministère de l'agriculture. Dans la majorité des cas, ces rapports se limitent aux appuis multidimensionnels que la commune apporte à ces différents services.

##### **4.1.4.2.1 Avec le Ministère de l'éducation de base/enseignement secondaire**

La relation entre la commune et les délégations en charge de l'éducation est assez poussée. A ce titre, la commune consacre une bonne partie de ses investissements et de ses réalisations dans les constructions des salles de classes, les réfections des bâtiments scolaires, la fourniture des tables bancs et du matériel didactique et la prise en charge des instituteurs. Toutes ces actions témoignent de la volonté de la commune à contribuer efficacement à l'éducation des jeunes dans le territoire.

##### **4.1.4.2.2 Avec le ministère de l'agriculture et du Développement Rural**

En dehors des échanges de concertation ponctuels relevés entre la commune et la délégation d'arrondissement de l'agriculture, le véritable soutien de la commune s'est situé au niveau de l'appui à l'organisation du mini comice agropastoral tenu à Mora. En effet, la commune de Gazawa a soutenu les producteurs et éleveurs du territoire communal sélectionnés pour représenter valablement la localité à ce rendez vous d'exposition et de valorisation des produits agro pastoraux. Il s'est agi concrètement de la prise en charge des frais de transport des exposants et des dépenses liées à leur séjour (nutrition, hébergement et frais divers).

##### **4.1.4.2.3 Avec le Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales**

Les différents prélèvements effectués sur les produits animaux matérialisent la relation entre la commune et les services du ministère de l'élevage. C'est à ce titre que les produits issus de la taxe à bétail sont redistribués entre les deux institutions où la commune reçoit 60%. En outre les agents de ce service technique assurent le contrôle vétérinaire des animaux d'abattage et en exigent les frais y afférents tandis que la commune perçoit également des taxes dites d'abattage.

##### **4.1.4.2.4 Relation avec les chefferies traditionnelles :**

La commune de Gazawa bénéficie de la présence au sein du conseil, de plusieurs chefs traditionnels (18%). En même temps qu'ils servent de lien étroit entre la commune et la population, ils sont mieux disposés, de par leur fonction de conseiller municipal, à mieux comprendre les rôles qu'ils sont appelés à jouer en qualité de conseiller, notamment celui de la sensibilisation, et à mieux convaincre leurs confrères chefs à pouvoir en faire autant pour le meilleur fonctionnement et le bonheur de la commune. A Gazawa, sur instruction du sous préfet, les chefs traditionnels organisent au mieux les opérations de sensibilisation et de recouvrement des

impôts locaux dans leurs territoires respectifs. En retour, en guise de récompense et de motivation, la commune leur reverse une prime (6%) au pro rata des montants collectés. C'est dire, somme toute, que par rapport aux structures traditionnelles, la relation avec la commune est assez bonne dans l'ensemble.

#### **4.1.4.2.5 Avec les comités de gestion villageois**

Plusieurs ouvrages d'adduction d'eau ont été réalisés dans les villages. Il existe des comités de gestion villageois, dont le rôle est d'assurer la gestion et l'entretien de ces structures. La commune appuie grandement ces comités villageois dans ses activités d'entretien (Achat des pièces de rechange, recharge d'un technicien, paiement de la main d'œuvre).

#### **4.1.4.2.6 Avec les partenaires au développement :**

Plusieurs organisations nationales et internationales rentrent dans le registre de la collaboration avec la commune de Gazawa. Il s'agit de MIDIMA, , PADDL, PNDP, PLAN Cameroon, PACA et PDR-EN.

Dans le cadre de ses actions de développement, le PARFAR a œuvré à la mise en place des infrastructures socio économiques dans le territoire communal. Il s'agit de la construction des magasins de stockage des denrées, du parc à bétail, des forages, des latrines au marché et à la gare routière. Ces infrastructures sont exploitées et gérées par la commune.

##### **4.1.4.2.6.1 Le PADDL,**

Il apporte également son appui à la commune dans le domaine principal de renforcement des capacités. C'est d'ailleurs dans ce cadre que s'inscrit la présente prestation de services.

##### **4.1.4.2.6.2 Le PNDP**

Les appuis du PNDP visent essentiellement le renforcement des capacités de la commune.

##### **4.1.4.2.6.3 PLAN CAMEROON**

Le partenariat entre la commune et PLAN Cameroon est encore en gestation. Pour le moment les rapports ne sont qu'au niveau des contacts et des échanges.

##### **4.1.4.2.6.4 INADES FORMATION ET PDR EN**

La commune est dans la perspective de nouer le partenariat avec INADES Formation et PDR-EN.

##### **4.1.4.2.6.5 Relation avec le FEICOM:**

Outre des recettes externes matérialisées par les CAC, le FEICOM a également appuyé la commune à la réalisation des forages dans le territoire communal.

##### **4.1.4.2.6.6 Relation avec le GTR:**

La commune a entretenu une collaboration avec le GTR dans le cadre de la sensibilisation des populations sur le VIH/SIDA.

##### **4.1.4.2.6.7 Relation avec les CVUC:**

La commune est pour le moment membre des communes et villes unies du Cameroun. Dans ce cadre, elle participe aux rencontres de concertation organisées au niveau régional. Malheureusement, les retombées de cette collaboration ne sont pas perceptibles

Tableau 12 : Gestion des relations, forces et faiblesses

<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>-Contact régulier avec les partenaires (PNDP, PLAN, PADDL, MIDIMA, INADES, SDE)</li> <li>-Volonté manifeste et capacité de l'exécutif à rechercher des partenaires</li> <li>-Bonne relation entre le chef de l'exécutif avec les ONG</li> <li>-Implication de la tutelle dans la tenue des conseils et appui institutionnel</li> <li>-Bonne collaboration avec les SDE</li> <li>-Bonne relation avec les SDE, autorités traditionnelles, ONG et CVUC.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Insuffisance de moyens financiers constituant d'apport au projet d'électrification rurale, soutenu par la MIDIMA</li> <li>-Insuffisance de TIC (Internet) pour la recherche des partenaires et des aides extérieurs</li> </ul>

## 4.2 PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR.

### 4.2.1 MATRICE D'ANALYSE DES PROBLEMES DE LA COMMUNE

Domaines	Problèmes	Causes	Effets
Ressources humaines	- Faible développement de l'institution communal	- La plupart des Conseillers ne maîtrisent pas leurs rôles; Insuffisance de formation en tant que Conseiller - Niveau d'étude est bas pour une partie du personnel communal ; - Non appropriation de la Commune comme institution appartenant à toute la population; - Inexistence d'un Comité de Développement à l'échelle de l'arrondissement; - Insuffisance du personnel communal par rapport à l'organigramme fonctionnel en place;	-Insuffisance dans la qualité des services rendus ; -Activité communale mal coordonnée ; -Insuffisance des projets porteurs.
Ressources financières	- Faible capacité de gestion organisationnelle et des ressources financières de la commune	-Faible capacité à mobiliser les ressources ; -Distraction des recettes lors du recouvrement par les agents périodiques et certains conseillers municipaux ; -Absence des recettes d'investissement ; -Manque d'engagement des conseillers dans la sensibilisation et la collecte des impôts ; -Faible suivi dans le recouvrement des impôts et taxes	-Insuffisance des moyens financiers pour les investissements ; -insuffisance du patrimoine communal ; - Insatisfaction des besoins de la commune.
Patrimoine communale	- Faible capacité de gestion infrastructurelle et des ressources patrimoniales de la commune	- Inexistence d'un local approprié pour les services de la Commune ; - Insuffisance de matériels et équipements divers pour le bon ; - fonctionnement des services communaux; - Insuffisance des infrastructures marchandes (hangars, boutiques, gares, abattoirs) pouvant générer des recettes à la Commune; - Inexistence d'un marché à bétail ;	-Condition de travail difficile ; -difficulté de déplacement ;
Gestion des relations	Faible stratégie et politique d'attrait des investisseurs et partenaires	-Faible niveau de partenariat et coopération avec les structures internationales et les bailleurs ;	Insuffisance de financement des projets



Domaines	Problèmes	Causes	Effets
	développement	-Faible stratégies dans la recherche des partenariats extérieurs ; - Faible communication et circulation de l'information entre les services et au sein des organes de la Commune; - - La sous information des populations par rapport aux réalisations et partenaires de la Commune;	

#### 4.2.2 MATRICE D'ANALYSE DES PROBLEMES IDENTIFIES AU NIVEAU URBAIN ET VILLAGE

Tableau 13: Principaux problèmes /Causes /Effets

SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS
<b>AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL</b>	Faible productivité agricole	1-Infertilité des sols -surexploitation des sols -Insuffisance des espaces cultivables 2- maladies des plantes -Attaque des plantes par les chenilles -Absence de traitement phytosanitaire 3-Insuffisance du matériel agricole -Cherté du matériel agricole -monopole du marché du matériel agricole par une structure 4-Insuffisance d'intrants agricoles	1-1 Baisse de la production -Insécurité alimentaire -Famine 2-1 Destruction des plantes -Mauvais rendement - Famine 3-1.Espaces cultivables réduites -production réduite -Famine 4-1-Baisse de rendement -Insécurité alimentaire
<b>ELEVAGES</b>	Faible productivité animale	1-Insuffisance d'encadrement. -Insuffisance du personnel d'encadrement. -Personnel non affecté. 2-Maladies animales. -Mauvais traitement des maladies animales. -Insuffisance des produits vétérinaires 3-Insuffisance d'aliments pour bétail. -Cherté d'aliment pour bétail.	1. Non maîtrise des techniques culturales. -Diminution du cheptel 2-1-Perte des animaux. Diminution du cheptel 3.1. Amaigrissement des animaux. • Perte des animaux. -Diminution du cheptel.
<b>DOMAINES ET</b>	Difficulté d'accès à la	1-Appropriation des terres par	1-1-Mauvaise répartition

SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS
<b>AFFAIRES FONCIERES</b>	terre	l'autorité traditionnelle. -Egoïsme. 2-Elargissement des berges du mayo. -Inondation et érosion hydrique. -Forte pluviométrie. 3-Difficulté d'accès au titre foncier. -Ignorance des procédures. -Absence de sensibilisation.	des terres. -Emigration. -Dépeuplement. 2-1-Diminution des terres. -Emigration. -Pauvreté. 3-1- Terre non sécurisé.  -Risque d'exclusion. -Soulèvement de la population
<b>HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN</b>	Faible développement urbain	1-Inexistence de canalisation. -Léger désengagement de l'Etat. -Insuffisance de moyens financiers. 2-Insuffisance du traçage des routes. -Faible intervention de la Commune. -Insuffisance des moyens financiers de la commune	1-1-Erosion hydrique. -Détérioration des routes existantes  2-1-Installation anarchique des populations. -Naissance des quartiers spontanés.
	Difficulté d'accès à un habitat de qualité	1-Coût élevé des matériaux de construction. -Faible revenu de la population. 2-Détérioration des toitures. -Attaque des toitures par les termites. 3-Insuffisance de main d'œuvre qualifié. -Inexistence de centre de formation professionnelle; -Demande non exprimée.	1-1-Utilisation des matériaux non appropriés. -Réfections régulières des habitations. - Dépenses.  3-1-Utilisation de la main d'œuvre non qualifiée. -Habitations mal construites.
<b>ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE</b>	Difficulté d'accès à un environnement sain	1-Eboulement des berges du mayo. -Débit élevé des eaux en saison pluvieuse. -Forte pluviométrie. 2-Insuffisance d'assainissement dans la ville. -Léger désengagement de la commune. -Insuffisance des moyens financiers de la commune.	1-1-Diminution des espaces cultivables. -Baisse de rendement agricole. -Faible revenu de la population. 2-1-Prolifération des maladies. - Dépenses. -Paupérisation.
<b>FORET ET FAUNE</b>	Difficulté à préserver la forêt et la faune	1-Chasse abusive. -Pauvreté. 2-Insuffisance d'la ville.	1-1-Disparition des espèces fauniques et forestières. -Sous-développement.

SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS
		-Coupe anarchique du bois. -Usage domestique.	2.1. Infertilité des sols. -Baisse de la production.
<b>ADMINISTRATION TERRITORIALE ET FORCES DE MAINTIEN DE L'ORDRE</b>	Recrudescence de l'insécurité.	1-Insuffisance des forces de maintien de l'ordre. -Mauvaise répartition des fonctionnaires par l'Etat. • Force de l'ordre corrompu. -Enrichissement facile.	1-1-Agression et vol. -Pauvreté. -Sous -Développement. 1. Population terrorisée. -Droit de l'homme marginalisé
<b>EDUCATION DE BASE</b>	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	1-Insuffisance de table-bancs. -Faible intervention de la Commune. -Moyens limités de la Commune. 2-Insuffisance d'enseignants qualifiés. -Personnel qualifié non affecté. -Demande non exprimée. 3-Insuffisance d'infrastructures scolaires. -Effectifs pléthoriques.	1-1-Elèves inconfortablement assis. -Abandon de l'école. -Sous-scolarisation. -Délinquance juvénile. 2-1-Enseignement approximatif. -Baisse du niveau. 3-1-Mauvais encadrement des élèves. -Abandon de l'école. -Délinquance juvénile.
<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE</b>	Difficulté d'accès à un enseignement secondaire de qualité.	1-Insuffisance des établissements d'enseignement secondaire. -Faible intervention de l'Etat. -Besoins non exprimés. 2-Insuffisance d'infrastructure. -Faible intervention de la commune. -Moyens limités de la Commune. 3-Insuffisance du personnel enseignant qualifié. -Mauvaise répartition du personnel enseignant qualifié par l'Etat.	1. Eloignement des collèges d'enseignement secondaire. -Longues distances à parcourir par les élèves. -Retard. 2-1-Effectifs pléthoriques. -Inconfortabilité des enseignants et des élèves. -Promiscuité. 3-1-Mauvaise assimilation des leçons. -Faible taux de réussite. -Abandon des études
<b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	Difficulté d'accès à un enseignement supérieur de qualité.	1-Absence de l'Université. -Eloignement de l'Université. 2-Non assistance de la Commune aux étudiants. -Moyens insuffisant de la Commune. -Faibles recettes de la Commune.	1-1-Nombre des diplômés de l'enseignement supérieur réduit. -Insuffisance des élites éclairées. -Sous-développement. 2-1-Etudiants délaissées. -Découragement.

SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS
		<p>3-Insuffisance des moyens financiers des parents.</p> <p>-Faible revenu de la population.</p> <p>-Absence des AGRs.</p>	<p>-Abandon des études.</p> <p>3-1-Perturbation des études.</p> <p>-Déception.</p> <p>-Abandon des études.</p>
<b>SANTE PUBLIQUE</b>	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité.	<p>1-Eloignement du centre de santé.</p> <p>2-Inaccessibilité du centre de santé en saison pluvieuse.</p> <p>-Inexistence de pont sur le mayo.</p> <p>3-Insuffisance du personnel qualifié au centre de santé.</p> <p>-Personnel non affecté.</p>	<p>1-1-Longues distances à parcourir pour être pris en charge.</p> <p>-Automédication des malades.</p> <p>2-1-Non prise en charge des malades en saison pluvieuse.</p> <p>-Risque de décès des malades.</p> <p>3-1-Longues attentes pour être pris en charge.</p> <p>-Risque de décès des cas grave.</p>
<b>EAU</b>	Difficulté d'accès à l'eau potable	<p>1-Insuffisance des points d'eau potable.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Eloignement des points d'eau potable.</li> </ul> <p>2-Points d'eau potable en panne.</p> <p>-Insuffisance d'entretien des points d'eau potable.</p> <p>-Inexistence de comité de gestion des points d'eau potable</p>	<p>1-1-Bagarres et conflit autour des points d'eau potable.</p> <p>-Longues distances à parcourir pour se ravitailler en eau potable.</p> <p>2-1-Consommation d'eau souillée.</p> <p>-Dégradation des points d'eau potable.</p> <p>-Non entretien des points d'eau potable.</p>
<b>ENERGIE</b>	Difficulté d'accès à l'énergie électrique.	<p>1-Insuffisance de distribution de l'énergie électrique.</p> <p>-Mauvaise organisation de la population.</p> <p>-Léger désengagement de la Commune.</p> <p>-Moyens limités de la Commune.</p> <p>2-Faible intensité.</p> <p>-Insuffisance des transformateurs.</p>	<p>1-1-Obscurité.</p> <p>-Banditisme.</p> <p>2-1-Utilisation limitée de certains appareils électriques.</p> <p>-Détérioration des appareils électriques.</p>
<b>HABITAT DEVELOPPEMENT URBAIN</b>	<b>ET</b> Difficulté d'accès dans les quartiers.	<p>1-Mauvais état des routes.</p> <p>-Cassis sur les routes</p> <p>2-Routes non entretenues.</p>	<p>1-1-Enclavement des quartiers.</p> <p>-Difficulté à évacuer les</p>

SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS
		-Abandon de l'entretien des routes par la SODECOTON. 3-Faible intervention de la Commune. -Faibles moyens financiers de la Commune.	denrées alimentaires. 2-1-Faible échange avec l'extérieur. -Faible ouverture d'esprit. 3-1-Faible réalisation des infrastructures. -Conflit entre les agents de la Commune et la population.
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>	Faible épanouissement des couches défavorisées.	1-Insertion difficile des handicapés dans la société. -Invalidité. 2-Inexistence des structures d'encadrement des couches défavorisés. -Demande non exprimée. -Ignorance.	1-1-Marginalisation des handicapés. -Incapacité des handicapés à effectuer certaines tâches. 2-1-Mauvais encadrement des couches défavorisées. -Non prise en compte des besoins des couches défavorisées.
<b>PROMOTION DE LA FEMME</b>	Faible épanouissement de la femme.	1-Moulins à céréales en panne. -Insuffisance des moyens financiers. 2-Mariage précoce de la jeune fille. -Barrières culturelles 3-Marginalisation de la femme. -Ignorance.	1-1-Eloignement des moulins -Longues distances à parcourir pour moudre les céréales. 2-1-Niveau d'instruction basse chez la jeune fille. -Blocus à l'émancipation de la femme. 3-1-Faible pouvoir de décision de la femme. -Opinion de la femme méconnue dans la société.
<b>JEUNESSE</b>	Faible épanouissement de la jeunesse.	1-Inexistence des GICs pour les jeunes. -Faible organisation des jeunes. 2-Inexistence des structures d'encadrement des jeunes. -Demande non exprimée.	1-1-Faible initiatives des jeunes. -Sous-développement. 2-1-Faible encadrement des jeunes. -Oisiveté des jeunes. -Banditisme.
<b>EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVES</b>	Difficulté d'accès aux activités sportives de qualité.	1-Insuffisance d'infrastructures sportives. -Demande non exprimée. 2-Insuffisance des équipements sportifs. -Insuffisance des moyens financiers.	1-1-Pratique restreinte des activités sportives. -Non pris en compte des besoins des jeunes en matière d'infrastructures sportives. 2-1-Pratique non aisée du sport. -Acquisition nulle d'équipements sportifs.
<b>TRANSPORT</b>	Difficulté d'accès au	1-Insuffisance de matériels de	1-1-Utilisation du matériel

SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS
	moyen de transport de qualité.	transports. -Insuffisance de moyens financiers. -Faible revenu de la population. 2-Contrôle routier abusifs. 3-Insécurité (coupeurs de route). 4-Mauvais état des routes. -Routes non entretenues. -Faible intervention de la Commune.	de transport archaïque. -Activités de transport limitées. 2-1-Diminution du bénéfice des transporteurs. -Pauvreté. -Sous-développement. 3-1-Investissement en matière de transport limité. -Activités de transport limitées. 4-1-Détérioration des engins. -Insuffisance d'engins. -Déplacement limités.
<b>EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	Difficulté d'accès à la formation professionnelle.	1-Inexistence de centre de formation professionnelle. -Eloignement des centres de formation professionnelle. 2-Absence d'encadrement. -Absence du personnel d'encadrement. -Personnel non affecté.	1-1-Absence de personnel formé. -Insuffisance de main d'œuvre qualifié. -Sous-développement. 2-1-Oisiveté des jeunes. -Banditisme. -Prison.
<b>PETITE ET MOYENNE ENTREPRISES ET ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT</b>	Difficulté à développer l'artisanat.	1-Insuffisance de moyens financiers des artisans. -Faible revenu des artisans. 2-Faible organisation des artisans. -Ignorance des artisans.	1-1-Faible initiative des artisans. -Faible niveau de vie des artisans. 2-1-Initiatives limitées des artisans. -Sous-développement.
<b>RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION</b>	Inexistence d'appui dans la recherche scientifique.	1-Inexistence de structure d'encadrement à la recherche. -Faible intervention de l'Etat. 2-Mauvais organisation des tradi-praticiens. -Mésentente.	1-1-Non maîtrise des techniques de recherche. -Découragement à la recherche. 2-1-Absence d'assistance. -Activités de recherches limitées.
<b>TOURISME</b>	Faible épanouissement touristique	1-Inexistence des sites touristiques. -Facteurs naturels. 2-Absence de musées d'arts. -Faible intervention de la Commune. -Moyens limités de la Commune.	1-1-Absence de touristes. -Activités touristiques limités. 2-1-Absence de motivation chez les producteurs d'objets d'arts. -Indisponibilité d'objets d'arts.
<b>CULTURE</b>	Faible épanouissement culturel.	1-Difficulté à développer les danses traditionnelles. -Insuffisance d'encadrement des danseurs.	1-1-Absence de danses traditionnelles dans les cérémonies. -Faible intérêt de la

SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS
		-Absence de leader. 2-Domination de certaines langues sur les autres. -Tendance à disparition de certaines langues maternelles.	population pour les cérémonies traditionnelles. -Acculturation. 3-1-Acculturation. -Disparition de la culture.
COMMERCE	Difficulté à développer l'activité commerciale.	1-Inexistence d'un marché journalier. -Faible organisation de la population. 2-Insuffisance de moyens financiers des commerçants. -Faible revenu de la population.	1-1-Difficulté à faire écouler la marchandise. • Sous-développement. 2-1-Faible investissement en matière commerciale. -Faible niveau de vie de la population.
POSTE ET TELECOMMUNICATION	Difficulté d'accès aux services de télécommunication.	1-Réseau de téléphonie mobile instable. -Inexistence d'antenne relais. 2-Difficulté d'accès aux NTIC. -Inexistence de centres multimédias. -Demande non exprimée	1-1-Communications téléphoniques limités. -Retard dans l'information. 2-1-Non maîtrise des NTIC. -Fracture numérique.
COMMUNICATION	Difficulté d'accès aux médias	1-Faible couverture des faisceaux. -éloignement des antennes. 2-Inexistence de kiosque à journaux. -Localité non explorée.	1-1-Radio et télévision instables. -Sous-information. 2-1-Faible intérêt de la population à la lecture de la presse. -Sous-information.

## 4.3 RECHERCHE DES SOLUTIONS

### 4.3.1 MATRICES DES MOYENS/ACTIONS/SOLUTIONS ET FINS/RESULTATS DE LA COMMUNE

Domaines	Objectifs	Moyens/actions	Solutions/fins /résultats
<b>Ressources humaines: organisation et fonctionnement</b>	- Faible développement de l'institution communal	-Renforcer les capacités de l'exécutif, du conseil et du personnel communal ; -Recruter des personnels techniques qualifiés.	Ressources humaines qualifiée et efficace
<b>Ressources financières :</b>	- Améliorer durablement gestion organisationnelle et des ressources	-Mettre sur pied une stratégie de recouvrement des recettes efficace.	Commune disposant des moyens financiers pour les investissements

Domaines	Objectifs	Moyens/actions	Solutions/fins /résultats
	financières de la commune		
<b>Ressources patrimoniales</b>	- Améliorer durablement la gestion infrastructurelle et des ressources patrimoniales de la commune	-Acquérir des moyens logistiques ; - Construction de nouveaux bâtiments	Les déplacements sont facilité par l'acquisition des moyens de transport adéquat ; Le cadre de travail est amélioré
<b>Gestion de relation</b>	Améliorer durablement la stratégie et politique d'attrait des investisseurs et partenaires au développement	- Développer les relations avec les partenaires ; - Faire du lobbying	La commune a de nombreux partenaires de développement



### 4.3.2 MATRICES DES MOYENS/ACTIONS/SOLUTIONS ET FINS/RESULTATS DES VILLAGES ET ESPACES URBAINS

Tableau 14: Synthèse des problèmes prioritaires par secteurs, solutions proposées et propositions de projets

N°:	Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
1	Agriculture	Améliorer durablement la production et la productivité agricole	-Augmenter la productivité des terres par l'amélioration des systèmes culturaux par les systèmes des cultures sous couvert végétal et la réhabilitation des terres	La productivité des terres a augmenté ;
			-Construire des dispositifs anti érosifs	Des dispositifs anti érosif sont construits
			-Augmenter les surfaces cultivables	Les surfaces cultivables ont augmenté
			-Améliorer le traitement des plantes cultivées	Le traitement des plantes est amélioré
			-Organiser les producteurs pour l'acquisition des intrants	Les producteurs sont organisés pour l'acquisition des intrants
			-Produire des semences de qualité	Les semences de qualités sont produites
2	Elevage, pêches et industries animales	Améliorer durablement la productivité, production et la conservation des produits d'origines animales et halieutiques	-Construire de mares artificielles et curages des mares existantes	Les mares artificielles sont construites ; Les mares existantes sont curées
			-Procéder au zonage et à la démarcation des pâturages et pistes à bétail	Le zonage et la démarcation des pistes des pâturages et piste à bétail sont effectifs
			-Organiser les éleveurs pour l'acquisition des produits vétérinaires	Les éleveurs sont organisés pour l'acquisition des produits vétérinaires
			-Solliciter le suivi par des agents vétérinaires	Le suivi est assuré par les agents vétérinaires
3	Domaines et affaires foncières	Faciliter l'accès à la terre	-Définir l'appropriation des terres aux autorités traditionnelles	L'appropriation des terres est définie aux autorités traditionnelles
			-Faciliter l'obtention du titre foncier	L'obtention du titre foncier est facilitée
4	Développement urbain	Susciter le développement Urbain et accès	- Rapprocher les matériaux de la	Les matériaux de constructions sont rapprochés

N°:	Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
	et habitat	l'Habitat	population de la commune -Améliorer le traitement des bois et lattes des toitures	des populations Le traitement des bois et lattes des toitures est amélioré
5	Environnement et protection de la nature	Faciliter l'accès à un environnement sain	-Implantation d' <i>Ipomea carnea</i> -Assainissement dans la ville -Activer le service d'hygiène et salubrité	L'Ipoméa Carnea est implanté La ville est assainie Le service d'hygiène et de salubrité est activé et fonctionnel.
6	Forêt et faune	Assurer la préservation de la biodiversité	-Reboiser les espaces libres -Délivrer les permis de chasse et d'exploitation des bois morts	Les espaces libres sont reboisés Les permis de chasse et d'exploitation des bois morts sont délivrés ;
7	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Améliorer les infrastructures administratives et Lutter contre la recrudescence de l'insécurité	Augmentation du nombre des forces de maintien de l'ordre -Augmenter et bien répartir les fonctionnaires de l'état dans la commune -Dénoncer des corrupteurs et des corrompus	Le nombre des forces de maintien de l'ordre a augmenté Les fonctionnaires de l'état ont augmenté et leur répartition est judicieuse Les corrupteurs et corrompus sont dénoncés
8	Education de base	Faciliter l'accès à une Education de Base de qualité	Créer des établissements scolaires - Construire des établissements scolaires primaires et maternelles ; - Equiper les salles des classes -Augmenter l'effectif des enseignants	Des établissements scolaires sont créés Les établissements scolaires primaires et maternelles sont construits ; Les salles de classes sont équipées ; L'effectif des enseignants a augmenté ;
9	Enseignement secondaire	Faciliter l'accès à un enseignement secondaire de qualité	- Construire des salles de classes dans les établissements secondaires ; - Equiper les salles des classes ; - Créer et construire des établissements secondaires ; - Doter les établissements	- Les salles de classes sont construites dans les établissements secondaires ; - Les salles de classe sont équipées ; - Les établissements secondaires sont créés et construits ; - Les établissements sont dotés d'enseignants

N°:	Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
			d'enseignement secondaire des enseignants de qualité.	de qualités
10	Santé	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité	-Solliciter la création des centres de santé	Les centres de santé sont créés ;
			-Affecter le personnel de santé	Le personnel de santé y est affecté
			-Construire, approvisionner et équiper des pharmacies et laboratoires dans les CSI	Les pharmacies et les laboratoires dans les CSI sont construits, approvisionnés et équipés
11	Hydraulique	Faciliter l'accès à l'eau potable	Augmenter le nombre des puits, de forage et des biefs	Le nombre de puits, de forage et de biefs a augmenté
			-Mettre en place des comités de gestion des puits et forages	Des comités de gestion des puits et des forages sont mis en place
12	Energie	Faciliter l'accès à l'énergie électrique	Electrifier les villages	Les villages sont électrifiés ;
13	Mines, industrie et développement technologique	Faciliter l'accès à l'exploitation minière industrielle		
14	Travaux publics	Améliorer l'état des routes dans l'espace Communal	-Entretien et réhabiliter des pistes/routes	Les pistes et routes sont réhabilitées et entretenues ;
			-Construction d'ouvrage de franchissement	
15	Transport	Faciliter l'accès aux transports de qualité	-Créer des gares routières	Des gares routières sont créées
a	Affaires sociales	Améliorer l'épanouissement des couches défavorisées	- Insérer des handicapés dans la société	Des handicapés sont insérés dans la société
			-Créer des structures d'encadrement	- Les structures d'encadrement sont créées

N°:	Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
17	<b>Promotion de la femme et de la famille</b>	Améliorer les conditions de vie de la femme	- Limiter les mariages précoces	- Les mariages précoces sont limités
			- Valoriser la femme dans la société	- La femme est valorisée
			- Faciliter l'accès aux moulins à céréales	- Les moulins à céréales sont accessibles partout à travers la commune
18	<b>Jeunesse</b>	Promouvoir l'épanouissement de la jeunesse et adultes	- Créer des structures d'encadrement des jeunes.	- Des structures d'encadrement des jeunes sont créées
19	<b>Sport et éducation physique</b>	. Améliorer durablement création, l'acquisition et l'accès des infrastructures sportives afin de faciliter	- Créer des infrastructures sportives	Des infrastructures sportives sont créées
20	<b>Emploi et formation professionnelle</b>	Faciliter l'accès à la formation professionnelle et auto-emploi	- Créer un centre de formation professionnelle.	Un centre de formation professionnel est créé
			- Doter le centre d'un personnel d'encadrement compétent	Le centre est doté d'un personnel compétent
21	<b>Petites et moyennes entreprise, économie sociale et artisanat</b>	Faciliter le développement artisanal et promouvoir la création des PME	- Créer d'un centre de la formation des artisans	Un centre de formation des artisans est créé
22	<b>Tourisme</b>	Faciliter l'épanouissement touristique	- Créer des sites touristiques	- Des sites touristiques sont créés
23	<b>Culture</b>	Améliorer l'épanouissement culturel	- Organiser cérémonies valorisant les danses traditionnelles	Les Cérémonies valorisant les danses traditionnelles sont organisées
			- Enseigner les langues maternelles	Les langues maternelles sont enseignées
24	<b>Commerce</b>	Promouvoir les activités de commerce	- Créer des marchés journaliers	Les marchés journaliers sont créés
25	<b>Poste et Télécommunication</b>	Améliorer l'accès aux services de poste et de télécommunication	- Créer un télé centre communautaire	Un télé centre communautaire est créé
			- Renforcer de la couverture du réseau de la téléphonie mobile	La couverture du réseau de la téléphonie mobile est renforcée
			- Créer un centre multimédia	Un centre multimédia est créé

N°:	Secteurs	Objectifs	Moyens/Actions	Solutions/Fin/Résultat
26	Travail et sécurité social	Favoriser l'accès à l'emploi	- Susciter la création des emplois	Des emplois sont créés
27	Recherche scientifique et innovation	Promouvoir l'appui à la recherche scientifique		
28	Enseignement supérieur	Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur	- Primer et subventionner les étudiants	Les étudiants sont primés et subventionnés
29	Communication	Améliorer durablement l'accès à l'information et aux canaux de communication	- Renforcer des capacités des ondes radio et télévision	- les capacités des ondes radio et télé sont renforcées
			- Créer une librairie et de bibliothèque municipale	Une librairie et une bibliothèque municipale sont créées

# **5 BESOINS CONSOLIDES PAR COMPOSANTE**

## **5.1 BESOINS ET ATTENTES DES CORPS DE METIERS**

**Tableau 15 : Besoins et attentes exprimés par corps de métier**

Corps de métier	Nbre d'impliqué/ nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
<b>Forgerons</b>	08/15	Non formelle	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de matériel</li> <li>➤ Insuffisance de matière première</li> <li>➤ Eloignement des points d'eau potables</li> <li>➤ Insuffisance de moulins à céréales</li> </ul>		Peu rentable	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Besoin de matière première</li> </ul>
<b>Brasseuses de vin local (bil-bil)</b>	20/14	Non formelle	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Cherté des ustensiles</li> <li>➤ Fragilité des ustensiles</li> <li>➤ Insuffisance des combustibles</li> <li>➤ Insuffisance des points d'eau potables</li> <li>➤ Eloignement des moulins</li> <li>➤ Etroitesse des hangars</li> <li>➤ Insuffisance des places assises</li> <li>➤ Insuffisance de couverture du réseau électrique</li> <li>➤ Insuffisance d'enseignants qualifiés</li> <li>➤ Faible organisation</li> <li>➤ Mariage précoce</li> <li>➤ Sous-scolarisation de la jeune fille</li> </ul>		Bénéfice incertain selon le marché	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Amélioration des hangars</li> <li>❖ Acquisition des bancs</li> <li>❖ Acquisition des moulins</li> <li>❖ Acquisition des marmites</li> <li>❖ Création des points d'eau potable</li> </ul>

Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Inexistence de sites touristiques</li> <li>➤ Insuffisance d'encadrement technique</li> <li>➤ Appropriation difficile des terres cultivables</li> <li>➤ Inexistence des GICs</li> <li>➤ Difficulté à développer les AGRs</li> <li>➤ Cout élevé des intrants agricoles</li> <li>➤ Insuffisance de mares d'abreuvement du bétail</li> <li>➤ Insuffisance de suivi vétérinaires</li> <li>➤ Cherté des soins de santé</li> </ul>			
<b>Coiffeurs</b>	07/03	Non formelle	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de matériels</li> <li>➤ Coupures fréquente d'électricité</li> <li>➤ Inexistence d'emploi pour jeune</li> <li>➤ Mauvaise organisation</li> <li>➤ Réseaux téléphonique instable</li> <li>➤ Insuffisance d'arbres</li> </ul>		Revenu moyen	❖ Besoin en matériel



Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
<b>Réparateur moto</b>	22/17	Non formelle	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de moyens financiers</li> <li>➤ Inexistence de hangar approprié</li> <li>➤ Insuffisance de matériel</li> <li>➤ Indisponibilité des pièces de réchanges</li> <li>➤ Inexistence de centre de formation professionnelle</li> <li>➤ Faible organisation de la profession</li> <li>➤ Difficulté d'accès à la terre</li> </ul>		Moyen	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ -Besoin de local approprié</li> <li>❖ Acquisition du matériel et des pièces rechanges</li> </ul>
<b>Photographe</b>	08/05	Non formelle	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Non retrait des photos par les clients</li> <li>➤ Eloignement des studios de développement</li> <li>➤ Insuffisance de matériel (ordinateurs imprimantes)</li> <li>➤ Insuffisance d'énergie électrique</li> <li>➤ Inexistence des sites touristiques</li> <li>➤ Faible couverture des</li> </ul>		Rentabilité incertain	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Besoin de matériel (ordinateur, imprimante)</li> </ul>

Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
				faisceaux ➤ Insuffisance de moyens financiers ➤ Inexistence des centres de formation professionnelle ➤ Inexistence d'emploi pour jeune			
<b>Call boxer</b>	06/03	Non formelle	Bonne	➤ Difficulté de ravitaillement en crédit de communication ➤ Instabilité du réseau ➤ Insuffisance d'emploi pour jeunes ➤ Faible organisation du corps de métier ➤ Difficulté d'accès aux AGR ➤ Eloignement de l'enseignement supérieur ➤ Insuffisance des points d'eau ➤ Coupures d'électricité récurrentes ➤ Insuffisance d'école ➤ Indisponibilité des terres ➤ Insuffisance d'arbres		Peu rentable	❖ Créer un point de distribution agréé de crédit de communication ❖ Améliorer le réseau
<b>Vendeurs de carburants</b>	15/05	Non formelle	Bonne	➤ Difficulté pour certains clients à rembourser les dettes		Pas rentable	❖ Financement pour l'auto-

Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de moyens financiers</li> <li>➤ Instabilité des prix du carburant</li> <li>➤ Insécurité</li> <li>➤ Faible organisation</li> <li>➤ Inexistence d'emploi pour jeunes</li> <li>➤ Absence de centre de loisirs</li> <li>➤ Inexistence de GIC</li> </ul>			emploi
<b>Moto-taximen</b>	25/09	Non formelle	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Concurrence déloyale des transporteurs par car / taxi</li> <li>➤ Mauvais état des routes en saison pluvieuse</li> <li>➤ Insécurité</li> <li>➤ Non respect des contrats par les propriétaires des motos</li> <li>➤ Insuffisance d'arbres</li> <li>➤ Inexistence d'emploi pour les jeunes</li> <li>➤ Inexistence des sites touristiques</li> <li>➤ Insuffisance des moyens financiers</li> <li>➤ Difficulté à développer les</li> </ul>		Rentabilité incertaine	❖ Interdire aux transporteurs d'entrer dans les quartiers avec les clients

Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
				AGR ➤ Faible couverture médiatique ➤ Inexistence des centres de loisirs ➤ Exode rural ➤ Inexistence de centre de formation professionnelle			
<b>Restauration</b>	11/07	Non formelle	Bonne	➤ Difficulté pour certains clients à rembourser les dettes ➤ Insuffisance de moyens financiers ➤ Instabilité des prix du carburant ➤ Insécurité ➤ Faible organisation ➤ Inexistence d'emploi pour jeunes ➤ Absence de centre de loisirs ➤ Inexistence de GIC		Assez rentable	❖ Aménagement du local ❖ Stock des denrées alimentaires à mettre à notre disposition
<b>Bouchers (soya men)</b>	06/05	Non formelle	Bonne	➤ Inconfortabilité des hangars ➤ Difficulté d'accès au bois de chauffe ➤ Instabilité des prix de la viande ➤ Irritation des yeux par la fumée ➤ Insuffisance des points d'eau		Rentable	❖ Aménagement de l'espace de grillage de viande ❖ Approvisionnement en bois de

Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
				potables ➤ Difficultés d'accès au AGR ➤ Insuffisance des moyens financiers ➤ Difficulté d'accès à la propriété foncière			chauffage ❖ Aménagement des hangars
<b>Tailleurs</b>	20/10	Non formelle	Bonne	➤ Insuffisance de moyens financiers ➤ Cherté de la matière première ➤ Rareté des clients ➤ Difficulté d'accès aux pièces de rechange ➤ Insuffisance d'emplois pour jeunes ➤ Insécurité ➤ Insuffisance d'infrastructures de loisirs ➤ Insuffisance d'espaces cultivables ➤ Faible couverture de faisceaux ➤ Insuffisance des AGR ➤ Inexistence de centre de formation professionnelle		Rentabilité incertain	❖ Réduction de l'impôt libérateur ❖ Réduction du prix de la matière première

Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Sous-scolarisation de la jeune fille</li> <li>➤ Faible organisation de la profession</li> </ul>			
<b>Bouchers</b>	08/08	Non formelle	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de moyens financiers</li> <li>➤ Abattoir en mauvais état</li> <li>➤ Absence de points d'eau à l'abattoir (point d'eau inexistant dans le quartier)</li> <li>➤ Cout élevé des taxes</li> <li>➤ Absence d'un point de vente fixe</li> <li>➤ Hangars en matériaux provisoires</li> <li>➤ Mauvaise organisation de la population</li> <li>➤ Eloignement de l'Université</li> <li>➤ Inexistence des structures d'encadrement pour jeunes</li> <li>➤ Inexistence des sites touristiques</li> <li>➤ Difficulté d'accès aux médias</li> </ul>		Rentable	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Réaménagement de l'abattoir</li> <li>❖ Appui de la commune</li> <li>❖ Acquisition du matériel de travail</li> <li>❖ Création d'un point d'eau potable à l'abattoir</li> <li>❖ Réduire les taxes</li> <li>❖ Construction d'un hangar en matériaux définitif pour la vente</li> </ul>
<b>Exploitants</b>	06/03	Non	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de pièces de</li> </ul>		Rentable	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Baisse du prix</li> </ul>

Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
moulins		formelle		<ul style="list-style-type: none"> <li>rechange des moulins</li> <li>➤ Cherté des pièces de rechanges</li> <li>➤ Inexistence de GIC</li> <li>➤ Insuffisance d'arbres</li> <li>➤ Elargissement des berges du mayo</li> <li>➤ Faible revenu</li> <li>➤ Inexistence de centre de formation</li> <li>➤ Insuffisance d'emploi pour <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Jeunes</li> </ul> </li> <li>➤ Panne des moulins</li> <li>➤ Cout élevé de l'électricité</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>de l'électricité</li> <li>❖ Approvisionnement en pièce de rechange</li> </ul>
Pousseur	100 /17	Non formelle	Conflictuelle (service d'hygiène)	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de moyens financiers</li> <li>➤ Inexistence d'espace de loisirs</li> <li>➤ Insuffisance d'emploi pour jeunes</li> <li>➤ Insuffisance d'encadrement</li> <li>➤ Infertilité des sols</li> <li>➤ Insuffisance d'espaces cultivables</li> <li>➤ Mauvaise organisation</li> </ul>		Rentabilité incertaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Acquisition des poussettes personnel</li> </ul>
Exploitant	02/02	Non	Bonne	➤ Coupure intempestive de		Rentable	❖ Besoin en

Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
discothèque		formelle		l'énergie électrique ➤ Cherté du prix du kw ➤ Inexistence de centre de formation professionnelle ➤ Insuffisance d'emploi pour jeune ➤ Inexistence de musées d'arts ➤ Insuffisance de couverture radio et télé ➤ Insuffisance de moyens financiers			groupe électrogène
Menuiserie métallique	04/03	Non formelle	Bonne	➤ Insuffisance de matériel ➤ Local non aménagé ➤ Insuffisance de moulins ➤ Insuffisance d'écoles ➤ Insuffisance de moyens financiers ➤ Sous-scolarisation de la jeune fille ➤ Insuffisance de points d'eau potable ➤ Cherté des soins de santé ➤ Insuffisance d'encadrement des jeunes ➤ Insuffisance d'arbres		Peu rentable	❖ Approvisionnement en matériel ❖ Aménagement du local



Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Infertilité des sols</li> </ul>			
<b>Transporteurs</b>	30/09	Syndicat des transporteurs routiers	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mauvais état des routes</li> <li>➤ Contrôle routiers abusifs</li> <li>➤ Inexistence de sites touristiques</li> <li>➤ Difficulté d'accès à la terre</li> <li>➤ Insécurité (coupeur de routes et autres)</li> <li>➤ Insuffisance de moyens financiers</li> <li>➤ Insuffisance de moyens de transports</li> <li>➤ Pauvreté du sol</li> <li>➤ Insuffisance de suivi technique</li> </ul>		Bonne rentabilité	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Augmenter le nombre de véhicule</li> <li>❖ Réhabiliter les routes</li> <li>❖ Réduire les postes de contrôle routiers</li> </ul>
<b>Vendeurs de pièces détachées</b>	09/04	Non formelle	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insécurité</li> <li>➤ Insuffisance de moyens financiers</li> <li>➤ Mauvaise organisation</li> <li>➤ Sous-scolarisation des jeunes filles</li> <li>➤ Insuffisance de terres</li> <li>➤ Insuffisance d'emplois pour jeunes</li> <li>➤ Insuffisance d'infrastructures</li> </ul>		Bonne rentabilité	

Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ sportives</li> <li>➤ Mauvaise répartition du réseau électrique</li> </ul>			
<b>Vendeurs de bétail</b>	+ 100/06	Non formelle	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de moyens financiers</li> <li>➤ Difficulté d'accès au titre foncier</li> <li>➤ Inexistence de GIC pour la profession</li> <li>➤ Mauvaise organisation des vendeurs de bétail</li> <li>➤ Insuffisance d'espaces cultivables</li> <li>➤ Infertilité des sols</li> <li>➤ Faible organisation des femmes</li> <li>➤ Insuffisance de table-bancs</li> <li>➤ Insuffisance de points d'eau potable</li> </ul>		Rentable	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Financement pour mieux mener leurs activités</li> </ul>
<b>Exploitant d'eau potable</b>	03/02	Non formelle		<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nappe phréatique profonde</li> <li>➤ Absence du matériel adéquat pour forer</li> <li>➤ Insuffisance de moyens financiers pour l'achat des produits de traitement de l'eau</li> </ul>		Peu rentable	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Acquisition de motopompes</li> <li>❖ Besoin des pousses</li> <li>❖ Construire des</li> </ul>

Corps de métier	Nbre d'impliqué/nbre de présents à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Difficultés	Opportunités	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimés par les acteurs
				<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insuffisance de matériel de travail</li> <li>➤ Faible revenu</li> <li>➤ Elargissement des berges du mayo</li> <li>➤ Inexistence de sites touristiques</li> <li>➤ Instabilité du réseau de téléphonie mobile</li> </ul>			<p>abreuvoirs pour abreusement de bétail</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Appui pour atteindre la nappe phréatique</li> </ul>

## 5.2 BESOINS ET ATTENTES DES COUCHES VULNERABLES

Tableau 16 : Besoins et attentes des couches vulnérables

Corps de métiers	Audience		Activités pratiquées	Opportunités	Besoins/attentes	Niveau d'organisation	Relation avec la mairie	Difficultés rencontrées
	Présent	Concerné						
Handicapés moteurs	09	16		Aucune	-Besoins des tricycles -Construire un centre de réanimation -Création des structures socio-économiques	Non formelle	Aucune	-Difficultés d'accès aux infrastructures publics -Dépendance vis-à-vis des autres -Déplacement difficile en SS -Manque d'assistance de l'Etat
Sourds-muets / mal entendant	03	27		Aucune	-Education des sourds muets	Non formelle	Aucune	-Marginalisation par le reste de la société
Handicapés visuels	06	53		Aucune	-Besoins des lunettes optiques et des canes	Non formelle	Aucune	-Marginalisation
Orphelins vulnérables (mineurs)	27	51	Vente d'eau - Chargeur - Tâcheron	Aucune	-Foyer d'accueil -Faciliter l'accès à un micro crédit	Non Formelle	Aucune	-Rejet par la société
Grands malades	0	0	0	0	0	0	0	
Veuves	39	129	Petits commerces	Aucune		Non Formelle	Aucune	
Personnes du 3e âge	12	36	Artisanats ; Petit commerce	Aucune	-Création d'un centre	Non Formelle	Aucune	-Abandon à eux-mêmes

Corps de métiers	Audience		Activités pratiquées	Opportunités	Besoins/attentes	Niveau d'organisation	Relation avec la mairie	Difficultés rencontrées
	Présent	Concerné						
					d'encadrement des vieillards			
Bororo	0	0		Aucune		Non Formelle	Aucune	
Personnes vivants avec le VIH/SIDA	0	0		Aucune		Non Formelle	Aucune	

## 5.3 BESOINS CONSOLIDES DES DIAGNOSTICS DE L'ESPACE RURAL ET URBAIN

### 5.3.1 HYDRAULIQUE

Village	FONCTIONNEMENT DU POINT D'EAU EXISTANT							NOUVEAUX BESOINS HYDRAULIQUES			
	Type de point d'eau	Etat de l'ouvrage	Exploitation de l'ouvrage	Si panne, cause	Quantité d'eau suffisante	Qualité de l'eau	Entretien et réparation	Nouveaux points d'eau (vi)			
	(i)	(ii)	(iii)		(O/N)	(iv)	(v)	Forage	Puits	Source	Autres
ZOUMBA	F	B	EX		O	C	EN	5			
POURTAMAI Guiziga	F	B	EX		N	C	RE	10			
POURTAMAI Fulbé	F	R	AB	O	N	C	EN	9			
MASSAKAL Kongong	F	B	EX		N	C	EN	5			
MASSAKAL Holome	F	B	EX		N	C	EN				
YOLA MALIKI Ecole	F	B	EX		N	C	EN				
Nassarao YOLA MALIKI	F	B	EX		N	C	EN				
YOLA MALIKI Foulbé	F	B	EX		N	C	EN				
WOURO WANDOU	F	B	EX		N	C	EN	2			
WOURO WANDOU Hodango	F	B	EX		N	C	EN				
WOURO WANDOU	F	B	EX		N	C	EN				
IBBAO 1	F	B	EX		N	C	EN	1			
IBBAO 2	F	B	EX		N	C	EN				
IBBAO	F	E	AS	O	N		RE				
IBBAO Ecole	F	B	EX		N	C	EN				
IBBAO Chefferie	F	B	EX		N	C	EN				
IBBAO Fulbe	F	B	EX		N	C	EN				
IBBAO Foulbe	F	B	EX		N	C	EN				
BARZA	F	B	EX		N	C	EN	8			
MAYEL NAOUDE	F	B	EX	O	N	C	RE	6			
MAYEL NAOUDE Mina	F	B	EX		N	C	EN				

Village	FONCTIONNEMENT DU POINT D'EAU EXISTANT							NOUVEAUX BESOINS HYDRAULIQUES			
	Type de point d'eau	Etat de l'ouvrage	Exploitation de l'ouvrage	Si panne, cause	Quantité d'eau suffisante	Qualité de l'eau	Entretien et réparation	Nouveaux points d'eau (vi)			
	(i)	(ii)	(iii)		(O/N)	(iv)	(v)	Forage	Puits	Source	Autres
MAYEL NAOUDE Minawa	F	B	EX		N	C	EN				
MIZILING ILEL	F	B	EX		N	C	EN	6			
MIZILING Chefferie	F	B	EX		N	C	EN				
MIZILING	F	B	EX		N	C	EN				
BANKARA Derbeling	F	B	EX		N	C	EN	2			
BANKARA Derbeling	F	B	EX		N	C	EN				
BANKARA Fulbé	F	B	EX	O	N	C	RE				
BANKARA Fulbé	F	B	EX		N	C	EN				
GAZAWA Ile de Goyang	F	B	EX		N	C	EN	0			
GAZAWA	F	B	EX		N	C	EN				
GAZAWA	F	B	EX	O	N	C	RE				
GAZAWA Marché	F	B	EX		N	C	EN				
GAZAWA	F	B	EX	O	N	C	RE				
GAZAWA	F	B	EX	O	N	C	RE				
GAZAWA	F	B	EX	O	N	C	RE				
E P de GAZAWA	F	B	EX	O	N	C	RE				
GAZAWA ouro oliwo	F	B	EX		N	C	EN				
Harde Diguirwo GAZAWA	F	B	EX		N	C	EN				
Ouro Malia GAZAWA	F	B	EX		N	C	EN				
Tchekelwo GAZAWA	F	B	EX		N	C	EN				
GAZAWA	F	B	EX		N	C	EN				
Goudourwo GAZAWA	F	B	EX		N	C	EN				
ZOUMBA	P	B	Ex		N	L	EN				
ZOUMBA	P	B	Ex		N	L	EN				
ZOUMBA	P	B	Ex		N	L	EN				
POURTAMAI Guiziga	P	B	EX		O	C	RE				
POURTAMAI	P	B	EX		N	L	EN				

Village	FONCTIONNEMENT DU POINT D'EAU EXISTANT							NOUVEAUX BESOINS HYDRAULIQUES			
	Type de point d'eau	Etat de l'ouvrage	Exploitation de l'ouvrage	Si panne, cause	Quantité d'eau suffisante	Qualité de l'eau	Entretien et réparation	Nouveaux points d'eau (vi)			
	(i)	(ii)	(iii)		(O/N)	(iv)	(v)	Forage	Puits	Source	Autres
Guiziga											
POURTAMAI Fulbé	P	B	Ex		N	L	EN				
POURTAMAI Fulbé	P	B	Ex		N	L	EN				
POURTAMAI	P	B	Ex		N	L	EN				
POURTAMAI Moufou	P	B	Ex		N	L	EN				
POURTAMAI Moufou	P	B	Ex		N	L	EN				
POURTAMAI Moufou	P	B	Ex		N	L	EN				
MASSAKAL Holome	P	B	EX		N	T	EN				
MASSAKAL Holome	P	B	EX		N	T	EN				
MASSAKAL Holome	P	B	EX		N	L	EN				
MASSAKAL Holome	P	B	EX		N	L	EN				
YOLA MALIKI Foulbe	P	B	EX		N	L	EN				
YOLA MALIKI Foulbe	P	B	EX		N	L	EN				
WOURO WANDOU Hodango	P	B	EX		N	C	EN				
BARZA guizigaré	P	B	EX		N	C	EN				
BARZA guizigaré	P	B	EX		N	L	EN				
BARZA Fulbé	P	B	EX		N	L	EN				
BARZA Fulbé	P	B	EX		N	L	EN				
MAYEL NAOUDE	P	B	EX		N	L	EN				
MAYEL NAOUDE Minawa	P	B	EX		N	L	EN				
MAYEL NAOUDE Minawa	P	B	EX		N	C	EN				
MIZILING Ilel	P	B	EX		N	L	EN				
MIZILING Ilel	P	B	EX		N	L	EN				
MIZILING Ilel	P	B	EX		N	L	EN				
MIZILING Hosseré	P	B	EX		N	C	EN				
MIZILING Hosseré	P	B	EX		N	L	EN				



Village	FONCTIONNEMENT DU POINT D'EAU EXISTANT							NOUVEAUX BESOINS HYDRAULIQUES			
	Type de point d'eau	Etat de l'ouvrage	Exploitation de l'ouvrage	Si panne, cause	Quantité d'eau suffisante	Qualité de l'eau	Entretien et réparation	Nouveaux points d'eau (vi)			
	(i)	(ii)	(iii)		(O/N)	(iv)	(v)	Forage	Puits	Source	Autres
MIZILING Centre	P	B	EX		N	C	EN				
MIZILING Centre	P	B	EX		N	L	EN				
MIZILING Centre	P	B	EX		N	L	EN				
MIZILING Centre	P	B	EX		N	L	EN				
MIZILING Centre	P	B	EX		N	L	EN				
MIZILING Centre	P	B	EX		N	L	EN				
BANKARA Derbeling	P	B	EX		N	C	EN				
BANKARA Derbeling	P	B	EX		N	L	EN				
BANKARA Derbeling	P	B	EX		N	L	EN				
BANKARA Derbeling	P	B	EX		N	L	EN				
BANKARA Fulbé	P	B	EX		N	L	EN				
BANKARA Fulbé	P	B	EX		N	C	EN				
BANKARA Fulbé	P	B	EX		N	L	EN				
BANKARA Fulbé	P	B	EX		N	L	EN				
BANKARA Fulbé	P	B	EX		N	C	EN				
BANKARA Fulbé	P	B	EX		N	L	EN				
BANKARA Fulbé	P	B	EX		N	L	EN				
GAZAWA chefferie	P	B	EX		N	C	EN				
GAZAWA chefferie	P	B	EX		N	L	EN				
GAZAWA ouroumalia	P	B	EX		N	L	EN				
GAZAWA Tchekelwo II	P	B	EX		N	L	EN				
GAZAWA centre	P	B	EX		N	C	EN				
<b>Total</b>								<b>54</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 5.3.2 SANTE

	Village			ZOUM BA	POURTA MAI	MASSA KAL	YOL A MALI KI	WOUR O WAND OU	IBB AO	BAR ZA	MAYE L NAOU DE	MIZILI NG	BANKA RA	GAZA WA	Total	
CENTRE EXISTANT	Informations générales sur le Centre	Statut du centre	(i)	0	0	INT	0	0	0	0	0	0	0	CMA		
	Besoin en personnel	Médecin	(ii)	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
		IDE		0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	3	5
		IB		0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	2	5
		AS		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3	4
		Matrone		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
		Commis		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
	Besoins en infrastructures	Réhabilitation	(ii)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
		Nouveau bâtiment		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3
	Besoins en équipement du centre	Lit	(ii)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	15	25
		Labo		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
		Maternité		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
		Pharmacie		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
		Réfrigérateur		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3
		Autres		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Besoin en aménagement	Point d'eau	(ii)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
		Latrine		0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	4
		Reboisement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Clôture		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
		Dispositif de traitement déchet		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
		Logement médecin		0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	
		Autres		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Gestion du Centre	Formation Comité de gestion	(O/N)	N	N	O	N	N	N	N	N	N	N	N	O	
Formation Comité de santé		(O/N)	N	N	O	N	N	N	N	N	N	N	N	O		

	Village		ZOUM BA	POURTA MAI	MASSA KAL	YOL A MALI KI	WOUR O WAND OU	IBB AO	BAR ZA	MAYE L NAOU DE	MIZILI NG	BANKA RA	GAZA WA	Total
BESOIN DE NOUVEAU CENTRE	Hôpital	(iii)	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	2
	CSI		0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
	Autre		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

### 5.3.3 COUCHES VULNERABLES

Village		ZOUMB A	POURTAM AI	MASSAK AL	YOLA MALIKI	WOURO WANDOU	IBBAO	BARZA	MAYEL NAOUDE	MIZILING	BANKA RA	GAZAWA	TOTAL
EFFECTIFS/COUCHES VULNERABLES	Handicapés s moteurs	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	12	16
	Sourds- muets / mal entendant	0	4	0	3	0	5	0	1	2	0	12	27
	Handicapés visuels	9	2	3	12	3	1	4	2	5	2	10	53
	Orphelins vulnérables (mineurs)	2	0	5	0	2	14	0	0	7	6	15	51
	Grands malades	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Veuves	21	10	10	8	5	0	4	17	2	5	47	129
	Personnes du 3e âge	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36	36
	Bororo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Personnes vivants avec le VIH/SIDA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Village		ZOUMBA	POURTAM	MASSAK	YOLA	WOURO	IBBAO	BARZA	MAYEL	MIZILING	BANKA	GAZAWA	TOTAL
		A	AI	AL	MALIKI	WANDOUC			NAOUC		RA		
	Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BESOINS EN EQUIPEMENTS	Chaise roulante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Béquilles	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	10	13
	Lunettes optiques	6	1	2	10	2	0	3	2	5	0	8	39
	Cannettes	7	2	2	8	2	0	2	2	1	3	5	34
	Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BESOINS EN APPUIS DIVERS	Encadrement psychosocial	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	11
	Aides et secours	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1	1	10
	Bourses d'études	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
	Subventions activités génératrices de revenus	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	11
	Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 5.3.4 MARCHAND

Village		ZOUMBA	POURTAMAI	MASSAKAL	YOLA MALIKI	MAYEL NAOUD E	GAZAW A	WOURO WANDOU	IBBAO	BARZ A	BANKARA	TOTAL	
EQUIPEMENT EXISTANT	Type d'infrastructures	Magasin	1	6	3	2	1	3	0	0	0	0	15
		Marché / complexe commerciale	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
		Gare routière	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
		Parc à bétail	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
		Abattoir	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
		Pépinière	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Besoins sur l'équipement	Réhabilitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Comptoir	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Boutique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Hangar	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boucherie		0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	

Village		ZOUMBA	POURTAMAI	MASSAKAL	YOLA MALIKI	MAYEL NAOUD E	GAZAW A	WOURO WANDOU	IBBAO	BARZ A	BANKARA	TOTAL	
		Poissonnerie	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
		Chambre froide	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
		Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Besoins en aménagement	Point d'eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Latrine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Dispositif de traitement déchet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Reboisement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Electricité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Rampes d'accès pour handicapés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BESOIN DE NOUVEL EQUIPEMENT	Bureau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
BESOIN DE NOUVEL EQUIPEMENT	Magasin	0	0	0	0	0	4	1	1	1	1	8	
	Marché / complexe commerciale	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2	

Village		ZOUMBA	POURTAMAI	MASSAKAL	YOLA MALIKI	MAYEL NAOUD E	GAZAW A	WOURO WANDOU	IBBAO	BARZ A	BANKARA	TOTAL
	Gare routière	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
	Parc à bétail	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
	Abattoir	1	1	1	1	1	0	1	1	1	1	8
	Pépinière	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	9
	Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 5.3.5 ELECTRIFICATION

Village	REHABILITATION ET ENTRETIEN DE L'OUVRAGE						BESOINS NOUVEAUX					
	Transformateurs à réhabiliter	Groupe à réhabiliter	Poteaux à remplacer	Longueur moyenne tension à remplacer	Longueur basse tension à remplacer	Nombre de branchements à réaliser	Transformateurs	Groupes électrogènes	Poteaux	Moyenne tension	Basse tension	Autres
	(i)			(en km)	(en km)		(i)			(en km)	(en km)	
ZOUMBA	0	0	0	0	0	0	1					0
POURTAMAI	0	0	0	0	0	0	1					0
MASSAKAL	0	0	0	0	0	0	1					0
YOLA MALIKI	0	0	0	0	0	0	1					0
WOURO WANDOU	0	0	0	0	0	0	1					0
IBBAO	0	0	0	0	0	0	1					0
BARZA	0	0	0	0	0	0	1					0
MAYEL NAOUDE	0	0	0	0	0	0	1					0
MIZILING	0	0	0	0	0	0	1					0
BANKARA	0	0	0	0	0	0	1					0
GAZAWA	1	0	15	0	0	50	2					0
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	



## 6 PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DURABLE DES TERRES

Tableau 16: Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal.

Ressources naturelles	Localisation	potentiels	Utilisation / utilisateurs	Contrôleurs	Mode de gestion	tendances	Problèmes/contraintes	Action à entreprendre
<b>Sable</b>	Dans tous les villages	Près de 90 % non exploité	Construction des habitations Les riverains constitués des hommes	Libre	Gestion anarchique		Faible exploitation	Sensibiliser les populations sur les opportunités qu'offre l'exploitation du sable
<b>Graviers et pierres</b>	Dans tous les villages	Plus de 85 % non exploité	Construction des habitations Les riverains constitués des hommes	Libre	Gestion anarchique		Inexistence de carrières	Création des carrières
<b>Rochers</b>	Massakal, Pourtamaï, Yola Maliki	Potentiel à 100% non encore exploité	Les riverains constitués des femmes	Libre	Gestion anarchique	-	-	Viabilisation d'un site en vue d'attirer des potentiels touristes
<b>Terres cultivables</b>	Tous les villages	plus de 80 % de terres non encore cultivées	agriculture Agriculteurs	Chefs traditionnels ; Chef familial	Gestion anarchique	Légère diminution des terres cultivables par l'effet de l'exploitation minière artisanale Perte considérable des cultures	Mauvaise technique d'exploitation minière Dévastation des cultures par les bœufs	Délimitation des espaces agropastoraux
<b>Pâturage</b>	Tous les villages	100% exploité	Elevage	Mairie ; Autorités	Elevage contrôlé	Diminution considérable et	Envahissement du pâturage par	Création des champs de fourragers

Ressources naturelles	Localisation	potentiels	Utilisation / utilisateurs	Contrôleurs	Mode de gestion	tendances	Problèmes/contraintes	Action à entreprendre
			Eleveurs	administratives en charge		progressive du pâturage	le Bokassa et la sensitive épineuse Les feux de brousse	Sensibilisation sur les méfaits des feux de brousse
<b>Faune</b>	Tous les villages	animaux	La chasse de subsistance	Libre	Chasse de subsistance	Diminution d'animaux	Feux de brousse	Sensibilisation sur les méfaits de feux de brousse
<b>Cours d'eau</b>	Tous les villages	Eau	Utilisation de l'eau en saison en saison pour les cultures maraîchères Les riverains constitués des hommes	Libre	Gestion anarchique	Diminution progressive et tarissement des puits creusé dans le mayo en saison sèche	Conflit entre les agriculteurs sur le creusage des puits	Sensibiliser et organiser les agriculteurs sur l'utilisation des puits
<b>Rônier</b>	Tous les villages	Un potentiel non encore exploité	Fruits comestibles est un remède contre l'Hypertension artériel	Libre	Gestion anarchique	Très faiblement exploité	-	-

# 7 PLANIFICATION STRATEGIQUE.

## 7.1 VISION ET OBJECTIFS DU PCD.

L'objectif global du Plan communal de Développement de la Commune de Gazawa est de définir un cadre assurant à la commune une croissance équilibrée en répondant aux aspirations de la population dans une perspective de durabilité. Il s'intègre dans la vision globale du Cameroun à l'horizon 2035 qui est orientée par le Document de Stratégie de Croissance et de l'Emploi. Ainsi, le PCD de la commune de Gazawa vise la réduction de l'extrême pauvreté rurale et l'accès aux services de base de qualité pour toutes les populations.

## 7.2 ARTICULATION AVEC LES OMD ET LES OBJECTIFS DU DSCE

Les OMD et le DSCE sont les cadres d'orientation du Plan de Développement Communal de Gazawa. Les programmes et projets issus de ce plan visent ces objectifs et tendent à appliquer les stratégies recommandées par le DSCE qui appellent toutes les consciences de la commune de Gazawa à œuvrer ensemble pour enrayer la pauvreté endémique et massive de la population et réaliser un développement plus humain.

Ainsi, les objectifs spécifiques du plan communal de développement s'inscrivent dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui sont :

- éliminer l'extrême pauvreté et la faim,
- assurer une éducation primaire pour tous,
- promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des sexes,
- réduire la mortalité infantile,
- améliorer la santé maternelle,
- combattre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies,
- assurer un environnement durable

Les différentes idées de projets couvrent également les principaux piliers du Document des Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui sont la croissance et l'emploi

## 7.3 CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR.

### 7.3.1 CADRE LOGIQUE SECTEUR AGRICULTURE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèses de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Améliorer la productivité agricole</b>			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>O<sub>1</sub></b> - Fertiliser les sols	Le rendement agricole a augmenté de 70%	Statistiques agricole à la Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du développement Rural	Aléas climatiques
	<b>O<sub>2</sub></b> -Lutter contre les maladies des plantes	Maitrise de la protection des plantes de 90%	Rapport d'activités de la Brigade phytosanitaire	Disponibilité des produits phytosanitaires
	<b>O<sub>3</sub></b> -Accroître l'utilisation des semences améliorées	Mise en valeur de nouvelles terres	Rapport d'activités de la Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du développement Rural	Disponibilité du tracteur
	<b>O<sub>4</sub></b> -Moderniser les outils de production	Maitrise des outils de production	Rapport d'activités de la Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du développement Rural	
	<b>O<sub>5</sub></b> -Accroître les subventions			
<b>Résultats attendus</b>	<b>R<sub>1</sub></b> - Production agricole augmentée de 90%	Rendement par hectare	Rapport d'activités de la Délégation d'Arrondissement de	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
					l'Agriculture et du développement Rural	
	<b>R<sub>2</sub></b> - Réduction des attaques des prédateurs				Rapport d'activités de la Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du développement Rural	
	<b>R<sub>3</sub></b> - Augmentation des surfaces cultivables	Superficies emblavées ; Décente sur le terrain ;			Rapport d'activités de la Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du développement Rural	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	<b>A<sub>1-1</sub></b> - Fertiliser les sols avec les engrais chimiques et organiques	X	X	X		
	<b>A<sub>1-2</sub></b> - Former les producteurs aux techniques de fertilisation (système de culture sous couverture végétal, compost)	x	x	X	100 000 000	
	<b>A<sub>1-3</sub></b> -Mise en place des techniques anti-érosifs	X	x	X		
<b>A<sub>2</sub></b> -Renforcer les capacités des producteurs	x	x	X	50 000 000		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèses de réalisation
	s en technique de traitement des produits phytosanitaires et naturels					
	A <sub>3.1</sub> -octroyer aux producteurs le matériel (de labour, de traitement phytosanitaire)	X	X	X	100 000 000	
	A <sub>3.2</sub> -Former les producteurs à l'utilisation du matériel et à l'utilisation des semences améliorées	X	X	X	25 000 000	
<b>Total</b>					<b>275 000 000</b>	

### 7.3.2 CADRE LOGIQUE SECTEUR ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Améliorer la productivité et la production animale</b>			
Objectifs spécifiques	<b>O<sub>1</sub></b> - renforcer le personnel d'encadrement en matériel approprié	Support de formation	Rapport d'activités Délégation d'Arrondissement de l'élevage des pêches et des industries animales	- Implication de la commune et de la délégation d'arrondissement des pêches de l'élevage et des industries animales -Les organisations paysannes -Le comité de développement
	<b>O<sub>2</sub></b> - Délimiter les espaces pastoraux	- GIC des éleveurs - Délégation d'arrondissement des pêches de l'élevage et des industries animales	Rapport d'activités Délégation d'Arrondissement de l'élevage des pêches et des industries animales	- Implication de la commune et de la délégation d'arrondissement des pêches de l'élevage et des industries animales -Les organisations paysannes -Le comité de développement
	<b>O<sub>3</sub></b> - Disposer d'un magasin de vente d'aliments pour les animaux	- GIC des éleveurs - Délégation d'arrondissement des pêches de l'élevage et des industries animales	Rapport d'activités Délégation d'Arrondissement de l'élevage des pêches et des industries animales	- Implication de la commune et de la délégation d'arrondissement des pêches de l'élevage et des industries animales -Les organisations paysannes -Le comité de développement
	<b>O<sub>4</sub></b> - Créer des points d'eau	- GIC des éleveurs - Délégation d'arrondissement des pêches de l'élevage et des industries animales	Rapport d'activités Délégation d'Arrondissement de l'élevage des pêches et des industries animales	- Implication de la commune et de la délégation d'arrondissement des pêches de l'élevage et des industries animales -Les organisations paysannes -Le comité de développement

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	O5- Créer des parcs à vaccination et réhabiliter les parcs existants	- GIC des éleveurs - Délégation d'arrondissement des pêches de l'élevage et des industries animales			Rapport d'activités Délégation d'Arrondissement de l'élevage des pêches et des industries animales	- Implication de la commune et de la délégation d'arrondissement des pêches de l'élevage et des industries animales -Les organisations paysannes -Le comité de développement
Résultats attendus	R1-Amélioration de la qualité d'encadrement					- Implication de la commune et de la délégation d'arrondissement des pêches de l'élevage et des industries animales -Les organisations paysannes -Le comité de développement
Activités		Moyens				
		Humains	Matériels	Financiers	Coûts	
	A1-1-Recycler le personnel d'encadrement	X	X	X	5 000 000	
	A1-2- Former les agro-éleveurs aux techniques d'élevage (production de la biomasse fourragère)	X	X	X	10 000 000	
	A1-3- Convoquer la commission de délimitation	X	X	X	500 000	
	A2-1- Construire un magasin de vente des produits vétérinaires et équiper	X	X	X	130 000 000	
	A2-2 Construire 8 abattoirs (Gazawa ; bankara ; barza ; Wouro-wandou ; ibbao ; mayel-naoudé ; massakal houloum ; Yola maliki)	X	X	X	80 000 000	
	A2-3 Construire 2 parcs à bétail à gazawa	X	X	X	20 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>245 500 000</b>	



### 7.3.3 CADRE LOGIQUE SECTEUR CADASTRE, DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à la terre</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Faciliter l'accès au Titre Foncier	Les 2/3 de la population ont leurs Titres Fonciers			Rapport annuel Délégation des Domaines et Affaires Foncières	
Résultats attendus	R1- Les procédures d'obtention du titre foncier sont allégées				Rapport annuel Délégation des Domaines et Affaires Foncières	
Activités		Moyens			Coût	
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Sensibiliser les populations aux procédures d'obtention du Titre Foncier	X	X	X	3 000 000	
A1-2- Diffuser le matériel de procédure	X	X	X	2 500 000		
<b>TOTAL</b>					<b>5 500 000</b>	

### 7.3.4 CADRE LOGIQUE SECTEUR HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation	
<b>Objectif global</b>	<b>Susciter le développement Urbain et l'amélioration de l'Habitat</b>						
Objectifs spécifiques	O1- Réaménager les routes Communales O2-créer les canalisations d'écoulement d'eau O3- Promouvoir l'hygiène et la salubrité O4-Maitriser l'occupation des sols O5 – Assurer un logement à chaque ménage	IOV1-Fluidité de circulation des personnes et des biens IOV2-Maitrise de l'écoulement des eaux par les caniveaux et autres IOV- Ordures collectées et traitées, toilettes publiques construites IOV- Plan d'urbanisme IOV- Zone d'habitat convenablement assurée				Observation sur le terrain - Procès verbal des travaux et des études	Source de financement disponible
Résultats attendus	R1- Routes aménagées R2-Les eau de ruissellement sont canalisées	-Fluidité de circulation, peu ou pas d'inondation -Travaux d'assainissement				Engager les travaux de lotissement	
Activités		Moyens			Coût		
		Humains	Matériels	Financiers			
	A1-1-Identifier les routes à réaménager	X	X	X	5 000 000		
A1-2- Monter les Dossiers d'appel d'offre	X	X	X	2 500 000			

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	A1-3-Lancer les appels d'offre	X	X	X	1 000 000	
	A1-4-Sélectionner et contractualiser les prestataires de service	X	X	X	500 000	
	A1-5-Implanter les chantiers	X	X	X	50 000 000	
	A1-6-Lancer les travaux de réaménagement	X	X	X	200 000 000	
	A1-7-Réceptionner provisoirement les travaux	X	X	X	3 000 000	
	A1-8-Réceptionner définitivement les travaux	X	X	X	6 500 000	
<b>TOTAL</b>					<b>268 500 000</b>	

### 7.3.5 CADRE LOGIQUE SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à un environnement sain</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Améliorer l'assainissement de la Commune O2- Lutter contre l'éboulement des berges du mayo	IOV1- Absence de pollution IOV2- Mise en place des plantes anti-érosives	SV1-Rapport services d'hygiène et de salubrités SV2-Observation des zones reboisées			Adhésion des populations
Résultats attendus	R1- Environnement de la commune assaini R2- Maitrise de l'érosion hydrique				SV1-Rapport services d'hygiène et de salubrités SV2-Observation des zones reboisées	Adhésion des populations
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Reboisement ( <u>Azadirachta Indica.</u> )	X	X	X	60 000 000	
	A1-2- Entretien et suivi	X	X	X	20 000 000	
	A2-1- Planter l' <u>Ipoméa Carnéa</u>	X	X	X	100 000 000	
A2-2- Réalisation des biefs en pierres callées	X	X	X	200 000 000		
<b>TOTAL</b>					<b>380 000 000</b>	

### 7.3.6 CADRE LOGIQUE SECTEUR FORET ET FAUNE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter la préservation de la forêt et de la faune</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Augmenter le peuplement des arbres O2-Lutter contre le braconnage O3- Lutter contre les feux de brousse O4- Surveiller les peuplements des forêts	IOV1-Superficies des espaces reboisés IOV2-Nombre de permis de chasse délivré IOV3-Nombre de délinquants arrêtés IOV4-Nombre de contrevenants interpellés			SV1-Rapport du chef de poste des Forêts et Faunes SV2- Rapport Délégation Départemental des Forêts et Faunes	HP1-Adhésion massive de la population au reboisement HP2-Contrôle régulier des agents forestiers HP3- Adhésion des populations à la lutte contre les feux de brousse HP2- Police forestière et sensibilisation
Résultats attendus	R1- Peuplement des arbres augmenté dans la Commune R2-Braconnage réduit					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Identifier les pépiniéristes et les espaces à reboisés	X	X	X	2 000 000	-Adhésion des acteurs de reboisement
A1-2- Commander le nombre de	X	X	X	40 000 000	Disponibilité des plants	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	plants					
	A1-3-Entretien et suivi des plants	X	X	X	10 000 000	Expertise disponible
	A1-4-Créer une pépinière Communale	X	X	X	25 000 000	Disponibilité des terres
	A2-1-Sensibiliser et conscientiser la population	X		X	5 000 000	Bonne communication
<b>TOTAL</b>					<b>82 000 000</b>	

### 7.3.7 CADRE LOGIQUE SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIAL, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Lutter contre la recrudescence de l'insécurité</b>					
Objectifs spécifiques	O1-Augmenter le nombre des forces de maintien de l'ordre O2-Lutter contre la corruption	IOV1-Ratio population/force de maintien de l'ordre IOV2-Changement positif de mentalité				SV1-Service de maintien de l'ordre (Brigade de Gendarmerie) SV2- Rapport Commission National Anti-corruption
Résultats attendus	R1- Sécurisation des biens et des personnes assurée R2- Corruption réduite					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-Exprimer le besoin en personnel de maintien de l'ordre	X	X	X	200 000	
	A2 Sensibiliser les populations et tous les acteurs de la société afin de combattre la corruption	X	X	X	5 000 000	
A3-Construire l'hôtel de ville	X	X	X	200 000 000		
<b>Total</b>					<b>205 200 000</b>	

### 7.3.8 CADRE LOGIQUE SECTEUR EDUCATION DE BASE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à une Education de Base de qualité</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Créer et construire des nouveaux établissements scolaires O2- Augmenter les infrastructures et les équipements scolaires	IOV1-Bâtiments abritant les nouveaux établissements sur sites IOV2-Le nombre de salle de classes construites et équipées, le nombre de salles de classes réhabilités			Rapport Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base	
Résultats attendus	R1- Création et construction des nouveaux établissements scolaires R2-Equipements et infrastructures scolaires augmentés					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Identifier les villages bénéficiaires	X	X	X	2 000 000	
	A1-2-Monter les dossiers d'Appel d'Offre	X	X	X	1 500 000	
	A1-3-Lancer les dossiers d'Appel d'Offre	X	X	X	1 500 000	
A1-4-Sélectionner et contractualiser les prestataires de services	X	X	X	1 500 000		



	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à une Education de Base de qualité</b>					
	A1-5- Construire 7 écoles primaires et 5 écoles maternelles	X	X	X	300 000 000	
	A1-6-Réhabiliter 6 salles de classes	X	X	X	30 000 000	
	A1-7-Construire 58 salles de classes dans les écoles	X	X	X	580 000 000	
	A1-8-Construire 16 bureaux pour enseignants	X	X	X	160 000 000	
	A1-9-Doter les salles de classe de 2806 table-bancs	X	X	X	42 090 000	
	A1-10-Réceptionner les travaux	X	X	X	6 000 000	
	A2-1 Construire 16 clôtures	X	X	X	1 600 000 000	
	A2-2 Construire 13 latrines	X	X	X	19 500 000	
	A2-3 Construire 16 logements pour enseignants	X	X	X	480 000 000	
	A2-4 Doter les établissements de 16 bacs à ordures	X	X	X	1 600 000	
<b>TOTAL</b>					<b>3 225 690 00</b>	

### 7.3.9 CADRE LOGIQUE SECTEUR ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à un enseignement secondaire de qualité</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Augmenter le nombre des établissements d'enseignement secondaire O2- Augmenter les infrastructures et les équipements scolaires	IOV1- Etablissements d'enseignements secondaires opérationnels IOV2- Equipement et infrastructures scolaires augmentés			Rapport Départemental Enseignement secondaires	Délégation des
Résultats attendus	R1- Nombre d'établissements d'enseignements secondaires augmenté R2- Equipement et infrastructures scolaires augmentés				Rapport Départemental Enseignement secondaires	Délégation des
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Rendre opérationnel le Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial (CETIC)	X	X	X	80 000 000	
A1-2-Créer et construire 5 CES	X	X	X	125 000 000		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	A2-1-Clôturer le Lycée de Gazawa	X	X	X	200 000 000	
	A2-2-Construire 11 salles de classes	X	X	X	143 000 000	
	A-2-3- Construire un logement pour enseignant	X	X	X	30 000 000	
	A-2-4 Doter le lycée de 56 table-bancs	X	X	X	840 000	
	A-2-5-Doter le lycée des bacs à ordures	X	X	X	100 000	
<b>TOTAL</b>					<b>578 940 000</b>	

### 7.3.10 CADRE LOGIQUE SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Susciter l'assistance de la Commune aux étudiants	Bourses aux meilleurs étudiants et stage de vacance Communal			Rapport d'activités de la Commune	
Résultats attendus	R1- Les étudiants sont assistés par la Commune					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Bourses aux 20 meilleurs étudiants	X	X	X	10 000 000	
	A1-1-Stage de vacance	X	X	X	15 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>25 000 000</b>	

### 7.3.11 CADRE LOGIQUE SECTEUR SANTE PUBLIQUE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité</b>					
Objectifs spécifiques	O1- créer et équiper de nouveaux Centres de Santé Intégré O2- Augmenter les infrastructures et équipement des centres de santé existants O3- Appuyer toutes les structures, services d'hygiènes, formation sanitaires dans la lutte contre les épidémies	IOV1-Nombre de Centre de Santé Intégré crée et équipé IOV2-Nombre des infrastructures et des équipements IOV3-Nombre du personnel médical et soignant			Rapport d'activités du District de Santé de Maroua Rural	
Résultats attendus	R1- Centre de Santé Intégrés créés et équipées R2- Les infrastructures et les équipements des Centre de Santé existant augmentés R3-Le personnel médical et soignant est vu à la hausse					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-créer, construire et équiper 2 nouveaux centres de santé intégré	X	X	X	100 000 000	
	A2-créer et construire 2 hôpitaux	X	X	X	200 000 000	
A3-équiper un centre de santé intégré	X	X	X	30 000 000		

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable		Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	A4- réhabiliter et équiper le centre médical d'arrondissement	X	X	X	50 000 000	
	A-5-Construire 4 latrines (2 à massakal, 2 à gazawa)	X	X	X	6 000 000	
	A-6-Construire 2 logements pour médecins	X	X	X	60 000 000	
	A-7-Clôturer le CMA	X	X	X	200 000 000	
	A-8-Construire 2 bâtiments au CMA et 1 au CSI de massakal	X	X	X	45 000 000	
	A-9-Construire une maternité à massakal	X	X	X	15 000 000	
	A-10-Construire une pharmacie à Gazawa	X	X	X	100 000 000	
	A-11-Equiper le CMA et les CSI de 25 lits,2 laboratoires,6 réfrigérateurs,2 dispositifs de traitements de déchets	X	X	X	100 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>906 000 000</b>	

### 7.3.12 CADRE LOGIQUE SECTEUR EAU ET ENERGIE SOUS-SECTEUR EAU

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'approvisionnement en l'eau potable</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Améliorer la disponibilité en eau potable O2-Améliorer le fonctionnement des comités de gestion des points d'eau modernes(CGPEM)	IOV1-Nombre de forages et puits réalisés et réhabilités IOV2- Nombre de CGPEM créés et fonctionnels			-Commune -Délégation départemental de l'eau et de l'énergie	
Résultats attendus	R1- forages et puits réalisés et réhabilités R2- CGPEM créés et fonctionnel				- Commune -Délégation départemental de l'eau et de l'énergie	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A-1-2-Réalisation de 76 forages	X	X	X	760 000 000	
	A-1-2- Réhabilitation de 22 forages	X	X	X	22 000 000	
	A-1-3-Récurage de 22 puits	X	X	X	11 000 000	
	A2-1-Création et formation de 11 CGPEM	X	X	X	2 200 000	
	A-2-2- Recrutement et formation de 11 artisans réparateurs	X	X	X	550 000	
	A-3-Faire l'adduction d'eau à gazawa	X	X	X	1 500 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>2 295 750 000</b>	

### 7.3.13 CADRE LOGIQUE SECTEUR EAU ET ENERGIE SOUS-SECTEUR ENERGIE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à l'énergie électrique</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Connecter les villages au réseau AES/SONEL	IOV1- Nombre de villages électrifiés IOV2- Nombre de transformateurs			Rapport d'activités de la Commune et de l'Agence d'électrification Rural	
Résultats attendus	R1-Les 2/3 des villages électrifiés					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
		A1-Extension du réseau électrique dans 7 villages	X	X	X	670 000 000
	A2-Eclairage public de la partie urbaine de Gazawa	X	X	X	100 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>870 000 000</b>	



### 7.3.14 CADRE LOGIQUE SECTEUR TRAVAUX PUBLICS

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'état des routes dans l'espace Communal					
Objectifs spécifiques	O1-Réhabiliter et entretenir les routes Communales	IOV1- Fluidité de circulation dans l'espace urbain			SV1-Rapport d'activité Commune et Délégation Départementale des Travaux Publics Procès verbaux	Disponibilité financière
Résultats attendus	R1-Routes réhabilitées et entretenues					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A-1- Réhabiliter les tronçons Gazawa-Pourtamai (10km) ; pourtamai-zoumba (7km) ; gazawa-yola-maliki (15km) ;gazawa-massakal (15km) ; gazawa-miziling (30km)	X	X	X	308 000 000	
	A-3-Réalisation de 04 radiers et 04 ponts	X	X	X	1 000 000 000	
	A-4-Entretien des routes communales	X	X	X	560 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>1 868 000 000</b>	

### 7.3.15 CADRE LOGIQUE SECTEUR AFFAIRE SOCIALES

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Assurer l'épanouissement des couches sociales défavorisées					
<b>Objectifs spécifiques</b>	O1- créer un centre social à Gazawa O2- Faciliter l'insertion des handicapés O3- Assurer la prise en charge des orphelins et enfants vulnérables (OEV) O4-Assister les personnes âgées	IOV1- Existence d'un centre social IOV2- Nombre de personnes handicapées formées et insérées IOV3-Nombre d'OEV pris en charge IOV4-Nombre de personnes âgées assistées			Rapport d'activités Délégation Départementale des Affaires Sociales	
<b>Résultats attendus</b>	R1-centre social créé et fonctionnel R2- personnes handicapés insérées R3- OEV pris en charge R4-Personnes âgés assistées				Rapport d'activités Délégation Départementale des Affaires Sociales	
<b>Activités</b>		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Créer et construire un centre social	X	X	x	60 000 000	
	A2-1-Formation socioprofessionnelle des personnes handicapées A2-2- Appui à leur installation	X	X	X	70 000 000	
	A3-Prise en charge globale des OEV	X	X	X	30 000 000	
	A4-Assistance effective en termes de besoins élémentaires	X	X	X	50 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>210 000 000</b>	

### 7.3.16 CADRE LOGIQUE SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Améliorer les conditions de vie de la femme</b>					
<b>Objectifs spécifiques</b>	O1- Accroître les revenus de la femme à travers la création des AGRs O2- Créer un centre de promotion de la femme et de la famille (CPFF)	OV1- Les 2/3 des femmes mènent les AGRs OV2- Existence du CPFF			Délégation Départementale de la femme et de la famille	Condition d'accès au micro-financement allégé
<b>Résultats attendus</b>	R1- AGR créés R2- CPFF créé R3-Capacités des femmes renforcées en gestion				Délégation Départementale de la femme et de la famille	
<b>Activités</b>		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Organiser et structurer les femmes en GIC et ou en Association	X	X	X	10 000 000	
	A1-3- Former les groupements en comptabilité et gestion simplifiées	X	X	X	10 000 000	
	A1-4- Monter les microprojets	x	x	x	10 000 000	
A1-5-Suivre les activités du déroulement du microprojet	X	X	X	10 000 000		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	A1-6- Evaluer les Microprojets	X	X	X	3 000 000	
	A1-7-Former les femmes en gestion de groupe	X	X	X	5 000 000	
	A1-8-Former les femmes en leadership féminin	X	X	X	5 000 000	
	A1-9-Former les femmes en montage et gestion de micro-projet	X	X	X	5 000 000	
	A1-10-Accompagner les femmes dans l'identification prioritaires (porteuses)	X	X	X	5 000 000	
	A1-11-Accompagner les femmes dans le montage des micro-projets génératrices de revenus	X	X	X	5 000 000	
	A1-12-Accompagner les femmes dans la recherche de financement	X	X	X	5 000 000	
	A1-13-Accompagner les femmes à la réalisation des AGRs (suivi-évaluation)	X	X	X	5 000 000	
	A1-14-Créer, construire et équiper un Centre de promotion de la femme	x	X	X	80 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>158 000 000</b>	

### 7.3.17 CADRE LOGIQUE SECTEUR JEUNESSE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Former les jeunes l'auto-emploi</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Créer un centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) O2-Favoriser l'auto-emploi des jeunes O3-Faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes	IOV1- Existence d'un CMPJ IOV2- Existence des AGRs pour jeunes IOV3-Existence des structures où travaillent les jeunes			-Procès verbal de réception -Bureau COOP/GIC -Contrat de travail - Bulletin de paie	
Résultats attendus	R1-Le CMPJ est créé R2-L'auto-emploi des jeunes favorisé R3-Insertion socioprofessionnelles des jeunes					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Sensibiliser la population en vue d'insérer les jeunes dans la société	X	X	X	2 000 000	
	A1-3-Faire le plaidoyer auprès des structures Etatiques qui octroient des crédits en vue de l'insertion des jeunes	X	X	X	5 000 000	
	A1-5-Monter le Dossier d'appel d'offre	X	X	X	500 000	
	A1-6-Lancer le dossier d'appel d'offre	X	X	X	500 000	
	A1-7-Sélectionner et contractualiser le prestataire de service	X	X	X	200 000	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	A1-8- Installer le chantier de construction du CMPJ	X	X	X	10 000 000	
	A1-9- Exécuter les travaux et équipé le centre	X	X	X	95 000 000	
	A1-10-Réceptionner la structure	X	X	X	1 000 000	
	A2-1- Organiser et structurer les groupes des jeunes en GIC et en Association	X	X	X	5 000 000	
	A2-2- Former les groupements en comptabilité simplifiée	X	X	X	5 000 000	
	A2-3- Monter les microprojets	X	X	X	5 000 000	
	A2--4 Suivre et évaluer les microprojets réalisés	X	X	X	10 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>139 000 000</b>	

### 7.3.18 CADRE LOGIQUE SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Améliorer l'accès à un sport de qualité</b>			
Objectifs spécifiques	O1- Susciter la mise en place des infrastructures et des équipements sportifs O2-Sensibiliser les jeunes aux bienfaits du sport et de l'éducation physique O3-se doter des cadres formés de sport et de l'éducation physique O4-Entretien des équipements sportifs	IOV1- Nombre d'infrastructure créée et d'équipements achetés IOV2-Nombre de pratiquants de sport dans l'espace communale IOV3- Nombre d'encadreurs qualifié IOV4-Nombre et qualité du personnel d'entretien	SV1-Rapport d'activités de la Commune et de la délégation départementale des spots de l'Education physique SV2- Procès Verbal de Réception	
Résultats attendus	R1- Les infrastructures et les équipements sont mis en place et effectivement utilisées R2-Réduction du taux de certaines maladies du au manque de l'exercice physique R3- Naissance des talents sportifs dans l'espace communale		SV1-Rapport d'activités de la Commune et de la délégation départementale des spots de l'Education physique SV2- Procès Verbal de Réception SV3-Fichier des sportifs de la communauté auprès des différentes ligues et de la délégation départementale des spots de l'Education physique SV4-Rapport du corps médical de la communauté	
Activités		Moyens	Coût	Conditions préalables de

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de
		Humains	Matériels	Financiers		réalisation
	A1-1-Identifier les sites	X	X	X	2 000 000	
	A1-2- Délimiter les sites et les borner	X	X	X	10 000 000	
	A1-3-Réaliser et équiper les infrastructures	X	X	X	300 000 000	
	A1-4- Réceptionner les infrastructures	X	X	x	2 000 000	
	A-1-5-Construire un centre multisports	X	X	X	900 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>1 214 000 000</b>	



### 7.3.19 CADRE LOGIQUE SECTEUR TRANSPORT

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès aux transports de qualité</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Augmenter les moyens de transport	IOV1- Au moins une gare routière construite	IOV2- Nombre de véhicules de transport mis en circulation		SV1- Visite de la gare routière et rapport de la Délégation départementale des Transports SV2- Rapport d'activités de la Commune de la Délégation départementale des Transports	Source de financement disponible
Résultats attendus	R1- Gare routière construite R2- Nombre de véhicules de transports vu à la hausse					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Susciter l'intérêt des opérateurs économiques	X	X	X	5 000 000	
	A1-2- Aménager le parking de la gare routière	X	X	X	50 000 000	
	A1-3-Mettre sur pied un comité de gestion de la gare routière	X	X	X	50 000	
A1-4-Former le comité de gestion	X	X	X	5 000 000		
<b>TOTAL</b>					<b>60 050 000</b>	

### 7.3.20 CADRE LOGIQUE SECTEUR FORMATION PROFESSIONNELLE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à la formation professionnelle</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Créer un centre de formation professionnelle	OV1- Centre de formation professionnelle fonctionnel			Observation direct et Procès Verbal de réception	
Résultats attendus	R1- Centre de formation professionnelle créé				Observation direct et Procès Verbal de réception	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-2- Choisir le site	X	X	X	500 000	
	A1-3- Monter le dossier d'appel d'offre	X	X	X	300 000	
	A1-4- Lancer de l'appel d'offre	X	X	X	300 000	
	A1-5- Sélectionner et contractualiser le prestataire	X	X	X	200 000	
	A1-6- Installer le chantier	X	X	X	15 000 000	
	A1-7- Construire et équiper le centre	X	X	X	300 000 000	
	A2-1- Recruter le personnel d'encadrement	X	X	X	5 000 000	
	A2-2- Former les bénéficiaires	X	X	X	35 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>356 300 000</b>	

### 7.3.21 CADRE LOGIQUE SECTEUR PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE, ECONOMIE SOCIAL ET ARTISANAT

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter le développement artisanal</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Amener les artisans à se regrouper en GIC et en Association O2-Renforcer les compétences par l'esprit de créativité	IOV1- Nombre de GIC et Associations créées (certificat d'inscription au registre COOP/GIC et récépissé de déclaration d'association)			Bureau COOP/GIC et bureau préfecture BAPP	
Résultats attendus	R1- Artisans structurés et organisés autour des GIC et associations					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Sensibiliser les artisans sur la vie associative	X	X	X	2 000 000	
	A1-2- Organiser et structurer les artisans	X	X	X	5 000 000	
	A1-3-Accompagner les artisans à la recherche de financement	X	X	X	5 000 000	
	A1-4- Suivre et évaluation des activités des artisans	X	X	X	10 000 000	
	A1-5- Organiser des foires au niveau de la commune	X	X	X	45 000 000	
	A1-5- Construire une vitrine artisanale par la commune	X	X	X	95 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>162 000 000</b>	

### 7.3.22 CADRE LOGIQUE SECTEUR RECHERCHE SCIENTIFIQUE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Promouvoir l'appui à la recherche scientifique</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Créer une structure d'encadrement des tradi-praticiens	IOV1- Au moins 01 structure d'encadrement créée			Visite de la structure réalisée et le Rapport de la Délégation Départementale de la recherche scientifique	
Résultats attendus	R1- Une structure d'encadrement des tradi-praticiens est créé					
Activités		Moyens				Conditions préalables de Coûtréalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Construire une structure d'encadrement pour tradi praticiens	X	X	X	125 000 000	
A1-2-Renforcer les capacités des tradi praticiens	X	X	X	5 000 000		
<b>TOTAL</b>					<b>130 000 000</b>	

### 7.3.23 CADRE LOGIQUE SECTEUR TOURISME

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'épanouissement touristique</b>					
Objectifs spécifiques	O1-Créer un musée d'arts dans l'espace Communal O2-Construire une auberge municipale	OV1- Musée d'arts fonctionnel OV2-Auberge municipale existant			SV1- Rapport d'activités de la Commune et de la Délégation Régionale du Tourisme et enfin Procès Verbale de réception	Adhésion des artisans
Résultats attendus	R1- Musée d'arts construit dans l'espace Communal					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Identifier le site	X	X	X	500 000	
	A1-2-Monter le Dossier d'appel d'offre	X	X	X	500 000	
	A1-3-Lancer le dossier d'appel d'offre	X	X	X	300 000	
	A1-4-Sélectionner et contractualiser le prestataire de service	X	x	x	200 000	
	A1-5- Installer le chantier	X	X	X	15 000 000	
	A1-7- Exécuter le chantier	X	X	X	150 000 000	
	A1-8-Réceptionner la structure	X	X	X	2 000 000	
	A2-1-Construire l'auberge municipale	X	X	X	50 000 000	
A2-2-Renforcer les capacités du personnel	X	X	X	5 000 000		
<b>TOTAL</b>					<b>223 500 000</b>	

### 7.3.24 CADRE LOGIQUE SECTEUR CULTURE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Améliorer l'épanouissement culturel</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Valoriser les savoirs culturels O2-Promouvoir les langues maternelles O3- Promouvoir les rites traditionnels débarrassés des pratiques décriées	IOV1- Les contes et les danses traditionnelles, le chant traditionnel en particulier « la berceuse » IOV2- Retour à la pédagogie des contes			Cérémonies traditionnelles, Délégation Départemental de la culture	
Résultats attendus	R1- Les biens culturels sont valorisés R2-Musée communautaire créé R3-Associations culturelles apolitiques créés					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Sensibiliser les différents groupes ethniques	X	X	X	1 000 000	
	A1-2-Œuvrer à l'écriture des langues nationales pour en faire des supports de production littéraire	X	X	X	15 000 000	
	A1-3- Retour à la pédagogie des contes et proverbes	X	X	X	5 000 000	
	A1-4-Créer des mini festivals de la culture au niveau des cultures	X	X	X	20 000 000	
A1-5-Créer et construire une délégation d'arrondissement de la culture	X	X	X	50 000 000		
<b>TOTAL</b>					<b>91 000 000</b>	

### 7.3.25 CADRE LOGIQUE SECTEUR COMMERCE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Améliorer l'activité commerciale et protéger le consommateur</b>					
<b>Objectifs spécifiques</b>	O1- créer des marchés hebdomadaires dans l'espace communale O2-Faciliter la circulation des marchandises et des personnes	IOV1- Nombre de marchés créés IOV1-Routes créées IOV1-Descente sur le terrain			SV1- Rapport d'activités commun e	Volonté, engagement de la et bonne gouvernance
<b>Résultats attendus</b>	R1- Marchés hebdomadaires créés dans l'espace communal R2-Différents marchés approvisionnés					
<b>Activités</b>		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Identifier les sites	X	X	X	4 000 000	Moyens financiers
	A1-3-Implantation et construction des marchés	X	X	X	200 000 000	Moyens financiers
	A1-4-Mise en place du comité de gestion	X	X	X	14 000 000	Moyens financiers
	A-1-5-Construire une boucherie à gazawa abattoir	X	X	X	36 000 000	
	A-1-6- Construire une chambre froide et une poissonnerie	X	X	X	45 000 000	
	A-1-7-Construire un complexe commercial à Gazawa	X	X	X	250 000 000	
	A-1-8-Construire 4 magasins au marché de gazawa ;4 au marché de :(wouro-wandou ;ibbao ;barza ;bankara)	X	X	X	160 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>959 000 000</b>	

### 7.3.26 CADRE LOGIQUE SECTEUR POSTE ET TELECOMMUNICATION

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Améliorer l'accès aux services de poste et de télécommunication</b>					
Objectifs spécifiques	O1- Créer un centre multimédia O2- Faciliter l'accès aux Nouvelles technologies de l'Information et de la communication	IOV1- fluidité des télécommunications IOV2-			SV1- Procès verbal de réception et visite du centre multimédia SV2-	
Résultats attendus	R1- Centre multimédia créé et fonctionnel R2- Nouvelle technologies de l'information et de la communication accessible à tous					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Choisir le site	X	X	X	500 000	
	A1-1-Monter le dossier d'appel d'offre	X	X	X	500 000	
	A1-1-Lancer l'appel d'offre	X	X	X	300 000	
	A1-1-Sélectionner et contractualiser le prestataire de service	X	X	X	200 000	
A1-1-Installer le chantier	X	X	X	15 000 000		



	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	A1-1-Construire et équiper le centre	X	X	X	250 000 000	
	A1-1-Réceptionner l'ouvrage				2 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>268 500 000</b>	

### 7.3.27 CADRE LOGIQUE SECTEUR COMMUNICATION

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès à la communication</b>					
Objectifs spécifiques	O1- créer une radio communautaire et des kiosques à journaux	IOV1- Radio communautaire créée IOV2- Existence des kiosques à journaux			Rapport de la Délégation Départementale de la communication	
Résultats attendus	R1- Radio communautaire et kiosques à journaux créés					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-1-Créer et construire une radio communautaire	X	X	X	200 000 000	Partenaires techniques : FNUAP, UNESCO, Francophonie
A1-2-Sensibiliser les opérateurs économiques et créer les kiosques à journaux	X	X	X	95 000 000		
<b>TOTAL</b>					<b>295 000 000</b>	

### 7.3.28 CADRE LOGIQUE SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'accès au travail et à la sécurité sociale</b>					
Objectifs spécifiques	O1- créer un cadre décent au travail des jeunes	IOV1- Répertoire CNPS et FNE IOV2-			Rapport de la Délégation Départementale du travail et de la sécurité sociale	Ouvertures d'entreprises et d'établissement et création des micro-entreprises
Résultats attendus	R1- 80% des travailleurs assurés R2-Les conditions de travail sont améliorées					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humains	Matériels	Financiers		
	A1-Initier les jeunes à l'auto-emploi	X	X	X	5 000 000	
	A2-Sensibiliser les employeurs à affilier leurs employés à la CNPS	X	X	X	2 000 000	
	A3-Organiser les jeunes au tour des GICs et /ou associations pour obtenir les fonds et renforcer leur capacité pour une prise en charge en cas de sinistre	X	X	X	10 000 000	
<b>TOTAL</b>					<b>17 000 000</b>	

## 7.4 PRESENTATION DU COUT ESTIMATIF /BUDGET DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT PAR SECTEUR.

Tableau 17 : Coût estimatif du PCD par secteur d'activités

NUMERO	SECTEUR	COUT
1	Agriculture	275 000 000
2	Elevage, Pêche et Industries Animales	128 500 000
3	Domaines et Affaires Foncières	5 500 000
4	Développement Urbain et Habitat	268 500 000
5	Environnement, Protection de la Nature et du Développement Durable	380 000 000
6	Foret et Faune	82 000 000
7	Administration Territoriale, décentralisation et Maintien de l'Ordre	505 200 000
8	Education de Base	3 225 690 000
9	Enseignement Secondaire	578 940 000
10	Enseignement Supérieur	25 000 000
11	Santé Publique	906 000 000
12	Eau et Energie/ Eau	2 295 750 000
12	Eau et Energie/ Energie	770 000 000
14	Travaux Publics	1 868 000 000
15	Affaires Sociales	210 000 000
16	Promotion de la Femme et de la Famille	158 000 000
17	Jeunesse	139 200 000

NUMERO	SECTEUR	COUT
18	Sport et Education Physique	1 214 000 000
19	Transport	60 050 000
20	Formation Professionnelle	356 300 000
21	Petite et Moyenne Entreprise, Economie Sociale et Artisanat	162 000 000
22	Recherche Scientifique et de l'Innovation	130 000 000
23	Tourisme	223 500 000
24	Culture	910 000 000
25	Commerce	709 000 000
26	Poste et Télécommunication	268 500 000
27	Communication	295 000 000
28	Travail et Sécurité Sociale	17 000 000
<b>Coûts Totaux</b>		<b>16 166 630 000</b>

## 7.5 ECONOMIE LOCALE

Sur le plan économique, l'agriculture, l'élevage, le transport et le petit commerce constituent les principales activités économiques de la population. L'agriculture est essentiellement traditionnelle.

Les principales cultures pratiquées sont:

Cultures vivrières :

Le mil est la principale culture vivrière. Aliment de base, il sert aussi à fabriquer la bière. Il est au cœur des préoccupations des paysans. Les champs de mil sont l'élément dominant des paysages agraires. On distingue deux grandes familles de mil : les mils de saison pluies formés surtout des sorghos et le petit mil par contre le mouskouari constitue le mil de saison sèche. Le mil de saison de pluie est associé à d'autres cultures telles que l'arachide, le niébé, les légumes (gombo, foléré...);

Aussi la culture du Maïs

Cultures de rente (coton et oignons);

Les techniques culturales restent archaïques. Les paysans pratiquent la rotation des cultures.

Dans le domaine de l'élevage, plusieurs espèces animales sont élevées et se présentent ainsi qu'il suit:

<b>Espèces animales</b>	<b>Caprins</b>	<b>volailles</b>	<b>Bovins</b>	<b>Ovins</b>	<b>Asines</b>	<b>canins</b>	<b>Félins</b>	<b>Porcins</b>	<b>Equins</b>
Nombre	5 610	4 480	3 669	3 250	510	112	67	13	11

Source: Rapport de prestation de service. Diagnostic Institutionnel de la Commune de Gazawa. GTZ / PADDL, avril 2010.

Le petit commerce y occupe une place importante et est en général réalisé par toutes couches de la population. Il concerne l'achat et le stockage/ vente des produits agricoles, le petit élevage, et les produits de première nécessité. Les services du secteur tertiaire (motos taxi, call box, photocopies) sont rarissimes sur le territoire communal.

Un grand marché hebdomadaire avec hangars existe à Gazawa. Il rassemble plusieurs acheteurs et vendeurs venant de tout l'arrondissement de Gazawa et même des localités avoisinantes. Un marché à bétail fonctionne également chaque jour de marché.

## 8 PROGRAMMATION DES ACTIONS A MENER

### 8.1 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) : SECTEURS PRIORITAIRES

Tableau 18: Cadre des dépenses a moyen terme (CDMT)

Projet	Coût	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de réalisation	Observation /Prestataires
Réalisation lotissement communal	4 000 000	Commune	Gazawa	2012	MINHDU/ MINDAF
Réhabilitation et équipement infrastructures et 01 forage au CSI	37 000 000	PNDP COMMUNE	Gazawa	2012	MINEE MINSANTE
Construction de 01 salle de classe à Massakal	8 000 000	COMMUNE	MASSAKAL	2012	MINEDUB
Construction (Clôture)	45 000 000	PNDP (90%) COMMUNE (10%)	GAZAWA	2012	MINEPIA
Réalisation de 02 forages	17 000 000	PNDP (95%) COMMUNE (5%)	-Gourodow-Foulbé - Dasdéo	2012	MINEE
Creusage puits à ciel ouvert	1 500 000	PNDP (95%) COMMUNE (5%)	Bouboulo	2012	MINEE
Réprofilage routes	3 000 000	COMMUNE	GAZAWA	2012	MINHDU
Electrification	2 424 668	COMMUNE	GAZAWA	2012	MINEE
Réhabilitation forages et puits	2 000 000	COMMUNE	Espace communal	2012	MINEE
Réfection hangar sous préfecture	488 060	COMMUNE	GAZAWA	2012	MINATD

Projet	Coût	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de réalisation	Observation /Prestataires
Réfection abattoir municipal	2 500 000	COMMUNE	GAZAWA	2012	MINEPIA
Matériel service d'hygiène	396 000	COMMUNE	GAZAWA	2012	MINSANTE
Acquisition 100 chaises plastiques	1 000 000	COMMUNE	GAZAWA	2012	COMMUNE
Matériel et réparation véhicules et engins	1 000 000	COMMUNE	GAZAWA	2012	COMMUNE
Matériel et mobilier de bureau	500 000	COMMUNE	GAZAWA	2012	COMMUNE
Construction de 02 salles de classes	16 000 000	BIP	EP MAYEL NAODE	2012	MINEDUB
Equipement entable bancs (60)	1 800 000	BIP	EP MAYEL NAODE	2012	MINEDUB
Equipement en bureau de Maitre (02)	250 000	BIP	EP MAYEL NAODE	2012	MINEDUB
Construction de 2 salles de classes	18 000 000	BIP	Lycée de Gazawa	2012	MINEDUB
Construction d'un hôtel de ville	60 00 000	FEICOM	GAZAWA	2012	MINATD MINPAT
01 Forage à l'hôtel de ville	12 000 000	FEICOM	GAZAWA	2012	MINEE
Construction de 02 salles de Classe	18 050 000		Miziling	2013	MINEDUB



## 8.2 CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT

### 8.2.1 PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX OU SOCIAUX ET MESURES D'ATTENUATION ENVISAGEABLES

Tableau 19 : Les principaux impacts et mesures environnementales envisageables pour chaque microprojet dans l'espace communal et village.

Micro-projets	Principaux impacts sociaux ou environnementaux			Principales mesures atténuations	Indicateur objectivement vérifiable de mesure d'atténuation
	Avant le projet	Pendant les travaux	Après les travaux		
Construction des salles de classe ; Hôtel de ville et construction des clôtures	-Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	-Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site, - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA - Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux - Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux  Impacts liés aux déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage	-Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage -Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts - Augmentation des revenus dans la zone du microprojet -Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.) -Amélioration de l'accès aux services de base -Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ou un titre foncier -Mettre en place un comité de gestion du Mp incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien • Remettre en état les zones d'emprunt, Reboiser les zones affectées ; • • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)), Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent • Reboiser les alentours de l'ouvrage • Sensibiliser les populations et le personnel sur les IST et le	

Micro-projets	Principaux impacts sociaux ou environnementaux			Principales mesures atténuations	Indicateur objectivement vérifiable de mesure d'atténuation
	Avant le projet	Pendant les travaux	Après les travaux		
				VIH/SIDA, par des affiches et réunions <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respecter les emprises routières, Mettre le panneau de signalisation du chantier; observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.)</li> <li>• Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ;</li> <li>• Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;</li> <li>• - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt</li> <li>• Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge</li> <li>• Prévoir un bloc de 02 latrines améliorées à fosse ventilée</li> <li>• Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage, Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage ;</li> </ul>	

Micro-projets	Principaux impacts sociaux ou environnementaux			Principales mesures atténuations	Indicateur objectivement vérifiable de mesure d'atténuation
	Avant le projet	Pendant les travaux	Après les travaux		
Réalisation lotissement communal				<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation</li> </ul>	
Réprofilage routes	Impacts socio-environnementaux préoccupants			Etudes d'impacts socio-environnementaux	
Electrification	Impacts socio-environnementaux préoccupants			Etudes d'impacts socio-environnementaux	
Construction, Réhabilitation forages et puits		<ul style="list-style-type: none"> <li>-Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins ;</li> <li>-Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site,</li> <li>- Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA</li> <li>- Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux</li> <li>- Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux</li> <li>Impacts liés aux déchets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage</li> <li>-Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts</li> <li>- Augmentation des revenus dans la zone du microprojet</li> <li>-Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)</li> <li>-Amélioration de l'accès aux services de base</li> <li>-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ou un titre foncier</li> <li>- Mettre en place un comité de gestion du MP incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien</li> <li>• Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,), Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent</li> <li>• Reboiser les alentours de l'ouvrage</li> <li>• Sensibiliser les populations et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, par des affiches et</li> </ul>	

Micro-projets	Principaux impacts sociaux ou environnementaux			Principales mesures atténuations	Indicateur objectivement vérifiable de mesure d'atténuation
	Avant le projet	Pendant les travaux	Après les travaux		
		solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage		réunions <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respecter les emprises routières, Mettre le panneau de signalisation du chantier; observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.)</li> <li>• Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ;</li> <li>• Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;</li> <li>• - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt</li> <li>• Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge</li> <li>• Prévoir un bloc de 02 latrines améliorées à fosse ventilée</li> <li>• Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage, Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage ;</li> </ul>	

Micro-projets	Principaux impacts sociaux ou environnementaux			Principales mesures atténuations	Indicateur objectivement vérifiable de mesure d'atténuation
	Avant le projet	Pendant les travaux	Après les travaux		
Réfection abattoir municipal			<ul style="list-style-type: none"> <li>-Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage</li> <li>-Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts</li> <li>- Augmentation des revenus dans la zone du microprojet</li> <li>-Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)</li> <li>-Amélioration de l'accès aux services de base</li> <li>-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage</li> </ul>		

## 8.2.2 PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Tableau 20 : Plan sommaire de gestion environnemental

Types de projets	Mesures envisagées	Tâches	Acteur de mise en œuvre	Acteur de suivi	Période	Coût estimatif	observations
Construction des salles de classe	Acte de donation foncière signé du chef de village et du propriétaire	-Sensibiliser la population, tenir une assemblée villageoise et signé le PV de donation foncière	la population	Commune chef de village DDMINDAF	Au moment de la réalisation	Inclus dans le coût du micro projet-	
	construction des digues de protection contre les inondations et remblai la partie de terre conquise	-Mener une étude de faisabilité -Construction	Prestataire de service	Commune Population DDMINTP	Avant la réalisation de l'ouvrage	Inclus dans le coût du micro projet-	
	Reboiser les alentours de l'ouvrage	-Acquérir les plants -Planter les arbres	Comité de gestion	Commune Population DDMINEPDD	A la fin de construction de l'ouvrage	Inclus dans le coût du micro projet-	
	Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau	-Préciser dans le cahier des charges	Contrôleur de chantier	Entrepreneur DDMINTP	Au cours du déroulement du chantier	Inclus dans le coût du micro projet-	
	Prévoir des bacs de récupération des déchets solides qui seront acheminés à la décharge	Acheter des bacs en nombre suffisant	Entrepreneur	Commune Comité de gestion	Avant le début du chantier	Inclus dans le coût du micro projet-	
	Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée	-Préciser dans le cahier des charges	Contrôleur de chantier	Entrepreneur DDMINTP	Lors de l'exécution du chantier	Inclus dans le coût du micro projet-	
	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	Mener une étude de faisabilité	Prestataire de service	Commune DDMINEE	Lors de l'exécution du chantier	Inclus dans le coût du micro projet-	

Types de projets	Mesures envisagées	Tâches	Acteur de mise en œuvre	Acteur de suivi	Période	Coût estimatif	observations
Construction des forages ; puits aménagés et réhabilitations des forages et puits aménagés	Acte de donation foncière signé du chef de village et du propriétaire	-Sensibiliser la population, tenir une assemblée villageoise et signé le PV de donation foncière	la population	Commune chef de village DDMINDAF	Au moment de la réalisation	Inclus dans le coût du micro projet-	
	Reboiser les alentours de l'ouvrage	-Acquérir les plants -Planter les arbres	Comité de gestion	Commune Population DDMINEPDD	A la fin de construction de l'ouvrage	Inclus dans le coût du micro projet-	
	Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau	-Préciser dans le cahier des charges	Contrôleur de chantier	Entrepreneur DDMINTP	Au cours du déroulement du chantier	Inclus dans le coût du micro projet-	
	Prévoir des bacs de récupération des déchets solides qui seront acheminés à la décharge	-Acheter des bacs en nombre suffisant	Entrepreneur	Commune Comité de gestion	Avant le début du chantier	Inclus dans le coût du micro projet-	
	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux	-Mener une étude de faisabilité	Prestataire de service	Commune DDMINEE	Lors de l'exécution du chantier	Inclus dans le coût du micro projet-	
Réalisation lotissement communal	Résultat étude d'impact	-Mener une étude de faisabilité	Prestataire de service	Commune DDMINEE	Lors de l'exécution du chantier	Inclus dans le coût du micro projet-	
Réfection abattoir municipal	Prévoir des bacs de récupération des déchets solides qui seront acheminés à la décharge	-Acheter des bacs en nombre suffisant	Entrepreneur	Commune Comité de gestion	Avant le début du chantier	Inclus dans le coût du micro projet-	
Reprofilage route	Résultat de l'étude d'impact	-Mener une étude de faisabilité	Prestataire de service	Commune DDMINEE	Lors de l'exécution du chantier	Inclus dans le coût du micro projet-	

Types de projets	Mesures envisagées	Tâches	Acteur de mise en œuvre	Acteur de suivi	Période	Coût estimatif	observations
Electrification	Résultat de l'étude d'impact	-Mener une étude de faisabilité	Prestataire de service	Commune DDMINEE	Lors de l'exécution du chantier	Inclus dans le coût du micro projet-	



## 8.3 PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA)

### 8.3.1 RESSOURCES MOBILISABLES

Le tableau ci-après présente les ressources mobilisables et les échéances de la commune de Gazawa. En effet pour ce qui est des ressources propres de la commune, il fallait passer par les estimations pour obtenir les ressources de la commune dans les trois années à venir y compris l'année 2011. L'estimation s'est faite de la manière suivante : la moyenne du budget prévisionnel d'investissements pour les trois dernières années multiplier par 2 plus le budget consacré à l'investissement pour l'année 2011 en fond propre.

Tableau 21 : Ressources mobilisables

Sources de financement	Nature	Montant	Année	Domaines de financements
Commune	Investissement	43 808 800	2012	Tous les secteurs
BIP	Investissement	36 050 000	2012	Tous les secteurs
PNDP	Investissement	82 000 000	2012	Tous les secteurs
FEICOM	Investissement	72 000 000	2012	Tous les secteurs
Plan de campagne		107 540 500	2013-2014	Tous les secteurs
<b>Total</b>		<b>341 399 300</b>		

### 8.3.2 PROGRAMMATION ANNUELLE DES PROJETS PRIORITAIRES

En fonction des ressources disponibles probable le programme suivant a été arrêté : nous tenons compte ici que de l'année 2013 et 2014 sachant que pour l'année 2012 on a le PIA

Tableau 22 : Plan d'Investissement Annuel (PIA) de la Commune de Gazawa

N°:	Projet	Coût	Source de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Observations /Partenaires
					T1	T2	T3	T4	
1	Réalisation lotissement communal	4 000 000	Commune	Gazawa			X	X	-MINHDU -MINDAF
2	Réhabilitation et équipement infrastructures et 01 forage au CSI	37 000 000	PNDP COMMUNE	Gazawa			X	X	-MINEE -MINSANTE
3	Construction de 01 salle de classe à Massakal	8 000 000	COMMUNE	Massakal			X	X	MINEDUB
4	Construction (Clôture)	45 000 000	PNDP (90%) COMMUNE (10%)	Gazawa			X	X	MINEPIA
5	Réalisation de 02 forages	17 000 000	PNDP (95%) COMMUNE (5%)	-Gourodow-Foulbé - Dasdéo			X	X	MINEE
6	Creusage puits Aménagés	1 500 000	PNDP (95%) COMMUNE (5%)	Bouboulo	X				MINEE
7	Réprofilage routes	3 000 000	COMMUNE	Gazawa	X				MINHDU
8	Electrification	2 424 668	COMMUNE	Gazawa	X				MINEE
9	Réhabilitation forages et puits	2 000 000	COMMUNE	Espace communal	X				MINEE
10	Réfection hangar sous préfecture	488 060	COMMUNE	Gazawa	X				MINATD
11	Réfection abattoir municipal	2 500 000	COMMUNE	Gazawa					MINEPIA

N°:	Projet	Coût	Source de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Observations /Partenaires
					T1	T2	T3	T4	
12	Matériel service d'hygiène	396 000	COMMUNE	Gazawa					MINSANTE
13	Acquisition 100 chaises plastiques	1 000 000	COMMUNE	Gazawa	X				COMMUNE
14	Matériel et réparation véhicules et engins	1 000 000	COMMUNE	Gazawa			X	X	COMMUNE
15	Matériel et mobilier de bureau	500 000	COMMUNE	Gazawa			X	X	COMMUNE
16	Construction de 02 salles de classes	16 000 000	BIP	EP MAYEL NAOUDE		X			MINEDUB
17	Equipement en table bancs (60)	1 800 000	BIP	EP MAYEL NAODE			X	X	MINEDUB
18	Equipement en bureau de Maitre (02)	250 000	BIP	EP MAYEL NAOUDE			X	X	MINEDUB
19	Construction de 2 salles de classes	18 000 000	BIP	Lycée de Gazawa			X	X	MINEDUB
20	Construction d'un hôtel de ville	60 000 0000	FEICOM	Gazawa			X	X	MINATD MINPAT
21	01 Forage à l'hôtel de ville	12 000 000	FEICOM	Gazawa			X	X	MINEE

## 8.4 PLAN DE PASSATION DES MARCHES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL DE LA COMMUNE DE GAZAWA

Tableau 23 : Plan de passation de marché du PIA

PROJETS	Etudes de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation Dossiers d'appel d'offres	Lancement de la Procédure	Période de Soumission	Ouverture /Eval. des offres/ attrib./notification	Signatures du contrat	Enregistrement du contrat	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
Réalisation lotissement communal	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	16 sem	1semaine
Réhabilitation et équipement infrastructures et 01 forage au CSI	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	12sem	1semaine
Construction de 01 salle de classe à Massakal	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	16 sem	1semaine
Construction (Clôture)	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	16 sem	1semaine
Réalisation de 02 forages	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	12sem	1semaine
Creusage puits Aménagés	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	12 sem	1semaine
Réprofilage routes	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	16 sem	1semaine
Electrification	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	16 sem	1semaine

PROJETS	Etudes de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation Dossiers d'appel d'offres	Lancement de la Procédure	Période de Soumission	Ouverture /Eval. des offres/ attrib./notification	Signatures du contrat	Enregistremnt du contrat	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
Réhabilitation forages et puits	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	12sem	1semaine
Réfection hangar sous préfecture	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	12sem	1semaine
Réfection abattoir municipal	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	12sem	1semaine
Matériel service d'hygiène	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	8 sem	1semaine
Acquisition 100 chaises plastiques	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	8 sem	1semaine
Matériel et réparation véhicules et engins	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	12-16 sem	1semaine
Matériel et mobilier de bureau	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	8 sem	1semaine
Construction de 02 salles de classes	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	16 sem	1semaine
Equipement entable bancs (60)	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	8 sem	1semaine
Equipement en	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	8 sem	1semaine

PROJETS	Etudes de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation Dossiers d'appel d'offres	Lancement de la Procédure	Période de Soumission	Ouverture /Eval. des offres/ attrib./notification	Signatures du contrat	Enregistremnt du contrat	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
bureau de Maitre (2)										
Construction de 2 salles de classes	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	16 sem	1semaine
Construction d'un hôtel de ville	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	16 sem	1semaine
01 Forage à l'hôtel de ville	4 sem	4 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	12 sem	1semaine

**TOTAL** : 4 Semaines pour les études, 4 semaines pour COMES et signature des conventions, 18 semaines pour le processus de passation des marchés ; 12-16 semaines pour la réalisation des travaux ; 1 semaine prévue pour la réception provisoire.

## 9 MECANISMES DE SUIVI-EVALUATION.

### 9.1 COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE SUIVI-EVALUATION DU PCD.

Au niveau communal, les acteurs du suivi-évaluation sont :

- Le Maire et le reste de l'exécutif communal;
- Le Comité de pilotage;
- L'agent communal de développement ;
- Les services déconcentrés de l'Etat ;
- Les OAL et prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD et des microprojets ;
- Les représentants des communautés bénéficiaires des microprojets ;
- Les organisations/associations à base communautaire

Le Comité devrait être composé de membres présentant les caractéristiques suivantes :

1. Etre un élu local (Député, conseiller municipal) ;
2. Résider de préférence en permanence dans la commune;
3. Un adjoint au Maire (membre de l'exécutif communal en charge du développement local);
4. Un agent de la Commune (SG, agent communal, autre) ;
5. Etre disponible ;
6. Avoir une bonne connaissance de la commune ;
7. Etre imprégné des principes du développement participatif, issu de la société civile (association ONG, confession religieuse, organisation paysanne, etc.) ;
8. Un responsable sectoriel.

Les responsabilités du Comité de suivi évaluation sont:

- La collecte et la gestion de l'information sur la mise en œuvre du PCD ;
- Le suivi de l'exécution des activités ;
- L'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux.
- La programmation des séances de concertations et de sensibilisation

En ce qui concerne la commune de Gazawa, le comité de suivi-évaluation est constitué de :

1. Le COPIL qui est reconduit
2. L'agent communal de développement recruté
3. Tous les sectoriels représentés au niveau de l'Arrondissement de Gazawa

## **9.2 INDICATEURS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION.**

Les indicateurs de suivi évaluation sont définis dans les cadres logiques et devraient faire l'objet d'une main mise par le comité de suivi et évaluation. Ces indicateurs propres à chaque projet ne devront plus être redéfinis ici mais permettra d'orienter les membres du comité de suivi dans l'exercice de leurs tâches.

## **9.3 DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DU REPORTING.**

Le dispositif de suivi évaluation mise en œuvre pour le suivi des projets inscrits dans le cadre de ce plan communal de développement se présente ainsi qu'il suit : pour les projets à réaliser dans un secteur dont il existe un représentant sur place, celui-ci sera chargé de suivre les réalisations et d'informer les membres du comité. Ces derniers doivent rendre compte à Monsieur le Maire.

Pour le reste, un membre sera désigné pour suivre les travaux et rendre compte afin que le processus précédent puisse être mis en œuvre.

A l'aide d'outils simples tels que le tableau de suivi des actions planifiées, fiches de collecte des données, fiches de suivi des activités réalisées au niveau communal, Rapports périodiques des agents de suivi, Rapports des visites de terrain, Comptes rendus des réunions, Rapports divers (prestataires et consultants), Tableaux de consolidation des informations, Tableaux de bord sur la situation des indicateurs de suivi de la Commune (prévisions, réalisations, taux de réalisation), les membres du Comité de suivi, renseignent sur l'état de mise en œuvre des activités programmées et les résultats obtenus.

Pour la fréquence des suivis, concernant le PCD, Les rapports sont produits chaque trimestre, semestre et année. Le rapport trimestriel rend compte de l'exécution des activités programmées. Le rapport semestriel, présente l'exécution des activités ainsi que des informations issues des rapports des deux trimestres correspondants est complétés par des données de l'évaluation des impacts socio-économiques. Et par rapport au PIA, les réunions mensuelles de suivis seront organisées et chaque début et fin d'année une réunion de suivi et d'évaluation seront organisées, cette réunion sera élargie à l'exécutif communal et aux autorités administratives de la place. Durant les 5 ans de mise en œuvre de ce plan, ces mécanismes seront valables et peuvent faire l'objet d'amendement pour une bonne exécution des tâches qui leur sont dévolues

## **9.4 MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET REVISION DU PCD.**

L'agent communal de développement procède à la préparation de la programmation sur la base du cadre logique et du tableau de suivi des actions planifiées. Cette programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de réalisation (date de début et date de fin), les indicateurs. Le PIA est élaboré au cours d'un atelier de programmation regroupant les sectoriels, les représentants des acteurs locaux par village et du conseil municipal.



- Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle

- La révision du PCD se fera immédiatement à la cinquième année d'exécution du plan précédent afin qu'elle soit opérationnel avant la fin de ce dernier. Il doit prendre d'abord en compte tous les projets prioritaires inscrits dans le premier et qui n'ont pas pu être réalisés à cause soit du manque de financement ou à cause d'autre imprévu. Il prendra aussi en compte, selon l'évolution de la situation existante les déviations ou les nouvelles orientations en fonction des objectifs gouvernementaux et mondiaux de leurs.

- La révision du PIA doit également suivre le même mécanisme mais à l'échelle de l'année. Ainsi les projets inscrits dans le PIA et qui n'ont pas été exécutés doivent être pris en compte l'année suivante si elle n'était pas que des projets périodiques. Ainsi afin d'optimiser la mise en œuvre du PIA, les réunions du comité de suivi évaluation élargies aux autorités en place et à l'exécutif doivent se tenir avant le vote du budget. La préparation de ce dernier devra donc prendre en compte les suggestions du comité.

## **10 PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.**

Pour ce qui est du plan d'information et de communication sur la mise en œuvre du PCD, il sera important pour l'exécutif d'organiser des tournées d'information et d'explication de la mise en œuvre du PCD. Il sera également intéressant que lors de la tournée des autorités administratives une ligne doit être intégrée dans leur programme concernant la mise en œuvre du PCD afin que la population puisse saisir le bien fondé de cet outil pour le développement de la localité. Aussi des réunions avec les lawanes et les chefs des quartiers devraient également être organisée pour la sensibilisation sur la mise en œuvre du PCD.

# 11 CONCLUSION ET RECOMMANDATION

Le PCD est un document de référence indispensable qui permet aux responsables de la commune de développer les synergies d'actions efficaces et efficientes entre les partenaires techniques et financiers en vue de propulser le développement et améliorer durablement les conditions de vie de leur population. Il peut être assimilé à un point focal entre les acteurs externes et internes. Il promeut la synergie d'actions entre les différentes parties prenantes à la dynamique de développement et la gouvernance locale.

La démarche utilisée pour l'élaboration de ce PCD a été participative; regroupant tous les acteurs politiques, traditionnels, religieux, les forces vives, les sectoriels au niveau du département et d'arrondissement, etc. leurs contributions ont conduits à l'élaboration des différents projets issus du plan de campagne et de préoccupation érigées de la base. Les problèmes prioritaires ont permis de formuler des microprojets.

Ces problèmes sont issus du plan de campagne de l'exécutif communal et des cadres logiques élaborés par secteur. Les actions issues du plan de campagne sont priorisés par les acteurs politiques au niveau du plan d'investissement annuel. Le coût de ce plan s'élève à **Seize Milliards Cent Soixante Six Millions Six Cent Trente Mille (16 166 630 000) Francs CFA** par contre les ressources mobilisables sont de l'ordre de Trois Cent Quarante Un Million Trois Cent Quatre Vingt Dix Neuf Mille Trois Cents (341 399 300) francs CFA.

Pour mise en œuvre de ce PCD, l'exécutif est ainsi interpellé à plus de créativité, à trouver des voies et moyens en vue d'accroître les ressources locales et intéresser les partenaires par des projets de développement de la commune. Il est important pour le conseil municipal en général et l'exécutif communal en particulier, d'élaborer et de mettre en œuvre des projets porteurs susceptibles de rendre leurs actions plus visibles devant leurs administrés. Les échanges concertés et constructifs entre les différentes composantes favoriseraient mieux l'avancée de la commune de Gazawa.

# BIBLIOGRAPHIE.

---

Compte administratif commune de Gazawa, 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011.

Letouzey, R. 1968. Etude phytogéographique du Cameroun. Encyclopédie biologique. Lechevalier, Paris: 511p

Rapport final BUCREP 2010;

Rapport DAADER Maroua 2011;

Rapport IAEB de Gazawa 2011 ;

Atlas de la Province de l'Extrême-Nord Cameroun, 2003 ;

Michel Raunet, 2003. Quelques clés morpho-pédologique pour le Nord Cameroun à l'usage des agronomes. 18 P



		Date : 2012
<b>N° de référence</b>	<b>Désignation du microprojet</b> : Réhabilitation d'un forage au CSI et équipement en infrastructure du CSI de Gazawa	
<b>Région</b> : Extrême Nord	<b>Domaine d'intervention</b> : Santé	
<b>Commune</b> : Gazawa		
<b>Communauté</b> : Commune		
<b>Maître d'ouvrage</b> : MAIRE		
<b>Maître d'ouvrage délégué</b> :		
<b>Chef service du marché</b> :		
<b>Maître d'œuvre</b> :		
<b>Ingénieur</b> :		
<b>Agence d'exécution</b> : Titulaire du marché (PME, fournisseur...)		
<b>Organismes co-intervenant</b> :		
<b>Prestataire/consultant BP:</b> <b>tel :</b> <b>e.mail :</b>		
<b>Objectif du microprojet</b> : Augmenter les infrastructures et équipement du centre de santé intégré et réhabilitation du forage du CSI.		
<b>Coût total estimé</b> : 37 000 000 f cfa	<b>Montant du financement demandé au PNDP</b> : 33 300 000 f cfa	
	<b>Contribution totale de la commune/communauté</b>  Financière: 3 700 000f cfa  Nature : 0 f cfa	<b>Source de financement</b> :  PNDP
<b>Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO</b> :		
<b>Description sommaire du Microprojet</b> : Le projet consiste à réhabilité le forage et à l'achat des équipement pour le centre de santé intégré de Gazawa		
<b>Respect des normes environnementales</b> : la réhabilitation du forage entraine des impacts négatifs sur l'environnement. Il faudra pour cette raison mettre en place des mesures d'atténuation telles que le reboisement du site, la fabrication des bacs à ordures, les canaux d'écoulement des eaux souillées		
<b>Durée d'exécution du Projet</b> :		<b>Date souhaitée de démarrage du chantier du Projet</b> :



		Date : 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : Réhabilitation forages et puits	
Région: Extrême Nord	Domaine d'intervention : Eau et assainissement	
Commune: Gazawa		
Communauté: Commune		
Maître d'ouvrage : Maire		
Maître d'ouvrage délégué :		
Chef service du marché :		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur :		
Agence d'exécution: Titulaire du marché (PME, fournisseur...)		
Organismes co-intervenant :		
Prestataire/consultant BP:                                    tel :                                    e.mail :		
Objectif du microprojet : permettre aux populations des villages concernées de disposer de l'eau potable.		
Coût total estimé :  2 000 000 f cfa	Montant du financement demandé au PNDP: 0 f cfa	
	Contribution totale de la commune/communauté  Financière: 100 000 f cfa  Nature : 0	Source de financement :  <b>COMMUNE</b>
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Le projet consiste à la réhabilitation des puits et forages dans l'espèce commune.		
Respect des normes environnementales : la réhabilitation entraine des impacts négatifs sur l'environnement. Il faudra pour cette raison mettre en place des mesures d'atténuation telles que le reboisement des alentours de l'ouvrage, l'aménagement des aires d'assainissement.		
Durée d'exécution du Projet :		Date souhaitée de démarrage du chantier du Projet :



		Date : 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : Construction de 02 forages	
Région: Extrême Nord	Domaine d'intervention : Eau et assainissement	
Commune: Gazawa		
Communauté: Commune		
Maître d'ouvrage : Maire		
Maître d'ouvrage délégué :		
Chef service du marché :		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur :		
Agence d'exécution: Titulaire du marché (PME, fournisseur...)		
Organismes co-intervenant :		
Prestataire/consultant BP:                      tel :                      e.mail :		
Objectif du microprojet : augmenter les infrastructures hydrauliques de la circonscription afin améliorer la qualité d'eau consommée.		
		Montant du financement demandé au PNDP: 16 150 000f cfa
Coût total estimé :  17 000 000 f cfa	Contribution totale de la commune/communauté	Source de financement :  PNDP ET COMMUNE
	Financière: 850 000 f cfa  Nature : 0	
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Le projet consiste à la construction de 01 forage les villages suivants : Gourodow-foulbé et Dasdeo.		
Respect des normes environnementales : la construction des forages entraînent des impacts négatifs sur l'environnement. Il faudra pour cette raison mettre en place des mesures d'atténuation telles que le reboisement des alentours de l'ouvrage, l'aménagement des aires d'assainissement.		
Durée d'exécution du Projet :		Date souhaitée de démarrage du chantier du Projet :



		Date : 2012
N° de référence	Désignation du microprojet : Construction d'un hôtel de ville.	
Région: Extrême Nord	Domaine d'intervention : Patrimoine communal	
Commune: Gazawa		
Communauté: Commune		
Maître d'ouvrage : Maire		
Maître d'ouvrage délégué :		
Chef service du marché :		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur :		
Agence d'exécution: Titulaire du marché (PME, fournisseur...)		
Organismes co-intervenant :		
Prestataire/consultant BP:	tel :	e.mail :
Objectif du microprojet : Améliorer les conditions de travail du personnel de la commune.		
Coût total estimé : 60 000 000 f cfa	Montant du financement demandé au PNDP: 0 f cfa	
	Contribution totale de la commune/communauté Financière: 20 00 000 f cfa Nature : 0	Source de financement : <b>FEICOM</b>
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du Microprojet : Le projet consiste à la construction d'un Hôtel de ville.		
Respect des normes environnementales : la construction de l'hôtel de ville entraîne des impacts négatifs sur l'environnement. Il faudra pour cette raison mettre en place des mesures d'atténuation telles que le reboisement du site, la fabrication des bacs à ordures et les voies de drainage des eaux de pluie.		
Durée d'exécution du Projet :		Date souhaitée de démarrage du chantier du Projet :